

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

PARIS, 1908

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1908

XLVIII ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

PARIS, 1908

PARIS

AL. MIEUX ET C<sup>IE</sup>, 10, RUE DE TOULOUSE

PARIS, 1908

NO 1000, 1908



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL

DE DIPLOMATIE, D'HISTOIRE  
ET DE DROIT INTERNATIONAL

FONDÉ EN 1861

---

Georges FARDIS, Directeur

---

XLVIII<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME SÉRIE

TOME CENT SEPT

---

PARIS

20, RUE DE TOURNON, 20

Téléph. 805-63

---

Tous droits réservés





# ARCHIVES

## DIPLOMATIQUES

TOME 107.

N<sup>os</sup> 8.

VOL. III. — 1908

---

### PREMIERE PARTIE

---

## TRAITES, CONVENTIONS, PROTOCOLES

---

ALLEMAGNE — FRANCE

GRANDE-BRETAGNE — NORVÈGE — RUSSIE

### **Traité de garantie concernant l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Norvège**

(Signé à Christiania le 2 novembre 1907. Echange des ratifications : 6 février 1908)

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse; le président de la République Française; Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes; Sa Majesté le roi de Norvège, et Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, animés du désir d'assurer à la Norvège, dans ses limites actuelles et avec sa zone neutre, son indépendance et son intégrité territoriale, ainsi que les bénéfices de la paix, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Sa Majesté le roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes : Mr. W. G. Max Müller, chargé d'affaires britannique à Kristiania;

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse : M. de Treutler, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Kristiania;

Le président de la République Française, M. L. Delavaud, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Kristiania;

Sa Majesté le roi de Norvège : M. J. Lovland, son ministre d'Etat et ministre des affaires étrangères;

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies : M. A. de Kroupensky, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Kristiania ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

### Article Premier.

Le gouvernement norvégien s'engage à ne céder à aucune puissance, ni à titre d'occupation, ni à titre d'une disposition quelconque, aucune partie du territoire norvégien.

### Article II.

Les gouvernements allemand, français, britannique et russe reconnaissent et s'engagent à respecter l'intégrité de la Norvège.

Si l'intégrité de la Norvège est menacée ou lésée par une puissance quelconque, les gouvernements allemand, français, britannique et russe s'engagent, après une communication préalable à cet effet, de la part du gouvernement norvégien, à prêter, par les moyens qui seraient jugés les plus appropriés, leur appui à ce gouvernement en vue de sauvegarder l'intégrité de la Norvège.

### Article III.

Le présent traité est conclu pour une période de dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications. Si le traité n'est pas dénoncé, de part et d'autre, au moins deux années avant l'expiration de la dite période, il restera, de la même manière, en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

Dans le cas où le traité serait dénoncé par une des puissances ayant participé, avec la Norvège, à la conclusion du présent traité, cette dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de cette puissance.

### Article IV.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Kristiania, le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Kristiania, en cinq exemplaires, le 2 novembre 1907.

(L. S.) Signé : W. G. MAX MULLER.

(L. S.) Signé : C. VON TREUTLER.

(L. S.) Signé : DELAVALD.

(L. S.) Signé : J. LOVLAND.

(L. S.) Signé : A. KROUPENSKY.

---



# ALLEMAGNE-DANEMARK-FRANCE-GRANDE-BRETAGNE PAYS-BAS-SUÈDE

## Accords relatif à la mer du Nord

(Signés à Berlin le 23 avril 1908)

M. Jules Cambon, ambassadeur de la République Française à Berlin, à M. Stéphen Pichon, ministre des affaires étrangères :

« *Berlin, le 23 avril 1908.*

» Les représentants de l'Angleterre, des Pays-Bas, de la Suède, du Danemark et moi venons de signer, avec M. de Schoen, la déclaration et le mémorandum relatifs à la mer du Nord.

» Jules CAMBON. »

---

M. Stéphen Pichon, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République Française à Vienne, Madrid, Washington, Londres, Rome, Tokio, Saint-Pétersbourg et Constantinople; aux ministres plénipotentiaires de la République Française à Bruxelles, Copenhague, Christiania, La Haye et Stockholm :

» *Paris, le 4 mai 1908.*

» J'ai l'honneur de vous adresser, ci-dessous, une copie du texte définitif des accords, relatifs à la mer du Nord, qui ont été signés à Berlin, le 23 avril dernier, par les représentants des différentes puissances intéressées.

» S. PICHON. »

---

## DECLARATION

Les gouvernements d'Allemagne, de Danemark, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas et de la Suède, animés du désir de consolider les liens de bon voisinage et d'amitié existant entre leurs Etats respectifs et de contribuer par là à la conservation de la paix générale et reconnaissant que leur politique, par rapport aux régions limitrophes de la mer du Nord, a pour objet le maintien du *statu quo* territorial actuel, déclarent qu'ils sont fermement résolus à conserver intacts et à respecter réciproquement les droits souverains dont jouissent actuellement leurs pays sur leurs territoires respectifs dans ces régions.

Dans le cas où, d'après l'opinion d'un des gouvernements désignés ci-dessus, le *statu quo territorial* actuel dans les régions limitrophes de la mer du Nord serait menacé par des événements quelconques, les puissances signataires de la présente déclaration entreront en communication pour se concerter par la voie d'un accord à conclure entre elles sur des mesures qu'elles jugeraient utile de prendre dans l'intérêt du maintien du *statu quo* de leurs possessions.

La présente déclaration sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Les ratifications seront déposées à Berlin le plus tôt que faire se pourra et au plus tard le 31 décembre 1908. Il sera dressé du dépôt de chaque ratification un procès-verbal dont une copie certifiée sera remise par la voie diplomatique aux puissances signataires.

En foi de quoi les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet ont signé, etc...

Fait à Berlin, le 23 avril 1908.

---

### MEMORANDUM

Au moment de signer la déclaration de ce jour, les soussignés, d'ordre de leurs gouvernements respectifs, croient devoir préciser :

1° Que le principe du maintien du *statu quo*, consacré par ladite déclaration, ne vise que l'intégrité territoriale de toutes les possessions actuelles des hautes parties contractantes dans les régions limitrophes de la mer du Nord et que, par conséquent, la déclaration ne pourra d'aucune manière être invoquée lorsqu'il s'agirait du libre exercice des droits de souveraineté des hautes parties contractantes sur leurs possessions respectives susmentionnées ;

2° Qu'en regard de ladite déclaration, la mer du Nord sera considérée comme s'étendant vers l'Est jusqu'à son alliance avec les eaux de la mer Baltique.

Fait à Berlin, le 23 avril 1908.

---

### ALLEMAGNE-FRANCE

#### **Convention concernant la protection des œuvres littéraires et artistiques**

(8 avril 1907)

(Echange des ratifications : 31 juillet 1907)

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, et le président de la République Française, également animés du désir de garantir, d'une manière plus efficace, dans les deux pays, la protection des œuvres littéraires et artistiques, ont résolu de conclure à cet effet une nouvelle convention spéciale, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse : Son Altesse Sérénissime le prince de Radolin, son ambassadeur extraordinaire près le président de la République Française ;



Et le président de la République Française : Son Excellence M. Pichon, sénateur, ministre des affaires étrangères ;  
lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

#### Article premier.

La convention conclue entre l'Allemagne et la France, le 19 avril 1883, en vue de protéger les œuvres littéraires et artistiques, est abrogée et remplacée par la présente convention.

#### Article 2.

En vue de compléter les stipulations de la convention de Berne, du 9 septembre 1886, relative à la formation d'une union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, et conformément aux termes de l'acte additionnel et de la déclaration de Paris, du 4 mai 1896, les deux hautes parties contractantes sont convenues des dispositions ci-après :

§ 1<sup>er</sup>. Les auteurs des œuvres, publiées pour la première fois sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre partie, pendant toute la durée de leur droit sur l'œuvre originale, du droit exclusif de traduire leurs ouvrages ou d'en permettre la traduction, sans qu'il soit nécessaire que l'auteur ait fait usage de son droit exclusif de traduction dans le délai de dix années prévu par l'article 5 de la convention de Berne.

§ 2. Les auteurs des œuvres, publiées pour la première fois sur le territoire de l'une des deux parties contractantes, sont protégées, sur le territoire de l'autre partie, contre l'exécution en public de leurs œuvres musicales, à l'égal des auteurs nationaux, même s'ils n'en ont pas expressément interdit l'exécution publique.

#### Article 3.

La présente convention s'appliquera également aux ouvrages, déjà existants, pourvu qu'au moment de l'entrée et vigueur de la présente convention ils ne soient pas encore tombés dans le domaine public dans leur pays d'origine.

Toutefois si, avant l'entrée en vigueur de ladite convention, une traduction, entière ou partielle, a paru, avec autorisation, le droit pour le traducteur de reproduire, propager et faire représenter cette traduction, reste entier.

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, la protection sera assurée à une œuvre musicale déjà publiée, si même jusqu'alors elle n'était pas protégée contre une exécution publique faute d'une interdiction expresse. Toutefois l'exécution publique d'une œuvre de cette nature pourra avoir lieu, sans le consentement de l'auteur, si les exécutants se servent de partitions ou de morceaux de musique ne por-

tant pas la mention d'interdiction et qu'ils avaient en leur possession avant l'entrée en vigueur de la présente convention.

#### Article 4.

La jouissance des droits reconnus aux auteurs qui ont publié leurs œuvres pour la première fois sur le territoire de l'une des deux parties contractantes ne sera subordonnée, devant les tribunaux de l'autre partie, à la justification de l'accomplissement d'aucune formalité.

#### Article 4.

La jouissance des droits reconnus aux auteurs qui ont publié leurs œuvres pour la première fois sur le territoire de l'une des deux parties contractantes ne sera subordonnée, devant les tribunaux de l'autre partie, à la justification de l'accomplissement d'aucune formalité.

#### Article 5.

Les hautes parties contractantes conviennent que tout avantage ou privilège plus étendu qui serait ultérieurement accordé par l'une d'elles à une tierce puissance en ce qui concerne la protection des œuvres littéraires et artistiques, sera acquis de plein droit aux auteurs de leur pays ou à leurs ayants-cause.

#### Article 6.

Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de la présente convention.

#### Article 7.

La présente convention entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et continuera ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où elle aura été dénoncée par l'une des hautes parties contractantes.

#### Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 8 avril 1907.

(L. S.) Signé : RADOLIN.

(L. S.) Signé : S. PICHON.

---

## NOUVELLES HÉBRIDES

### **Echange de notes entre la Grande-Bretagne et la France concernant l'exécution de l'article X, § 4 de la convention du 20 octobre 1906 concernant les Nouvelles Hébrides (1)**

(29 août 1907)

---

N° I.

*L'ambassadeur de France à sir Edward Grey :*

*« Ambassade de France, Londres, le 29 août 1907.*

» Monsieur le Secrétaire d'Etat,

» Les délégués français à la commission franco-britannique qui s'est réunie à Londres, au mois de mai dernier, pour discuter les arrangements à faire en exécution de l'article X, paragraphe 4, de la convention du 20 octobre 1906, relative aux Nouvelles-Hébrides, ont soumis à M. le ministre des colonies les résultats de leurs travaux. Je suis aujourd'hui chargé de faire savoir à votre Excellence que mon gouvernement approuve les solutions proposées par cette commission, dont les discussions n'ont cessé d'être animées d'un esprit de conciliation et d'entente auquel je suis heureux ici de rendre hommage.

» Le gouvernement de la République donne sa pleine et entière adhésion au règlement rédigé en exécution de l'article X (4) et ci-annexé (N° 1). Ce règlement sera considéré comme faisant corps avec le dit article X et sera promulgué en même temps que celui-ci.

» Conformément aux recommandations faites par suite d'une discussion officielle entre les représentants des deux gouvernements, le gouvernement de la République prescrira au haut commissaire français d'omettre, dans le texte de la convention qui sera publié et rendu obligatoire dans l'archipel pour les citoyens français, les mots suivants, figurant à l'article LI (4) : « après deux avertissements donnés

---

(1) Cf. *Archives Diplomatiques*, 1907, nos 1 et 2, p. 5.



» par écrit à l'engagiste », étant entendu que le gouvernement de Sa Majesté britannique procédera de même pour les mots correspondants du texte anglais : « after two written warnings addressed to the employer ».

» Le gouvernement de la République adressera au haut commissaire français les instructions générales et les instructions spéciales sur le régime du travail, dont le texte est ci-annexé (n<sup>os</sup> 2 et 3), dès que le gouvernement de Sa Majesté britannique lui aura fait connaître qu'il a adressé ou est disposé à adresser des instructions similaires au haut commissaire anglais.

» Le gouvernement de la République autorisera le haut commissaire français à ajourner, d'accord avec le haut commissaire anglais, la promulgation des articles IX (2), XI à XIX inclusivement, XXI à XXVII inclusivement, LVI (3), LX (3 et 4) et LXI (2) jusqu'à ce que les magistrats du tribunal mixte soient installés dans l'archipel. Les citoyens français coupables d'infractions aux dispositions de la convention ou des règlements d'exécution pris par les hauts commissaires seront, à titre transitoire, poursuivis, conformément à l'article XX et aux dispositions antérieurement en vigueur, devant l'autorité judiciaire française, étant entendu que le gouvernement anglais procédera de même à l'égard des sujets britanniques.

» Le gouvernement de la République profite de cette occasion pour déclarer que les procès et litiges immobiliers auxquels se réfèrent les articles XXII et suivants de la convention du 20 octobre 1906, comprennent également les procès et litiges concernant les mines, minerais et, en général, le sous-sol des îles.

» Je serais reconnaissant à votre Excellence de vouloir bien, en m'accusant réception de la présente note, me faire savoir si le gouvernement de Sa Majesté le roi approuve, de son côté, les dispositions ci-dessus énoncées, afin que le complet accord établi entre nos deux gouvernements soit ainsi officiellement constaté.

» Veuillez agréer, etc.

» (Signé) GEOFFRAY. »

---

#### ANNEXE I. — RÈGLEMENT

Les soussignés, Jean Weber, sous-chef de bureau au ministère des colonies; le comte de Manneville, premier secrétaire à l'ambassade de France à Londres; Louis Mallet, sous-secrétaire d'Etat adjoint des affaires étrangères, compagnon du très honorable Ordre du Bain; Frederick Fitchett, docteur en droit, solicitor general de la Nouvelle-Zélande, délégués respectivement par le gouvernement de la Répu-

blique Française et par le gouvernement de Sa Majesté britannique, à l'effet de préparer, conformément au § 4 de l'article X de la convention des Nouvelles-Hébrides, signée à Londres le 20 octobre 1906, les dispositions relatives aux traitements, aux passages, aux congés, aux remplacements par intérim, et d'une manière générale à tout ce qui concerne le fonctionnement du tribunal mixte, sont convenus des dispositions suivantes, qu'ils ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs gouvernements respectifs :

**Règlement arrêté en commun par les Gouvernements Français et Anglais pour l'Exécution des Dispositions de l'Article X (4)**

---

*I. — Traitements.*

Le traitement du président du tribunal mixte sera de 22,500 francs par an; celui du juge français, du juge anglais et du procureur, de 17,500 francs par an chacun; celui du greffier de 10,000 francs par an. Ces magistrats auront droit, en outre, au logement.

Les salaires du personnel auxiliaire du tribunal mixte seront fixés par le président, sous réserve de l'approbation des deux hauts commissaires.

*II. — Passages et frais de tournées.*

Le président du tribunal mixte, les juges français et anglais, le procureur et le greffier auront droit au passage gratuit en première classe pour rejoindre leur poste aux Nouvelles-Hébrides.

Ils recevront la moitié de leur solde à partir du jour de leur embarquement, et leur solde entière à partir du jour de leur arrivée aux Nouvelles-Hébrides. Ils seront rapatriés aux mêmes conditions lorsqu'ils quitteront définitivement leur poste après cessation de leurs fonctions, sauf le cas de révocation pour mauvaise conduite; toutefois, ces avantages ne leur seront accordés que s'ils ont servi au moins trois ans dans l'archipel, ou s'ils se retirent pour raison de santé.

Lorsqu'ils se déplaceront dans l'archipel pour les besoins du service, ils auront droit au remboursement de leurs dépenses effectives de transport, et recevront, en outre, une indemnité de vivres calculée à raison de 25 francs par nuit pour frais de route par terre et de 6 fr. 25 par nuit pour frais de voyage par mer.

*III. — Congés.*

Sous réserve du consentement des deux hauts commissaires, il pourra être accordé aux magistrats du tribunal mixte des congés à demi-solde, dont la durée sera égale au sixième du temps de leurs services effectifs; toutefois, sauf pour motifs spéciaux, aucun congé de cette nature ne pourra leur être accordé avant l'accomplissement

de leur troisième année de service aux Nouvelles-Hébrides, ni ensuite à des intervalles de moins d'un an, ni pour une durée de plus d'un an.

Lorsque la durée du congé sera d'au moins six mois, les magistrats auront droit au passage gratuit aller et retour pour se rendre dans leur pays d'origine.

#### IV. — *Limite d'âge.*

Les magistrats cesseront obligatoirement leurs fonctions à l'âge de 60 ans, excepté dans des cas spéciaux et avec le consentement exprès des deux hauts commissaires.

#### V. — *Pensions.*

Aucun magistrat du tribunal mixte n'aura droit à pension sur le budget commun des Nouvelles-Hébrides.

#### VI. — *Intérims.*

En cas d'absence ou d'indisponibilité du président du tribunal mixte, le procureur le remplacera dans ses fonctions.

En cas d'absence ou d'indisponibilité des juges français ou anglais, un remplaçant intérimaire sera désigné respectivement par le haut commissaire français ou anglais.

En cas d'absence ou d'indisponibilité du procureur, le greffier le remplacera dans ses fonctions. En raison de ce service spécial, le greffier devra n'être ni citoyen français, ni sujet anglais, et devra posséder les connaissances de droit nécessaires.

En cas d'absence ou d'incapacité du greffier, le président lui désignera un remplaçant intérimaire, sans condition de nationalité.

Les intérimaires, s'ils appartiennent déjà au personnel du tribunal mixte, auront droit à un traitement égal à la moitié du total de leur propre traitement et de celui du magistrat qu'ils remplaceront. S'ils sont pris en dehors de ce personnel, ils auront droit aux mêmes allocations que les titulaires, pendant la durée de leur intérim.

#### VII. — *Service intérieur du tribunal mixte et pouvoirs du président.*

Toutes les dispositions concernant les audiences du tribunal mixte et son fonctionnement intérieur seront arrêtées par le président.

Le greffier et le personnel auxiliaire sont soumis à l'autorité disciplinaire du président, mais celui-ci ne pourra prononcer la révocation qu'avec l'assentiment des commissaires-résidents.



VIII. — *Dispositions générales.*

Sous réserve de l'approbation ultérieure des deux gouvernements, les deux hauts commissaires régleront conjointement toutes les questions concernant le tribunal mixte et non prévues par le présent règlement.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 17 mai 1907.

(Signé) J. WEBBER.  
H. de MANNEVILLE.  
Louis MALLET.  
D<sup>r</sup> FITCHETT.

---

## ANNEXE II

**Instructions générales au Haut Commissaire Français des Nouvelles-Hébrides pour l'application de la convention du 20 octobre 1906**

*Le ministre des colonies à M. le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, haut commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides :*

« Vous avez été informé que le gouvernement de la République a décidé de laisser au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie la haute direction des affaires des Nouvelles-Hébrides, dans le système institué par la convention franco-anglaise du 20 octobre dernier.

» 2. Les traitements des magistrats, et autres détails concernant le fonctionnement du tribunal mixte, ont fait l'objet d'un règlement récent ; il est à espérer que les juges pourront être nommés à bref délai et dirigés sur l'archipel. Le moment est donc venu de promulguer la convention. Le gouvernement de la République a décidé de vous adresser les présentes instructions, afin de préciser l'esprit dont devra s'inspirer votre administration et le sens dans lequel il conviendra d'exercer vos pouvoirs. Ces instructions ont fait l'objet d'un spécial échange de vues entre le gouvernement français et le gouvernement britannique, le haut commissaire pour l'ouest du Pacifique.

» 3. Le préambule de la convention du 20 octobre 1906 indique la volonté des deux nations « d'assurer l'exercice de leurs droits de » souveraineté aux Nouvelles-Hébrides ». Les deux puissances, qui s'étaient engagées l'une envers l'autre à ne pas intervenir seules aux Nouvelles-Hébrides, s'accordent maintenant pour y intervenir conjointement. Leurs souverainetés, au lieu de s'exclure, se combinent ;

---

(1) Voir instructions correspondantes au Haut Commissaires de la Grande-Bretagne p. 206.

elles prennent possession des îles en commun, et, par là même, écartent la possibilité de l'intervention d'une tierce puissance.

» Le condominium franco-anglais, qui avait toujours existé de façon latente, va devenir une réalité.

» 4. Ce principe admis, il était très difficile d'en déterminer les applications. L'histoire diplomatique n'offrait à cet égard aucun précédent. Le régime du condominium n'a été appliqué jusqu'à présent que dans des pays déjà pourvus d'institutions propres; il revêtait alors la forme d'un protectorat conjoint. Aux Nouvelles-Hébrides, rien de semblable : les indigènes, groupés en tribus, qui s'ignorent mutuellement, n'ont aucune organisation politique dont il soit possible de tirer parti.

» 5. Les deux puissances n'ont pas estimé qu'il fût, quant à présent, désirable de créer ce pouvoir neutre, autonome, qui fait défaut. Elles ont préféré reconnaître et renforcer les organisations française et anglaise déjà existantes, laisser subsister leur dualité, tout en étendant leur compétence, et déterminer seulement dans quelle mesure et suivant qu'elles règles, pour quelques cas spéciaux, elles auraient à combiner leur action.

» Ainsi, sur le même territoire, coexisteront deux colonies, l'une anglaise, l'autre française, régies chacune par sa législation propre, mutuellement indépendantes l'une de l'autre. La convention institue entre elles un règlement de bon voisinage.

» 6. La règle générale à laquelle vous réferez en tout ce qui n'est pas expressément prévu par la convention est formulée à l'article I, section 3 : « Les ressortissants des deux puissances signataires, ainsi » que les ressortissants des tierces puissances, conserveront dans toute » sa plénitude leur statut personnel et réel. »

» Les citoyens français et les sujets anglais emportent aux Nouvelles-Hébrides, avec leur nationalité, les qualités, devoirs et droits attachés à cette nationalité. Mais la loi nationale, qui les régitait jusqu'à présent à titre personnel, les régit dorénavant à titre territorial; pour les Français, l'archipel est territoire français; pour les Anglais, territoire anglais. Il n'est dérogé à ce principe que sur un très petit nombre de points, qui seront envisagés à mesure qu'ils se présenteront au cours de ces instructions.

» 7. Le régime appliqué aux ressortissants de tierces puissances en découle logiquement; ces étrangers sont invités à opter, non pour l'une ou l'autre nationalité, mais pour l'une ou l'autre des législations qui peuvent les régir. En d'autres termes, ils ont à déclarer s'ils se considèrent comme résidant en territoire français ou en territoire anglais. Un sujet suédois, par exemple, qui se sera placé sous la protection de la loi française, sera de tous points assimilable à un de ses compatriotes établi en Nouvelle-Calédonie; s'il choisit, au contraire, la loi anglaise, sa situation sera analogue à celle qu'il aurait s'il résidait aux îles Fidji.

» 8. Les étrangers qui n'auront pas spontanément opté dans un délai de six mois seront palcés d'office sous l'un ou l'autre régime par une décision prise d'accord entre vous et votre collègue. Afin d'éviter

tout froissement, il conviendra de faire connaître très exactement cette situation aux ressortissants des tierces puissances, afin de réduire autant que possible les cas où une telle décision d'office devra être prise. Si, néanmoins, il est nécessaire d'y recourir pour quelques cas, les hauts commissaires ou leurs délégués s'inspireront uniquement des raisons de convenance locale, en plaçant l'étranger sous l'un ou l'autre régime, selon qu'il se trouve installé à proximité d'un groupe français ou d'un groupe anglais. Toute question de rivalité nationale sera soigneusement écartée.

» 9. Dans le même esprit, la convention laisse entendre que l'option, ou la décision qui en tiendra lieu, aura un caractère définitif : un étranger placé sous le régime français ne sera pas admis à passer ultérieurement sous le régime anglais, et réciproquement.

» 10. Les indigènes néo-hébridais sont exclus de ces dispositions. C'est toujours en vue d'éviter des rivalités fâcheuses que l'article VIII leur interdit d'acquérir la qualité de ressortissants de l'une ou l'autre puissance.

» Les deux hauts commissaires ont conjointement autorité sur les chefs des tribus et peuvent édicter des règlements les concernant. L'un des objets de la convention était de soumettre les indigènes, pour la première fois, à une autorité régulière dont ils pussent attendre aide et protection. Les conditions particulières de l'archipel ne permettront sans doute pas avant longtemps à cette protection de produire tout son effet tutélaire. En attendant, vous devrez poursuivre de tous vos efforts la cessation des guerres entre tribus et l'abolition des coutumes cruelles ou dégradantes.

» Le gouvernement de la République attache une grande importance à ce que ce point de vue ne soit pas négligé, et il a toute confiance que, tout en vous conformant aux principes généraux établis par l'article VIII, vous userez des moyens dont vous disposez pour relever graduellement le niveau de l'existence chez les indigènes de l'archipel.

» 11. Il ne paraît pas nécessaire de donner de longs éclaircissements sur l'organisation administrative générale. Elle n'est, en effet, que le développement des institutions antérieures parallèlement établies par les deux nations. Les hauts commissaires sont toutefois investis du pouvoir d'édicter en commun des règlements pour le « maintien » de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour les mesures » d'exécution nécessitées par la convention. »

» Vous n'avez point perdu le pouvoir de statuer seul, d'après les principes de la législation française existante, sur les matières intéressant spécialement l'administration de vos nationaux. Mais il sera bon, en règle générale, que vous donniez officiellement connaissance de ces règlements à votre collègue anglais.

» 12. Sont considérés comme services communs, les services de la police, des postes et des télégraphes, des travaux d'intérêt général, du balisage et des feux, de la police sanitaire, et le service financier qui se rattache à cette organisation commune. Quelques explications à cet égard ne seront pas superflues.



» 13. En ce qui concerne la police, l'article II donne des précisions qui fixeront vos idées. Les deux sections française et anglaise restent distinctes avec faculté de se réunir lorsqu'elles doivent intervenir au nom de la souveraineté commune, par exemple, vis-à-vis des indigènes vivant en tribus. Mais il serait bon, pour éviter les rivalités et les conflits, toujours à redouter, que ces deux corps fussent recrutés parmi des hommes de même race, qu'ils restassent en contact permanent, et habitassent côté à côté dans la même caserne.

» 14. Pour les autres services, c'est un désir de simplification qui a conduit à les déclarer communs. Vous avez toute latitude pour les organiser comme vous l'entendrez d'accord avec votre collègue. Une solution qui a été adoptée dans d'autres pays soumis à un régime de condominium consisterait à procéder par voie de délégations mutuelles. L'un des hauts commissaires organiserait et dirigerait plus particulièrement certains services, et son collègue les autres. Toutes les fois qu'il existera déjà, dans l'un ou l'autre des groupements, des rudiments d'organisation, ils devront être utilisés et étendus plutôt que de recourir à des créations nouvelles. Si des difficultés se présentaient pour le fonctionnement mixte de l'un ou l'autre des services, il serait toujours possible de les dédoubler, dans une certaine mesure, en imitant, par exemple, les dispositions prévues pour la police.

» 15. Enfin, il convient de remarquer que le service commun des travaux ne concernera que les travaux d'une utilité commune, et que le service financier commun sera exclusivement le service financier afférent au tribunal mixte et aux services énumérés à l'article IV, § 1. Chaque haut commissaire conserve toute liberté pour organiser seul les services particuliers qu'il pourra juger nécessaire et pour gérer ses finances propres.

» 16. La commission navale mixte, bien que formellement maintenue par l'article VI, perd en grande partie le caractère qu'elle avait jusqu'à présent. Elle cesse d'avoir une initiative propre, en dehors des cas d'urgence. Elle devient une force militaire destinée à seconder ou à remplacer la police chaque fois que les circonstances l'exigent.

» Cependant, vous aurez soin de ne pas interpréter trop étroitement les mots « sauf dans les cas d'urgence ». Dans l'état actuel de l'archipel, de nombreux cas se présenteront où la commission navale pourra juger bon d'engager une action sans les délais que nécessiterait une communication avec le chef-lieu, et il est essentiel qu'elle ne considère pas que toute liberté de décision et l'initiative lui ait été enlevée par la convention.

» 17. Sous le régime antérieur, elle n'avait qualité que pour procéder à de véritables opérations de guerre contre les tribus. Elle rétablissait l'ordre par des démonstrations sommaires, destinées à impressionner les indigènes. Elle ne pouvait ni arrêter, ni juger ceux-ci. Une fois l'action finie, son rôle était terminé.

» Dorénavant, son intervention pourra être plus précise. Il y aura lieu, non de punir en masse les tribus, mais de rechercher les coupables et de s'en saisir pour les déférer à la justice.

» Le territoire de l'archipel ne sera pas, non plus, interdit en quelque sorte aux détachements armés que pourront débarquer les

navires de guerre, en dehors même des cas où une opération militaire est nécessaire.

» 18. L'organisation judiciaire prévue par la convention échappe en grande partie à votre compétence, en raison du principe de la séparation des pouvoirs. Il n'est, toutefois, pas inutile de vous en indiquer les grandes lignes.

» 19. De même que les autorités administratives françaises et anglaises conservent une indépendance mutuelle, leur coopération étant toutefois exigée dans certains cas, de même les tribunaux de l'une et l'autre puissance restent distincts et un organe mixte est institué entre eux. Mais ici cet organe mixte acquiert une particulière importance; la réunion du juge français et du juge anglais ne pouvait suffire à le constituer, et un corps spécial de magistrats, n'appartenant ni à l'une ni à l'autre des deux nationalités leur est adjoint.

» La convention détermine la compétence de ce tribunal mixte, qui est essentiellement appelé à statuer sur les matières concernant directement ou indirectement les indigènes. C'est en vertu de cette conception que toute affaire est portée devant ce tribunal dès qu'un indigène est poursuivi ou est partie au procès; c'est pour la même raison que tous les litiges immobiliers lui sont soumis, car la propriété foncière a toujours été, de près ou de loin, acquise des indigènes; c'est enfin dans le même esprit que toutes les infractions aux règlements prévus par la convention lui sont déférées, car ces règlements visent surtout les rapports des résidents de toute nationalité avec les indigènes.

» 20. Quant aux règles concernant la loi applicable, la procédure, elles sont inspirées de la préoccupation de laisser respectivement les citoyens français et les sujets anglais sous la protection de leur législation propre.

» 21. La compétence des tribunaux nationaux se trouve définie par celle même du tribunal mixte. Les procès contre non-indigènes, en dehors des litiges immobiliers, les poursuites correctionnelles et criminelles contre les non-indigènes, seront portés devant eux, suivant les règles très claires que pose l'article XX.

» 22. La convention se termine par divers règlements particuliers concernant le régime immobilier, la police de la navigation, le recrutement des travailleurs indigènes, les armes, munitions et boissons alcooliques, enfin les municipalités.

» 23. Les dispositions relatives au régime immobilier intéressent exclusivement le tribunal mixte. Vous devrez vous abstenir soigneusement de toute intervention dans ces questions particulièrement délicates. Les instances en dépossession d'immeubles, les requêtes aux fins d'immatriculation, seront adressées par les intéressés au greffe du tribunal mixte, et l'Administration proprement dite se refusera absolument même à en prendre acte, fût-ce à titre transitoire.

» Au cas où le tribunal estimerait nécessaire de faire procéder à des reconnaissances de terrain ou des levers de plans par des agents administratifs, vous lui en laisseriez toute la responsabilité, en invitant les magistrats à désigner eux-mêmes les collaborateurs à ce requis.

» 24. L'article XXVII, § 8, attribue compétence aux hauts commissaires pour déterminer, par régions, des réserves inaliénables affectées aux indigènes. Il n'existe point aux Nouvelles-Hébrides de domaine d'Etat, de sorte que toutes les dispositions prises devront être inspirées uniquement de raisons de fait, dûment constatées, et de la préoccupation supérieure, d'assurer aux indigènes l'exercice de droits naturels définis par l'usage et par leurs besoins.

» 25. Le règlement concernant la police de la navigation s'inspire exclusivement de l'idée générale, exposée au début, de laisser les citoyens français et les sujets anglais sous le régime de leurs législations respectives, et de considérer cet archipel à la fois comme terre française et comme terre anglaise.

» 26. Le gouvernement britannique ayant adressé par avance à votre collègue des instructions concernant le recrutement des travailleurs, cette question ne sera pas traitée ici. Je vous en entretiendrai dans une lettre spéciale.

» 27. La prohibition de vendre aux indigènes des armes, munitions et spiritueux est formulée en termes absolus. Mais vous remarquerez que cette interdiction ne concerne que le fait de livrer ces articles à un indigène; les non-indigènes restent complètement libres d'introduire des armes ou des boissons alcooliques pour leur usage, et ils n'ont pas à en justifier. Mais le libéralisme de ces dispositions doit avoir pour complément une répression vigoureuse des délits reconnus.

» Vous aurez, d'accord avec votre collègue, à investir d'un mandat spécial les officiers et agents de la force publique, en vue de la recherche et de la constatation des infractions.

» De plus, vous vous appliquerez à faire comprendre aux colons qu'il y va de leur propre sécurité et de leur propre intérêt; en fournissant des armes de guerre aux Canaques, ils préparent les attentats que l'on pourra diriger contre eux-mêmes et leurs familles; en livrant des spiritueux à des malheureux sauvages incapables de maîtriser leurs passions, ils avilissent une race nécessaire à la prospérité du pays.

» 28. Le dernier règlement concerne les municipalités. Lors des travaux préparatoires de la convention, il a été adopté presque sans débats par les délégués des deux pays, tant l'idée qui s'en dégage était naturelle et légitime. Ainsi qu'il a été dit au début, la difficulté dans l'organisation du condominium était l'absence de toute autorité neutre locale, l'impossibilité de fusionner deux législations aussi différentes que celles de la France et de l'Angleterre. De là un régime nécessairement compliqué et lourd à manier.

» Ne serait-il pas possible de laisser naître, en quelque sorte, des circonstances cette organisation neutre, qui ne pouvait être faite de toutes pièces?

» C'est l'idée qui a conduit à faire appel au principe fécond de l'autonomie et du « self-government ». Les Français et les Anglais vivent en bons voisins aux Nouvelles-Hébrides; ils ont des intérêts communs, des besoins parallèles. Il faut les mettre le plus possible à même de se grouper entre eux, de s'organiser, de créer et de déve-



lopper des institutions propres, nées des circonstances, adaptées aux nécessités. C'est de leur effort amical et concerté que doit naître la société qu'il n'était pas possible de susciter artificiellement.

» 29. Vous devrez donc, d'accord avec votre collègue, aider le plus possible à la constitution de ces groupements d'habitants non-indigènes, accepter libéralement les demandes des colons désireux de se former en municipalités, bien entendu dans des limites raisonnables, quant au nombre des colons et quant à l'étendue du territoire qu'ils habitent, et ne contrarier leurs propositions spontanées que si elles devaient comporter des dangers pour l'ordre public.

» 30. Vous aurez naturellement à élaborer, conformément à l'article 67, des règlements d'application, et je recommande tout particulièrement à votre attention la nécessité de fixer des règles précises et prudentes pour la gestion des finances municipales.

» 31. Telles sont les indications générales qu'il a paru opportun de vous donner.

» Dès la réception des présentes instructions, vous vous mettrez en rapport avec votre collègue anglais, et vous vous concerterez avec lui pour vous reconstruire à une date très rapprochée dans l'archipel, afin d'y procéder conjointement à la promulgation de la convention.

» Il ne sera pas inutile de donner à cette cérémonie une certaine solennité et d'en profiter pour attester publiquement la cordiale entente qui règne entre les deux pays, et qui rend seule possible l'application de ce régime sans précédent.

» 32. Vous vous préoccuperez ensuite immédiatement des mesures d'exécution. Vous aurez intérêt à déléguer très largement votre autorité à votre représentant dans l'archipel. Il est indispensable que des relations cordiales et suivies s'établissent entre les commissaires-résidents. La plupart des questions pourront être réglées par eux, sur les lieux, sous réserve de votre approbation ultérieure. Toute autre méthode d'administration, qui exige déjà de longs délais lorsqu'un seul gouvernement est en cause, provoquerait ici d'interminables retards par la nécessité de référer à la fois aux deux hautes autorités prochaines, parfois même aux deux gouvernements métropolitains.

» 33. Il est à supposer qu'il ne sera pas immédiatement possible de faire fonctionner le tribunal mixte; l'état social des Nouvelles-Hébrides est si peu avancé que les magistrats risqueraient même de ne pouvoir ni se loger ni tenir leurs audiences. Vous aurez à apprécier la situation et à en informer votre gouvernement, votre collègue agissant de même de son côté.

» S'il vous paraît possible de louer aux frais du condominium les logements nécessaires au tribunal et à ses juges, ceux-ci seront acheminés sur les Nouvelles-Hébrides sans autre retard.

» S'il est, au contraire, reconnu nécessaire de procéder à des constructions neuves, des délais plus longs seront naturellement obligatoires.

» 34. En tout état de cause, vous vous préoccuperiez immédiatement, d'accord avec votre collègue, des aménagements nouveaux que les circonstances paraîtront exiger.

» D'après les évaluations françaises, une somme de 350,000 francs serait nécessaire pour ces constructions. D'après les évaluations anglaises, le chiffre serait de 300,000 francs. Ces deux indications sont suffisamment concordantes pour qu'il vous soit sans doute aisé d'arrêter des propositions précises, que vous notifierez immédiatement à l'autorité centrale. Les fonds dont vous disposez déjà vous permettront de commencer les travaux.

» 35. Vous pourrez ensuite charger votre délégué, d'accord avec son collègue, d'organiser immédiatement le service des travaux et celui des finances, en utilisant les agents français ou anglais déjà sur les lieux.

» 36. Ce sont là les mesures de toute première urgence.

» L'organisation des autres services mixtes pourra être fait au fur et à mesure des besoins. Tant que la police ne sera pas organisée, la Commission navale mixte pourra, dans une certaine mesure, y suppléer, mais vous ne négligeriez rien pour hâter la constitution d'une force régulière et l'aménagement d'un local convenable pour la recevoir.

» 37. Les médecins résidant déjà dans l'archipel fourniront sans doute le moyen de faire fonctionner de suite le service sanitaire. Quant aux autres services communs, l'urgence en est moins pressante.

» 38. S'il n'est pas possible d'installer immédiatement le tribunal mixte, il n'en sera pas moins nécessaire de mettre immédiatement en vigueur les règlements concernant les armes et spiritueux et les contrats d'engagements. Par entente spéciale, et à titre transitoire, les délinquants pourraient être traduits devant l'autorité judiciaire dont ils relèvent quant à présent.

» 39. Les règlements sur la navigation et sur les municipalités sont d'application immédiate et facile.

» Quant au règlement sur les propriétés foncières, il ne pourra entrer en vigueur que lorsque le tribunal mixte fonctionnera.

» 40. Vous aurez donc à hâter la mise en application de la convention de la manière qui vient d'être dite, en usant largement d'initiative, et en tenant votre gouvernement au courant des mesures prises.

» D'une manière générale, vous devrez faire autant que possible appel à un personnel des plus réduits. Vous établirez, d'accord avec votre collègue, un budget pour le prochain exercice, que vous notifierez immédiatement à l'autorité centrale. Les dépenses devront être comprimées d'autant plus soigneusement que très peu de ressources propres viendront les contre-balancer.

» 41. Bien que vous ayez le pouvoir d'édicter conjointement avec votre collègue des contributions et taxes, vous n'userez de ce pouvoir qu'avec beaucoup de modération; les ressources des colons sont faibles, et l'on arrêterait l'essor de la colonisation en leur imposant des charges quelque peu importantes.

» Tout au plus serait-il possible, la première année, de percevoir quelques droits de navigation, très peu élevés, et des taxes sur les

recrutements et engagements d'indigènes. L'on ne peut guère espérer que l'ensemble de ces produits dépasse de 15,000 fr. à 20,000 fr.

» Les droits de greffe du tribunal mixte porteront peut-être ce total à 25,000 francs.

» Or, l'on ne saurait se dissimuler que la dépense générale des services communs atteindra facilement un chiffre huit ou dix fois supérieur, lorsque l'organisation nouvelle aura été complètement constituée.

» Il importe donc de ne réaliser cette organisation que peu à peu, en dotant le condominium de l'embryon des services essentiels, et en évitant de donner à ceux-ci une extension prématurée.

» 43. Ces mesures de prudente exécution sont entièrement remises à votre initiative et à votre compétence, en lesquels les deux gouvernements ont toute confiance. »

---

### ANNEXE III

#### **Instructions au Haut Commissaire Français sur la question du travail des indigènes aux Nouvelles-Hébrides**

---

*Le ministre des colonies à M. le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, haut commissaire de la France aux Nouvelles-Hébrides :*

« Les instructions générales que vous avez reçues par ce même courrier relativement à l'application de la convention du 20 octobre 1906, ne traitent pas de la question de la main-d'œuvre indigène.

» La raison vous en a été indiquée. Antérieurement aux pourparlers qui se sont engagés à Londres en mai dernier, le gouvernement britannique avait notifié ses intentions au haut commissaire anglais de l'ouest du Pacifique, dont les attributions relativement aux Nouvelles-Hébrides viennent d'être confirmées. Il est donc nécessaire de compléter, sur ce point particulier, les instructions générales qui vous ont été adressées.

» Le règlement sur les engagements de travailleurs indigènes s'inspire de l'idée générale affirmée par la convention: les ressortissants de l'une et de l'autre puissance sont placés sous la seule direction et sous la seule surveillance de leurs autorités nationales respectives; l'indigène engagé relève, pour le temps de son engagement, de la protection de l'autorité dont relève son engageur.

» L'application de ce règlement devra être l'objet d'une attention spéciale de votre part.

» Les deux gouvernements se sont proposé, en l'édicant, d'améliorer sérieusement la condition des travailleurs indigènes, de leur



donner la garantie d'un contrat régulier, surveillé par les pouvoirs publics, d'instituer un contrôle rapproché, susceptible d'exercer en toutes circonstances son action tutélaire et bienveillante.

» L'insuffisance du régime antérieur était manifeste; elle a été à de nombreuses reprises signalée par vous-même et vos prédécesseurs. Les deux gouvernements se sont donc trouvés pleinement d'accord pour faire disparaître un état de choses qui n'avait d'autre explication que leur désir mutuel d'ajourner une intervention constituant un acte effectif de souveraineté à l'égard des indigènes.

» Ce n'est d'ailleurs pas seulement un devoir d'humanité; c'est aussi l'intérêt bien compris des colons, qui commande d'assurer aux indigènes un traitement équitable et une réelle protection. L'avenir des Nouvelles-Hébrides est lié, dans une large mesure, à celui de la race canaque, et vous n'ignorez pas d'ailleurs que le gouvernement de la République est profondément pénétré, dans l'administration des colonies françaises, de cette vérité que le sort des entreprises coloniales dépend avant tout de la prospérité assurée aux populations locales.

» Le système institué par la convention donne à l'Administration le pouvoir de suivre l'indigène dans toutes les positions qu'il occupe depuis son départ jusqu'à son retour définitif. La surveillance des contrats est exercée, non seulement par le commissaire-délégué, mais par des personnes investies d'attributions spéciales à cet effet.

» Votre premier soin sera donc de désigner un nombre suffisant de semblables agents. Toutes les fois qu'il ne sera pas possible de les choisir parmi des fonctionnaires ou des officiers, vous les prendrez parmi les colons eux-mêmes, en vous attachant à n'investir de ces fonctions que des personnes d'une honorabilité connue, ayant acquis une certaine autorité morale sur leurs voisins. Il conviendra, même dans ce cas, de leur allouer une rétribution, signe de leur qualité officielle, en même temps que gage de leur subordination à votre haute direction.

» Vous ferez comprendre à ces délégués l'importance de leur mission, qui exige du tact, de la pondération et un large sentiment de justice. Vous appellerez leur attention notamment sur l'article LIV, qui définit l'étendue de leurs pouvoirs. Sans être, à proprement parler, des inspecteurs du travail, au sens où ce mot est entendu en France, ils doivent se considérer comme les tuteurs naturels des engagés, avec lesquels ils se tiendront fréquemment en contact.

» Le commissaire-résident sera leur chef immédiat. Il sera désirable qu'il procède de temps à autre à des tournées d'inspection, ou confie des missions analogues à des magistrats, officiers ou fonctionnaires se déplaçant dans l'archipel.

» L'article XXXI subordonne l'autorisation de recruter à la délivrance d'un permis spécial.

» De semblables permis ne seront naturellement pas accordés à des indigènes. Vous vous assurerez, par ailleurs, de la moralité des personnes qui vous adresseront des demandes.

» Les licences délivrées par vous pourront comporter des stipulations précises auxquelles devra se soumettre le titulaire, faute de quoi l'autorisation lui serait retirée.

» Dans ces clauses spéciales à chaque permis, vous préciserez pour chaque recruteur l'obligation de faire viser son registre par l'autorité administrative en indiquant, d'après l'itinéraire qu'il se propose de suivre, les points où il devra se présenter aux agents placés sous vos ordres. Vous vous attacherez à faire en sorte qu'aucun indigène ne puisse être emmené à une grande distance de sa tribu sans avoir comparu devant l'un de vos délégués, qui l'interrogera, et qui s'assurera, conformément aux dispositions de l'article LI, § 5, qu'il comprend et accepte librement les conditions de l'engagement.

» Ainsi, après toute opération de recrutement dans une région déterminée, le recruteur aurait à présenter les travailleurs emmenés par lui à l'agent le plus proche, qui mentionnerait sur le registre l'accomplissement de cette formalité.

» Je tiens de plus à ce que vous insériez dans toutes les licences délivrées par vous une clause interdisant d'emmener hors de l'archipel les femmes et les enfants, à l'exception, bien entendu, du cas où ils accompagneraient le chef de la famille.

» L'Article XXXIII, § 2, prévoit que les commissaires-résidents fixeront de concert le minimum de taille que devront avoir atteint les enfants pour pouvoir être engagés. Cette disposition s'explique par l'impossibilité de connaître le plus souvent l'âge exact des indigènes. Elle devra être appliquée de manière à empêcher que des enfants ne soient engagés avant l'âge où leurs forces se sont pleinement développées et les rendent aptes au travail — c'est-à-dire, en général, avant l'âge de 15 ans.

» Vous aurez à prendre des précautions particulières pour que l'application de l'article LV ne puisse donner lieu à aucun abus. L'emploi libre de travailleurs indigènes non liés par un contrat de longue durée devra être surveillé suivant des formes que vous déterminerez, d'abord avec votre collègue anglais. C'est l'un des points sur lesquels vous aurez à préciser la convention par un règlement d'exécution pris conformément à l'article VII.

» L'article LI devra être interprété dans ce sens, que l'indigène, ayant terminé son temps d'engagement, aura droit au rapatriement, mais non que ce rapatriement lui sera imposé d'office. Il sera toujours loisible à l'indigène de renoncer à cette faculté. Vous aurez à prendre les mesures nécessaires pour spécifier les conditions dans lesquelles le travailleur pourra faire usage de son droit, soit que vous fixiez un délai, passé lequel il serait considéré comme y ayant renoncé, soit que vous exigiez du colon, dans le cas où il n'aurait pas procédé ou fait procéder lui-même au rapatriement, le versement d'une provision permettant à l'Administration de l'effectuer elle-même ultérieurement.

» Je signale enfin à votre attention que, par un échange spécial de notes, les deux gouvernements ont décidé de supprimer, dans l'article LI, § 4, les mots « après deux avertissements donnés par écrit à l'engagiste ».

» Cette modification a paru nécessaire afin de permettre que, dans

les cas de sévices graves, lorsque la vie même d'un engagé paraîtrait en danger, celui-ci pût être soustrait sans retard aux violences de l'engagiste. Elle s'imposait d'autant plus que le texte anglais : « In case of persistent ill-treatment of a labourer » a une force beaucoup plus grande que le texte français : « En cas de mauvais traitements persistants envers un engagé ».

» L'idée des rédacteurs de la convention avait été de permettre la résiliation d'office du contrat, après deux avertissements, dans les cas peu graves, tels que nourriture insuffisante, mauvais logement, excès manifeste de travail, etc. Les cas de violence eussent été déférés au tribunal mixte. Le texte anglais ne permet pas cette interprétation. De plus, le gouvernement britannique a fait remarquer avec raison que l'on donnerait ainsi à l'autorité administrative le pouvoir de résilier d'office les contrats dans les cas peu graves, tandis que l'intervention de la justice serait nécessaire dans les cas plus sérieux, ce qui ne paraît pas logique. Le plus simple est donc de confier toujours au commissaire-résident le droit de prononcer la résiliation, en remettant à sa sagesse le soin d'apprécier les circonstances.

» Il convient d'ailleurs de ne point se méprendre sur la portée de cette modification. Vous donnerez comme instructions formelles au commissaire-résident de n'user de ses pouvoirs, en pareille matière, qu'avec une grande circonspection. En règle générale, il devra avoir adressé au moins deux avertissements par écrit à l'employeur avant de prononcer une rupture de contrat. Si, dans un cas d'urgence, il juge indispensable de passer outre à cette formalité, il devra immédiatement vous en rendre compte par un rapport motivé, et vous ferez une enquête sur l'affaire, vous tracerez très exactement à votre subordonné ses devoirs à cet égard, afin d'éviter tout arbitraire.

» J'ajoute, en terminant, que je vous prie de me tenir au courant des mesures que vous aurez prises en exécution des présentes instructions. »

---

## N° 2.

*Sir Edward Grey au ministre français :*

*(Texte original, voir traduction ci-dessous, p. 202.)*

*« Foreign Office, August 29, 1907.*

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» The British Delegates on the Anglo-French Commission which met in London in May last to discuss the arrangements to be made under Article X, § 4, of the Convention of the 20th October, 1906, respecting the New Hebrides, have submitted the results of their discussions to His Majesty's Government.



» I have now the honour to inform you that His Majesty's Government approve the recommendations of the Commission, and I am glad at the same time to be able to record my appreciation of the conciliatory spirit in which its discussions were carried on.

» His Majesty's Government concur fully in the Regulations drawn up in order to give effect to Article X (4) of the New Hebrides Convention, which are annexed hereto (Annex 1). These Regulations will be considered as forming part of the aforesaid Article X, and will be promulgated simultaneously with that Article.

» In accordance with recommendations made after semi-official discussions between the Representatives of the two Governments, His Majesty's Government will instruct the British High-Commissioner to omit from the text of the Convention to be published and made binding on British subjects in the Group the following words which occur in Article LI (4) : « after two written warnings addressed to the corresponding words in the French text : « après deux avertissements donnés par écrit à l'engagiste ».

» His Majesty's Government have communicated to the British High Commissioner the accompanying Special Instructions relating to the Labour Regulations, and will communicate the General Instructions, the text of which is annexed hereto (Annexes 2 and 3), as soon as the French Government have informed His Majesty's Government that they have communicated, or are prepared to communicate, similar instructions to the French High Commissioner.

» His Majesty's Government will authorize the British High Commissioner to postpone, with the concurrence of the French High Commissioner, the promulgation of Articles IX (2), XI to XIX inclusive, XXI to XXVII inclusive, LVI (3), LX (3 and 4), and LXI (2) until the Judges of the Joint Court have entered upon their duties in the Group.

» British subjects, guilty of infringing the provisions of the Convention or the Regulations which the High Commissioners may make in order to give effect to them, for the time being, be prosecuted in accordance with Article XX and with the provisions previously in force before the British judicial authority, it being understood that the French Government will deal in a similar manner with French citizens.

» His Majesty's Government take this opportunity to place on record the fact that the words « land suits » and « litiges immobiliers », which form the subject of provisions in Article XXII and following Articles of the Convention, include suits with regard to mines, minerals, and everything under the surface of the soil.

» I have, &c.

» (Signé) E. GREY. »

---

*Sir Edward Grey au ministre français :*

*« Foreign Office, 29 août 1907.*

*(Traduction.)*

» MONSIEUR LE MINISTRE,

» Les délégués anglais à la commission anglo-française qui s'est réunie à Londres au mois de mai dernier, pour discuter les arrangements à faire en exécution de l'article X, paragraphe 4, de la convention du 20 octobre 1906, relative aux Nouvelles-Hébrides, ont soumis au gouvernement royal les résultats de leurs travaux.

» J'ai aujourd'hui l'honneur de vous informer que le gouvernement de Sa Majesté approuve les propositions de la commission, et je suis heureux, en même temps, de pouvoir constater l'esprit de conciliation qu'elle a apporté dans ses discussions.

» Le gouvernement de Sa Majesté donne sa pleine approbation au règlement préparé à l'effet de mettre à exécution l'article X (4) de la convention des Nouvelles-Hébrides, lequel règlement est ci-annexé (annexe I). Ce règlement sera considéré comme faisant partie dudit article X et sera promulgué simultanément avec celui-ci.

» Conformément aux recommandations faites par suite d'une discussion officielle entre les représentants des deux gouvernements, le gouvernement de Sa Majesté donnera des instructions au haut commissaire anglais à l'effet d'omettre, dans le texte de la convention qui doit être publié et rendu obligatoire pour les sujets anglais dans l'archipel, les mots suivants qui se trouvent à l'article LI (4) : « after two written warnings addressed to the employer », pourvu que le gouvernement français procède de même pour les mots correspondants du texte français : « après deux avertissements donnés par écrit à l'engagiste ».

» Le gouvernement de Sa Majesté a transmis au haut commissaire anglais les instructions spéciales ci-jointes relatives au règlement sur le travail et lui transmettra les instructions générales dont le texte est ci-annexé (annexes 2 et 3) dès que le gouvernement français aura informé le gouvernement de Sa Majesté qu'il a adressé ou se dispose à adresser des instructions similaires au haut commissaire français.

» Le gouvernement de Sa Majesté autorise le haut commissaire anglais à ajourner, d'accord avec le haut commissaire français, la promulgation des articles IX (2), XI à XIX inclusivement, XXI à XXV inclusivement, LVI (3), LX (3 et 4) et LXI (2) jusqu'à ce que les magistrats du tribunal mixte soient entrés en fonctions dans l'archipel.

» Les sujets anglais coupables d'infractions aux dispositions de la convention ou des règlements d'exécution pris par les hauts commissaires seront, provisoirement, poursuivis, conformément à l'article XX et aux prescriptions antérieurement en vigueur, devant l'autorité judiciaire anglaise, étant entendu que le gouvernement français procédera de même à l'égard des citoyens français.

» Le gouvernement de Sa Majesté saisit cette occasion pour déclarer que les mots « land suits » et « litiges immobiliers » qui forment l'objet des prescriptions des articles XXII et suivants de la convention, comprennent les procès et litiges concernant les mines, minerais et tout ce qui est au-dessous de la surface du sol.

» J'ai, etc.

» (Signé) : E. GREY. »

## ANNEXES

1. Regulations respecting salaries, etc., of members of the Joint Court in the New Hebrides.
2. General Instructions (p. 205).
3. Instructions relating to the Labour Regulations (p. 213).

### I. — **Joint Regulations respecting Salaries, etc., of Members of the Joint Court in the New Hebrides**

*(Voir texte français, ci-dessus, annexe I au n° 1, p. 186.)*

The Undersigned, Louis Mallet, Assistant Under-Secretary of State for Foreign Affairs, Companion of the Most Honourable Order of the Bath; Frederick Fitchett, Doctor of Laws, Solicitor-General for New Zealand; Jean Weber, Sous-Chef de Bureau at the Ministry for the Colonies; le comte de Manneville, First Secretary French Embassy in London, delegated respectively by the Government of His Britannic Majesty and the Government of the French Republic in order to draw up, in conformity with paragraph 4 of Article X of the Convention respecting the New Hebrides, signed in London the 20 th October, 1906, arrangements as to the salaries, travelling allowances, leave, acting appointments, and in general all matters relating to the working of the Joint Court, have agreed to the following provisions, which they have resolved to submit to the approval of their respective Governments :

### **Joint Regulations of the British and French Governments under Article X (4)**

#### I. — *Salaries.*

The salary of the President of the Joint Court shall be 900*l.* per annum. The salaries of the British and French Judges shall be 700*l.* per annum. The salary of the Registrar shall be 400*l.* These officers shall also be entitled to free quarters.



The salaries of the staff of the Joint Court shall be fixed by the President, subject to the approval of the two High Commissioners.

## II. — *Passages and Travelling.*

Free passages (first class) shall be provided for the President of the Joint Court, the British and French Judges, the Public Prosecutor, and the Registrar from their place of residence to the New Hebrides.

They shall further be entitled to half-pay from the date of embarkation, and to full pay from the date of arrival in the New Hebrides. Similar allowances shall be granted on the ultimate return home of those officers, upon determination of their appointments for any other reason than misconduct, provided they have served not less than three years, or return home on the ground of ill-health.

They shall also, when travelling in the Group in the performance, of their official duties, receive actual expenses of transport, together with 1*l.* subsistence allowance for each night on land and 5*s.* for each night at sea.

## III. — *Leave.*

Subject to the consent of the two High Commissioners, the officers mentioned in Article II may be granted leave on half-pay up to one-sixth of their resident service; but in the absence of special ground such leave shall not be granted before the completion of three years' service in the New Hebrides, nor thereafter at less than yearly intervals, nor for more than twelve months at any one time.

When the leave taken is not less than six months, the officers shall be entitled to a free passage to their own country and back.

## IV. — *Age Limit.*

Except in special cases, and with the express consent of the two High Commissioners, retirement shall be compulsory at the age of 60.

## V. — *Pensions.*

No member or officer of the Joint Court shall be entitled to a pension from New Hebrides funds.

## VI. — *Acting Arrangements.*

In the absence or incapacity of the President of the Joint Court, the Public Prosecutor shall act for him.

In the absence or incapacity of the British or French Judge, a substitute shall be appointed by the British or French High Commissioner respectively.

In the absence or incapacity of the Public Prosecutor, the Registrar shall act for him. In view of this provision, the Registrar shall not be either a British subject or a French citizen and must possess the necessary legal qualifications.

In the absence or incapacity of the Registrar, the President shall appoint a suitable substitute irrespective of nationality.

Officers, while holding acting appointments, shall, if they are already on the staff of the Joint Court, receive a salary equal to half the combined salaries of their own post and to the officer for whom they are acting. If not members of the staff of the Joint Court when appointed, they shall be entitled to the same emoluments as the person for whom they are acting would have received.

#### VII. — *Business of the Joint Court and Powers of the President.*

All arrangements for the sittings of the Joint Court and the conduct of its business shall be made by the President.

The Registrar and staff of the Joint Court shall be under the control of the President, but their appointment shall not be revocable by him except with the concurrence of the two Resident Commissioners.

#### VIII. — *General.*

Subject to the approval of the two Governments, the two High Commissioners shall arrange jointly for all matters relating to the Joint Court not covered by the preceding Regulations.

Done in duplicate at London, the 17th May, 1907.

(Signé) Louis MALLET.  
Fred. FITCHETT.  
J. WEBER.  
H. de MANNEVILLE.

#### II.—**General Instruction to the British High Commissioner with regard to the Application of the convention of october 20, 1906**

(Voir texte français, annexe 2, au n° 1, p. 189.)

*Draft of Despatch from the Earl of Elgin to High Commissioner sir E. in Thurm :*

*«Downing Street, September , 1907. (1)*

» SIR,

» I have already informed you that His Majesty's Government have decided to leave to the High Commissioner for the Western Pacific the control of the affairs of the New Hebrides, under the system set up by the Anglo-French Convention of the 20th October 1906.

» 2. The salaries of the members and other details relating to the working of the Joint Court have recently been settled by the framing of Regulations under Article X (4) of the Convention, and I trust that the Judges will shortly be appointed and proceed to the New Hebrides. The time has therefore come to proclaim the Convention, and His Majesty's Government accordingly desire to address to you general instructions with regard to the spirit in which the Convention should be administered, and the manner in which you should exercise the powers conferred upon you. His Majesty's Government have been in communication on the subject with the French Government, who are addressing similar instructions to your French colleague, the Governor of New Caledonia.

» 3. The preamble of the Convention of the 10th October, 1906, indicates the desire of the two Governments « to secure the exercise of their paramount rights in the New Hebrides ». The two Powers, who were mutually bound not to intervene separately in the New Hebrides, now agree to intervene there together. Instead of remaining mutually exclusive, their paramount rights are combined; the two countries jointly assume jurisdiction in the islands, and thereby provide against the possible appearance of a third Power. The Anglo-French Condominium, which had always existed in a latent form, will become a reality.

» 4. It was found very difficult to determine the manner in which this principle should be applied. Diplomatic history furnished no exact precedent. Hitherto experience of a Condominium has been limited to countries already possessing institutions of their own; in those cases it took the form of a Joint Protectorate. In the New Hebrides, on the contrary, the natives live in tribes which hold aloof from one another, and they have no political organization which could be utilized.

» 5. The two Powers have not thought it desirable at present to create the separate authority, neither British nor French, which is absent in the New Hebrides. They have preferred to recognize and reinforce the pre-existing British and French organizations, to preserve their distinct character while extending their scope, and to determine only to what extent and on what principles they should unite for some special cases. On the same territory there will coexist, as it were, two aggregations of settlers — one British, the other French — each governed by its own law and independent of the other. The

---

(1) Cette dépêche a été dûment envoyée au Haut Commissaire le 26 septembre.



Convention establishes a system under which they may exist in harmony side by side.

« 6. The general principle by which you will guide yourself in all cases not expressly provided for by the Convention is laid down in Article I (3) : « ...The subjects and citizens of the two Signatory Powers and the subjects and citizens of other Powers shall... remain subject to the fullest extent to the laws of their respective countries. » British subjects and French citizens take with them to the New Hebrides, with their nationality, the qualities, duties, and rights attached to that nationality. But henceforth the two nations who formerly exercised only a personal jurisdiction over their own nationals, assume a quasi-territorial jurisdiction. For the British resident that jurisdiction will be British; for the French it will be French. From this principle there are few departures, with which I shall deal later in this despatch.

» 7. The system applied to the subjects or citizens of other Powers is logically derived from this principle. These persons are invited to choose, not between the British and French nationalities, but between the two legal systems. In other word, they have to declare whether they consider themselves as living under British or French jurisdiction. For example, a Swedish subject who places himself under the protection of French law will occupy a position in all respects similar to that of a Swede established in New Caledonia; if, on the other hand, he chooses the English legal system, his position will be similar to that which he would occupy if he lived in a British Protectorate.

» 8. If such persons do not make their choice within six months, they will be officially placed under one of the two co-existing legal systems by the joint decision of you and your French colleague. In order to avoid all friction, it is desirable that the position should be made known with the utmost clearness to residents who are neither British nor French, so as to reduce as far as possible the number of cases where such a decision is required. If, however, it is necessary to resort to that mode of settlement, the High Commissioners or their delegates will base their decisions solely on grounds of local convenience; the legal system to be applied to a resident neither British nor French must be determined by the answer to the question whether his neighbours are British or French. All considerations of national rivalry should be carefully excluded.

» 9. In the same spirit, the Convention implies that the choice or decision once made is final; a foreigner, for instance, placed under the British legal system will not be able to transfer himself later to the French system, or *vice versa*.

» 10. The natives of the New Hebrides are excluded from the scope of these provisions. The object of Article VIII (2), which prohibits natives from acquiring in the Group the status of subject or citizen, or from being under the separate protection of either of the two Signatory Powers, was to prevent undesirable rivalries. The two High Commissioner have joint authority over the native Chiefs, and power to make Regulations concerning them. One of the purposes of

the Convention was to place the natives, for the first time, under a regular authority to whom they could look for help and protection. For some time to come it will no doubt be impossible, in the peculiar conditions of the Group, to make such protection thoroughly effective; but meanwhile you will do your utmost to insure the cessation of intertribal warfare, and the abolition of cruel and degrading customs. His Majesty's Government attach great importance to this aspect of the Convention, and they have every confidence that, whilst acting in accordance with the general principles laid down in Article VIII, you will use the best means at your disposal to raise gradually the level of moral and material prosperity among the natives.

» 11. It does not appear necessary to enter into any long explanations on the general administrative organization. It is simply the development of pre-existing institutions established in an elementary form by the two nations on parallel lines. The High Commissioners are invested with the power to issue joint Regulations « for the peace, order, and good government of the Group, as well as for the execution of the measures resulting from the present Convention ». You retain the power to regulate separately, in accordance with existing British legislation, matters which specially concern British subjects; but as a general rule it will be desirable that you should officially communicate any such Regulations to your French colleague.

» 12. The following public services are to be undertaken in common: Police, posts and telegraphs, public works, ports and harbours, buoys and lighthouses, public health, and the financial business which is involved by this joint organization. A few remarks on these matters may not be superfluous.

» 13. With regard to the police, Article II contains provisions which will supply a definite basis of organization. The British and French divisions remain distinct, though they may combine when they have to act in the name of the two Powers jointly, as, for instance, in dealing with natives living in tribes. But in order to avoid undesirable rivalries and friction, the two corps should be recruited as far as possible among men of the same race, should be always in close touch with one another, and should have their quarters together.

» 14. The other services have been declared to be in common from a desire for simplification. You are at liberty to organize them as you may think fit to arrange with your French colleague. A mode of procedure which has been adopted in other countries under a Condominium is mutual delegation of powers; one of the High Commissioners would thus be more particularly charged with the organization and direction of certain services, and his colleague with that of the others. Whenever the rudiments of organization for any administrative purpose already exist, they should be utilized and extended instead of being rejected in favour of new creations. If the joint administration of any of these services is found to present difficulties, it would always be possible to divide them to a certain extent into separate administrations, following, for instance, the model of the police services.

» 15. Finally, it will be observed that the service of « public works » refers only to works of joint utility, and that the joint financial arrangements will be exclusively those relating to the Joint Court and to the services mentioned in Article IV (1). Each High Commissioner retains full liberty to organize separately the national services which he may consider necessary, and to administer his own finances.

» 16. The Joint Naval Commission, although formally maintained by Article VI, will lose to some extent its previous character. Except in cases of urgency, it will cease to act on its own initiative. It will become an armed force, intended to assist or replace the civil police when circumstances require it. You will, however, be careful not to interpret too narrowly the words « except in case of urgency ». In the existing state of affairs in the Group it may often happen that naval officers will think it desirable to intervene without the delays required for communication with head-quarters, and it is essential that they should not regard themselves as deprived by the Convention of all liberty of decision and action.

» 17. Formerly their operations were purely in the nature of « acts of war » against the tribes; they restored order by summary demonstrations intended to impress the natives, who could be neither arrested nor tried in the legal sense of the word. Their functions were at an end as soon as warlike operations were completed. Henceforth their intervention will be within more clearly defined limits; it will be a question only of dealing with individual natives who have committed outrages, not, it is hoped, of punitive expeditions against a tribe or tribes. At the same time the men-of-war will be able to land armed parties, even in cases where no military operation is necessary.

» 18. The judicial organization provided by the Convention is to a large extent outside the limits of your authority. It may, however, be useful to indicate its main lines.

» 19. In the same way as the British and French administrative authorities remain independent of each other, while bound to co-operate in certain cases, so the Courts of both Powers remain separate and a Joint Tribunal is set up. But in this case a peculiar importance attaches to the Joint Tribunal: the combination of a British and of a French Judge being for obvious reasons inadequate, they are reinforced by a special staff of officers belonging to neither nationality. The Convention defines the powers of the Joint Court, which is essentially a Court to decide cases directly affecting the natives. On this principle criminal cases in which a native is defendant, and civil cases to which he is a party, will come before the Joint Court; for the same reason all land suits will come before it, since landed property has in all cases been acquired in the first instance from the natives. In the same spirit it will try all offences against the Regulations contained in the Convention, since these Regulations are intended to deal mainly with the relations between the natives and the non-native residents of every nationality.

» 20. The principles laid down by the Convention as to the « law applicable » and procedure, rest on the basis that British subjects and French citizens should be left under the protection of their own law.



» 21. The jurisdiction of the national Courts is limited and defined by that of the Joint Court. Suits against non-natives (except suits concerning land) and criminal prosecutions of non-natives will go before those Courts in accordance with the principles clearly laid down in Article XX.

» 22. The Convention ends with certain special Regulations concerning land, the supervision of shipping, the recruiting of native labourers, arms, ammunition, and intoxicating liquors, and municipalities.

» 23. The arrangements with regard to landed property are the exclusive concern of the Joint Court. You should carefully refrain from intervention in those peculiarly delicate questions. Suits for eviction and applications for registration of titles will be addressed by the parties concerned to the Registry of the Joint Court, and the executive properly so-called will absolutely refuse to take cognizance of them even as a temporary arrangement. When the Court thinks it necessary to cause inspections or surveys of land to be made by administrative officers, you will leave to it the whole responsibility, inviting its members to select for themselves the assistants whom they may require.

» 24. Article XXVII (8) gives the High Commissioner authority to establish inalienable reserves for the natives in different districts. As there are no Crown lands in the New Hebrides, the only basis of action must be the proved requirements of the situation and the guiding principle that the natives must be assured the exercise of their natural rights as defined by custom and by their needs.

» 25. The Regulations respecting the supervision of shipping are based solely on the general principle which I have already explained — that British subjects and French citizens should be left to the control of their national law, the Group being regarded as a country subject at the same time to both British and French jurisdiction.

» 26. His Majesty's Government have already addressed to you full instructions on the recruiting of native labourers, and I need not therefore refer further to the Articles of the Convention dealing with that subject.

» 27. The sale of arms, ammunition, and intoxicating liquors to natives is absolutely forbidden by the Convention. This prohibition, however, leaves non-natives free to introduce arms or alcoholic liquors for their own use without interference; but the individual liberty thus left to the white settlers necessarily implies a vigorous repression of offences against the provisions of the Convention forbidding sale to natives. Acting in concert with your French colleague, you will confer on the officers and agents of the police the authority contemplated by Article LX, to inquire into and report breaches of the Regulations. You will moreover, strive to impress on the settlers that in these measures their own security and interests are vitally concerned. If they supply the natives with weapons, they pave the way for attacks upon themselves and their families; if they give liquor to savages incapable of controlling their passions, they degrade a race necessary to the prosperity of the country.

» 28. The last division of the Convention is concerned with municipalities. When the draft of the Convention was under discussion, these provisions were adopted without great controversy, because the principle involved in them seemed natural and legitimate. As I have already said, the main difficulty in organizing the Condominium was the absence of all independent local authority and the impossibility of merging into one two systems of law so different as the English and the French. The result was bound to be an arrangement complicated and difficult to work. The question therefore arose whether circumstances themselves might not naturally produce the spontaneous organization — neither British nor French — which it was impossible to create artificially. Such a result might, it was thought, follow from a cautious application of the principle of self-government. British and French settlers in the New Hebrides side by side on terms of friendship; they have common interests and similar needs. It seems desirable to enable them as much as possible to organize themselves into communities, and to create and develop their own institutions according to the pressure of circumstances and the necessities of their position. Thus common action and common interests which could not otherwise be called into existence may spring from their friendly combination.

» 29. In concert with your French colleague, you will therefore assist as far as is properly possible in the constitution of these communities of non-native residents, consider favourably the requests of settlers desirous of forming municipalities, of course within reasonable limits as to the minimum number of such settlers and the area they inhabit, and not refuse their proposals unless they involve danger to the public order and good government.

» 30. It will naturally be your duty, in accordance with Article LXVII, to prepare Regulations for enforcing the provisions respecting municipalities. I would call your attention particularly to the necessity of laying down clear and cautious rules for the administration of the municipal finances.

» 31. I have now given you the general explanations and instructions which seem desirable. On the receipt of these instructions you should put yourself into communication with your French colleague, and arrange with him to meet you at an early date in the Group, in order that you may jointly proclaim the Convention. It will be advisable to mark the occasion by a certain amount of ceremony, so as publicly to emphasize the cordial understanding between the two Powers, which alone renders it possible to establish this novel system of government.

» 32. You will immediately take steps to carry out the Convention; and it will be advisable that your powers under it should be largely delegated to your representative in the Group. It is indispensable that close and cordial relations should be established between the Resident Commissioners. Most of the questions which will arise may be settled between them, subject to your approval. Any other method of carrying on the administration (which already involves much delay, though only one Government at a time has hitherto been con-

cerned) would result in prolonged postponements owing to the necessity of referring to two high authorities, sometimes even to the two central Governments.

» 33. It will presumably not be possible for the Joint Court to enter at once upon its duties. The social condition of the New Hebrides is so primitive that the Judges and officers of the Court might not be able either to find quarters for themselves, or a Court in which to hold their sessions. You should therefore examine the situation and report to His Majesty's Government, as your French colleague will no doubt do on his side. If you think it possible to lease at the expense of New Hebrides funds the quarters necessary for the Court and its Judges, the latter will proceed to the New Hebrides as soon as possible. If, however, it is deemed necessary first to build quarters and a Court-house, a longer interval must necessarily elapse.

» 34. In any event, however, you should immediately consider, in consultation with your French colleague, the question of the new buildings, which the circumstances may seem to require. The French estimate for the cost of these works is 14,000*l.*, the British 12,000*l.* These two estimates are sufficiently close to enable you without trouble to formulate definite proposals, which you should communicate at once to me. The funds already at your disposal will permit you to commence work.

» 35. You will instruct the Resident Deputy-Commissioner to organize immediately, in concert with his French colleague, the services of Public Works and of Finance, of course making use of any British or French officials already on the spot.

» 36. These are the most urgent measures. The organization of the other joint services can be conducted gradually and as need arises. Until the police force is organized the Joint Naval Commission can take its place to a certain extent, but you will use every effort to expedite the creation of a regular force and the construction of suitable quarters.

» 37. The service of Public Health can no doubt be constituted without delay from the medical men already resident in the Group. The establishment of the other joint services is a matter of less urgency.

» 38. If it is not possible to provide immediately for the working of the Joint Court, it will be none the less necessary to put in force immediately the Regulations concerning arms, liquor, and engagements of native labourers. As a temporary arrangement specially agreed on, offenders can be brought, as at present, before their national authority.

» 39. The Regulations as to navigation and municipalities can be brought into operation without difficulty and at once; but the Regulations as to landed property can only come into force when the Joint Court has entered upon its duties.

» 40. The Convention, or the greater part of it, should thus be brought into operation as soon as you can arrange it, in the manner which I have explained. It will be necessary for you to exercise your



discretion freely, while keeping His Majesty's Government fully informed of the steps taken. As a general rule the numbers of the staff employed should be kept down as far as possible. In consultation with your French colleague, you should prepare an estimate of expenditure which should be immediately forwarded to His Majesty's Government. It will, of course, be necessary to watch expenditure the more carefully, because there will be very little local revenue to assist in defraying it.

» 41. Although you have authority, in conjunction with your French colleague, to impose duties and taxes, this power must, of course, be used with moderation. Many of the settlers do not possess large means, and it would be a mistake to retard the settlement of the Group by collecting from them duties of any great importance. It might, however, be possible in the first year to obtain a revenue from the imposition of small shipping dues, and fees on the recruiting and engagements of native labourers, but it can scarcely be hoped that the total amount from these sources will exceed 600*l.* or 800*l.* The legal fees, etc., of the Joint Court will perhaps bring this total up to 1,000*l.*

» 42. On the other hand, there can be little doubt that the general expenses of the services undertaken in common will be eight or ten times that sum when the new organization has been established in its entirety. It can therefore only be set up gradually, beginning with the rudiments of the essential services and refraining from premature elaboration.

» 43. His Majesty's Government must leave it to your energy and discretion — in which they have full confidence — to take the measures absolutely necessary, while moving with the care the situation requires.

» I am, etc. »

---

### ANNEX 3.

#### III. — Instructions to the British High Commissioner on the Question of Native Labour in the New Hebrides

---

*(Traduction française ci-dessous, p. 219.)*

*The Earl of Elgin to High Commissioner sir E. im Thurm :*

*« Downing Street, March 21, 1907.*

» SIR,

» I have already informed you that for practical reasons it will probably be impossible for a few months to bring into operation the

Anglo-French Convention of the 20th October, 1906, respecting the New Hebrides; but, in anticipation of its coming into force, it may be useful that I should convey to you general instructions on that important part of it which deals with the recruiting and engagement of native labourers.

» 2. As the New Hebrides have hitherto been without any recognized Government, European settlers in those islands have been subject to no general law, but only to such provisions of the law of their own country as applied to them wherever they may be, together with any special provisions made by the competent legislative authority of the country of which they are subjects or citizens. Such special provision has been made, so far as His Majesty's Government are aware, only for British and French settlers.

» 3. I shall refer later to the special provision made for British subjects by and under « The Pacific Islanders' Protection Acts, 1872 and 1875 », but I may remark here that in practice it has been difficult to see that any laws were enforced, even in the case of British subjects and French citizens. For many years there was neither a British nor a French resident officer in the Group; the only authority was the Joint Naval Commission, whose functions were limited to the protection of life and property, by means of acts (if action unfortunately became necessary) which were technically acts of war or reprisal against the natives. There was for many years no person resident in the Group with any legal authority over European settlers.

» 4. The anomalies of the international position of the Group involved serious consequences for the natives. They have not been the subjects or citizens, nor have they been subject to the jurisdiction, of any civilized Power. Their country has been one wherein no civilized Power has exercised any legal authority save in respect of its own nationals, and the exercise of even that authority has been for years difficult and almost impossible. I need not discuss the result of these conditions upon the natives as regards their internal affairs, and especially as regards intertribal relations; it will be sufficient to consider them as affecting the question of the recruiting and employment of native labourers by Europeans.

» 5. This question must be considered under two heads: first, with respect to recruiting in the New Hebrides for service outside the Group; and, secondly, with respect to recruiting in the New Hebrides for service within the Group. The latter subject is that which is mainly affected by the recent Convention, but I will first deal briefly with the former, which requires less consideration.

» 6. Since there has been no Government in the New Hebrides able to impose the conditions upon which recruiting of natives by or for Europeans might be allowed, such recruiting has been controlled only by the laws and Regulations of the competent national authorities of the Europeans conducting it. French recruiting for New Caledonia is governed by French Regulations; British recruiting for Queensland in the past, and the recruiting for Fiji, which still continues, though on a very small scale, have been governed (subject, of course, to the general provisions of the Pacific Islanders' Protection Acts) by the

laws and Regulations of those two Colonies respectively. When an emigrant from the New Hebrides arrives in New Caledonia or Fiji he finds that the conditions of his service are governed by the laws of the Colony, exactly as in the case of emigrants from India to British Guiana or Mauritius their conditions of service are governed by the colonial laws.

» 7. His Majesty's Government decided, for the reasons stated in paragraphs 48 and 49 of my despatch of the 16th November last to the Governor-General of Australia (No. 28 in the Parliamentary Paper Cd. 3288 of 1907) not to suggest to the French Government that recruiting should be forbidden for service in places outside the New Hebrides. Such recruiting may therefore be continued, but it will be subject to the provisions of the new Convention. Now that Queensland no longer recruits, New Caledonia and Fiji are the only places which regularly obtain labourers from the New Hebrides. The French Government are of course responsible for the welfare of natives of the Group serving in New Caledonia. Fiji, to which there is now very little emigration from the New Hebrides, has made detailed provision for Polynesian immigrants by Ordinance No. 21 of 1888 and amending Ordinances.

» 8. That part of the Convention which deals with the recruiting and engagement of native labourers must therefore in practice apply, and was so drawn as to apply, primarily to recruiting for service within the Group and to the conditions of such service.

» 9. These conditions have hitherto been almost entirely unregulated, at least as far as natives employed by British subjects are concerned. They were matters which it was beyond the competence of any British Colonial Legislature to control, for obviously neither Fiji nor Queensland had power to pass laws which would bind British subjects resident in the New Hebrides. It follows that the only means by which the dealings of British subjects with the natives could be controlled were either Imperial legislation or Regulations made by the High Commissioner for the Western Pacific under the Pacific Order in Council, 1893. Under this Order in Council the only relevant Regulation is No. 2 of 1896, which provides that no action shall be brought in the High Commissioner's Court against any native in respect of any contract entered into after the coming into force of the Regulation, but that a native may bring an action against a non-native person. The prohibition of actions against native was superfluous in the New Hebrides, since the natives there have never been subject to the jurisdiction of the Court. There remains, therefore, only the Imperial legislation contained in « The Pacific Islanders' Protection Acts, 1872 and 1875 ». Those Acts make provision merely for the prevention of kidnapping and connected offenses; they lay down no detailed Regulations whatever as to the conditions of recruiting other than that the native must himself consent, and that the master of any British vessel desirous of carrying native labourers must obtain a licence and enter into a bond of 500*l*. They do not regulate in any way the conditions of employment.

» 10. The position within the New Hebrides has therefore been as

follows : — French citizens have been controlled in regard to the natives working for them by French Regulations; British subjects have been under practically no legal control; Europeans other than British or French appear to have been entirely unrestricted in their dealings with the natives whom they employed.

» 11. His Majesty's Government are glad to believe that, as a matter of fact, native labourers have in general been well treated by their employers, but it was obviously impossible in drawing up the basis of a new régime to leave the conditions of employment so entirely to the individual employer. The labour clauses of the Convention of the 20th October last constitute the first step in the introduction of law and order into the relations between European settlers generally and the natives whom they employ. The Convention leaves to His Majesty's Government and the French Government respectively the administration of its provisions so far as concerns their own nationals and the natives employed by them; but for the first time it lays down identical principles binding upon persons of both nationalities, and provides for the application of those principles to Europeans who are neither British subjects nor French citizens.

» 12. The Anglo-French Commission of last February, when drawing up the labour clauses, and His Majesty's Government in examining them, were confronted with two difficulties. In the first place, considerations of time rendered it impossible to include in the Convention Regulations as elaborate in detail as exist in some Colonies; and, secondly, even if such Regulations could have been framed here, it would have remained doubtful how far they could be put into force, at least for some time, in a country where practically the whole machinery of administration had still to be created. Necessarily, therefore, the Convention leaves room for much elaboration in matters of detail. It will be the duty of the High Commissioner and the Resident Commissioner, by the use of the powers which the Convention confers, upon them, to provide for the supplementing of its provisions when experience has been gained of the working of the new system, and as the administration of the Group becomes more complete and efficient.

» 13. There are, however, some special points to which I desire to draw your immediate attention.

» 14. Under Article XXXI of the Convention a licence from you or the Resident Commissioner is necessary before any vessel under the British flag can recruit native labourers. You will, of course, be careful not to issue a licence in respect of any vessel unless you are satisfied that the master is a person of good character who may be trusted to conduct his operations in full accord with the spirit and the letter of the Convention. In particular, care should be taken that no natives are allowed to do the actual recruiting and engaging of labourers. It is, of course, open to you to refuse licences, except on such conditions as you may see fit to impose, and it will no doubt be desirable, as you have suggested, to require British vessels licensed to recruit more than a certain number of natives to carry on board a Government officer to supervise operations.



» 15. In Article XXXIII is provided that children shall only be engaged if they are of a certain minimum height to be fixed by the two Resident Commissioners jointly. The clause was framed in this manner because it appeared that, as you are doubtless well aware, owing to the difficulty of fixing or ascertaining the ages of natives, which they themselves frequently do not know, an age limit would have been comparatively useless. If, for instance, the clause had run, « No children under the age of 14 years shall be engaged », it might have been impossible to decide in particular cases whether or not the Regulation had been broken. If the clause had run, « Natives shall not be engaged unless they are of a minimum height, etc. », it might have resulted in prohibiting the employment of persons fit for work and desirous to engage.

» 16. It was, of course, never intended to permit the employment of children of tender years; and you will instruct Captain Rason to be careful, in settling with his French colleague the minimum height required, to fix it so as absolutely to exclude the engagement of such children, and to insure that only those natives are engaged who are of fit age for employment.

» 17. If, when the Convention comes into operation, it is found that the Heads of tribes mentioned in Article XXXIII are unfit to exercise their responsibilities as to the engagement of unmarried females, you will of course, consider what alternative arrangements are possible, and report to me on the subject. The administration of the provisions of this Article will require the greatest care and circumspection in the interest of women and children who fall within its terms.

» 18. His Majesty's Government desire that the Resident Commissioner and the labour officers subordinate to him should also exercise the greatest care in sanctioning the prolongation of a term of engagement as a punishment for breaches of discipline under Articles XLII, XLVIII, and XLIX, and withhold their approval from any such measure unless they are thoroughly satisfied as to the circumstances of each case.

» 19. Article XLV forbids employers to require night work from their labourers. It also prohibits work Sundays, except for domestic duties and the care of animals. These provisions are not, of course, intended to fix or even to suggest the proper extent of day labour, but to put an end to the existing possibility of abuses. His Majesty's Government are informed that, as a matter of fact, labourers in the New Hebrides work mostly from 6 A.M. to 10 A.M. and 3 P.M. to 7 P.M.; and labour inspectors must, of course, take care that natives are not compelled to work at unusual and unnecessary hours, or for an unduly long time.

» 20. The rate of wages mentioned in Article XLVI (4), viz., 10s. a-month, was selected because it appeared that that is a usual rate in the Group for newly recruited labourers. If the current rate of wages rises materially, you should report the fact to me in order that His Majesty's Government may consider whether steps should be taken for the alteration of the clause in question.

» 21. Article XLIX forbids desertion or the harbouring of a deserter. You are aware that difficulties have been occasionally caused by a settler of one nationality inducing the labourers employed by a settler of another nationality to desert their employer or by receiving them after desertion. This clause is intended to prevent the recurrence of such difficulties. Any abuse of it must be prevented by the exercise of the powers of the Government officers in such a manner as to insure that permission to leave an employer is not refused to labourer, if there is any good cause for granting it.

» 22. Article LI is to be understood not as compelling a labourer to return to his home against his will, but as compelling his employer to provide him with a free passage if he desires to return. The provisions of Article LI clearly imply this interpretation, and it is scarcely necessary to say that the Joint Commission, which framed the draft Convention of February 1906, never intended to make repatriation compulsory on the labourer — a measure which would have been absurd, since there would be nothing to prevent a labourer sent back to his home against his will from returning at once, free from his contract, to the island where he had been working.

» 23. Under Article LIV the High Commissioner, the Resident Commissioner, and their subordinates are given wide powers of control, which, together with legislative powers conferred by Article VII, and the power to refuse recruiting licences, except on such conditions as it may thought fit to impose, will enable the provisions of the Convention to be supplemented by local Regulations. Such matters as the housing accommodation to be provided for native labourers, the scale of food necessary, and similar details will naturally be settled locally, and I shall be glad if you will consult the Resident Commissioner, and report to me as soon as possible what provisions are considered necessary to supplement the Convention in such respects.

» 24. You will have gathered from the 50th paragraph of my despatch of the 16th November last to the Governor-General of Australia that His Majesty's Government desire that there should be officers before whom natives to be employed by British subjects should be taken prior to embarkation. It will be the function of such officers to insure that each native is fully aware of the contract into which he is entering, and that the recruiters have fully performed the duty imposed upon them. It may be possible, and it would certainly be desirable, to appoint in each island or district a resident of repute to perform these duties.

» 25. In addition to this arrangement, it is essential that there should be a staff of officers to inspect labourers under contract to British employers, to inquire into complaints, and generally to insure the full execution of the provisions of the Convention. His Majesty's Government regard it as of great importance that the system of inspection should be thoroughly adequate, and I shall be glad if you will report to me as soon as possible on the subject, indicating the number of labour officers whom you think it necessary to employ, and the salaries which you would propose.

» 26. Among other matters relating to the Western Pacific, I propose

to discuss with the Prime ministers of Australia and New Zealand, during their approaching visit to this country, the questions raised by the clauses of the Convention which refer to native labour; and I may have further instructions to convey to you after consultation with Mr. Deakin and Sir J. Ward.

» 27. His Majesty's Government are aware that, in the present circumstances of the Group, it must be a little time before the Administration can attain the completeness and efficiency which His Majesty's Government desire. The explanations and instructions which are given in this despatch will, I trust enable you to take all possible preliminary steps for introducing the new system of regulating the relations of employer and labourer; and I have only to request, in conclusion, that you will keep a careful watch over it when started, and inform me fully of its working, in order that improvements may be made as experience is gained and as the administration of the Group increases in efficiency.

» I have, etc.

» (Signé) ELGIN. »

### III. — Instructions au Haut commissaire anglais sur la question du travail des indigènes aux Nouvelles-Hébrides

*Le comte d'Elgin au haut commissaire sir E. in Thurm :*

» *Downing Street, 21 mars 1907.*

» MONSIEUR,

» Je vous ai déjà informé que, pour des raisons pratiques, il serait probablement impossible avant quelques mois d'appliquer la convention anglo-française du 20 octobre 1906, concernant les Nouvelles Hébrides; mais, avant sa mise à exécution, il peut être utile que je vous transmette des instructions générales sur la partie importante de la question du recrutement et des engagements des travailleurs indigènes.

» 2. Comme les Nouvelles-Hébrides n'ont appartenu jusqu'ici à aucun gouvernement reconnu, les colons européens, dans ces îles, n'ont été soumis à aucune législation générale, mais seulement aux prescriptions de la loi de leur propre pays qui leur étaient appliquées partout où ils pouvaient se trouver, ainsi qu'à toutes les prescriptions spéciales édictées par l'autorité législative compétente du pays dont ils étaient les sujets ou les citoyens. Des prescriptions spéciales de ce genre n'ont été édictées, autant que le gouvernement de Sa Majesté le sache, que pour les colons anglais et français.

» 3. Je me référerai plus loin aux prescriptions spéciales édictées pour les sujets anglais par les lois pour la protection des insulaires du Pacifique de 1872 et 1875 (« The Pacific Islander's Protection Acts 1872 and 1875 »), mais je remarquerai ici qu'en pratique il a été difficile de vérifier l'exécution de lois quelconques, même en ce qui concernait les sujets anglais et les citoyens français. Pendant bien des années il n'y a eu, dans l'Archipel, aucun agent résident anglais ou français; la seule autorité était la commission navale mixte, dont les fonctions étaient limitées à la protection de la vie et de la propriété, au moyen de procédés (s'il devenait malheureusement nécessaire d'agir) qui, à proprement parler, étaient des actes de guerre ou des représailles contre les indigènes. Il n'y a eu, pendant de longues années, aucun résident investi d'une autorité légale sur les colons européens.

» 4. Les anomalies de la situation internationale de l'Archipel avaient de sérieuses conséquences pour les indigènes. Ils n'étaient ni sujets ni citoyens, ni soumis à la juridiction d'aucune puissance civilisée. Leur pays a été l'un de ceux où aucune puissance civilisée n'a exercé d'autorité légale, sauf à l'égard de ses nationaux, et même à l'égard de ceux-ci, l'exercice de cette autorité a été, pendant bien des années, difficile, sinon presque impossible. Je n'ai pas besoin d'insister sur le résultat de cette situation pour les indigènes, en ce qui concerne leurs affaires intérieures et spécialement leurs relations de tribus à tribus; il suffira de considérer cette situation en ce qu'elle touche à la question du recrutement et de l'emploi des travailleurs indigènes par des Européens.

» 5. Cette question doit être considérée sous deux rapports : d'abord en ce qui concerne le recrutement aux Nouvelles-Hébrides pour un service à l'extérieur de l'Archipel; et ensuite, relativement au recrutement aux Nouvelles-Hébrides pour un service à l'intérieur de l'Archipel. Ce dernier objet est celui qui est principalement touché par la convention récente, mais je veux d'abord parler brièvement du premier, qui exige un examen moins approfondi.

» 6. Puisqu'il n'y avait aux Nouvelles-Hébrides aucun gouvernement en état d'imposer les conditions sous lesquelles le recrutement des indigènes par ou pour les Européens pouvait être autorisé, ce recrutement ne s'est fait que sous l'empire des lois et des règlements des autorités nationales respectives des Européens qui se livraient à ce recrutement. Le recrutement français pour la Nouvelle-Calédonie est régi par des règlements français; le recrutement anglais pour le Queensland, autrefois, et le recrutement pour les îles Fiji, qui dure encore, quoique sur une très petite échelle, ont été régis (tout en étant soumis, bien entendu, aux prescriptions générales des « Pacific Islanders' Protection Acts ») par les lois et les règlements respectifs de ces deux colonies. Quand l'émigrant indigène arrive des Nouvelles-Hébrides à la Nouvelle-Calédonie, il trouve les conditions de son service régies par les lois de la colonie, exactement comme pour les indigènes émigrant de l'Inde à la Guyane anglaise ou à Maurice, dont les conditions de service sont régies par les lois coloniales.

» 7. Le gouvernement de Sa Majesté a décidé, pour les raisons indiquées aux §§ 48 et 49 de ma dépêche du 16 novembre dernier au



gouverneur général de l'Australie (n° 28 du Bulletin Parlementaire, Cd. 3288, de 1907), de ne pas proposer au gouvernement français d'interdire le recrutement pour un service à l'extérieur des Nouvelles-Hébrides. Ce recrutement peut donc continuer, mais il sera soumis aux prescriptions de la nouvelle convention. Maintenant que le Queensland ne fait plus de recrutement, la Nouvelle-Calédonie et les Fiji sont les seules places qui recrutent régulièrement des travailleurs dans les Nouvelles-Hébrides. Le gouvernement français est naturellement responsable de la condition des indigènes de l'Archipel émigrant dans la Nouvelle-Calédonie. Fiji, où il se fait maintenant très peu d'immigration des Nouvelles-Hébrides, a décrété des prescriptions détaillées pour les immigrants polynésiens, par ordonnance n° 21 de 1888 et par des ordonnances modifiant celle-ci.

» 8. Cette partie de la convention qui traite du recrutement et des engagements des travailleurs indigènes doit donc s'appliquer et a été rédigée pour s'appliquer, tout d'abord, au recrutement à l'intérieur de l'archipel et aux conditions dans lesquelles le travail des indigènes doit s'y effectuer.

» 9. Les conditions n'ont jusqu'ici été soumises presque à aucune règle, au moins en ce qui concerne les indigènes employés par des sujets anglais. C'était une matière qu'aucune législature coloniale anglaise n'était compétente pour régler, car, évidemment, ni Fiji ni le Queensland n'avait le pouvoir de faire des lois qui eussent pu lier des sujets anglais résidant aux Nouvelles-Hébrides. Par suite, les seuls moyens de contrôle des relations des sujets anglais avec les indigènes étaient ceux qu'on pouvait emprunter soit à la législation impériale, soit aux règlements faits par le haut commissaire pour l'Ouest du Pacifique en vertu du « Pacific Order in Council 1893 ». Le seul règlement pertinemment pris en vertu de cet « Order in Council » est celui portant le n° 2 de 1896, lequel porte qu'aucune action ne sera portée devant le tribunal du haut commissaire contre un indigène relativement à un contrat enregistré, après que le règlement sera entré en vigueur, mais qu'un indigène pourra intenter une action contre un non-indigène. L'interdiction de toute action contre les indigènes était superflue aux Nouvelles-Hébrides, puisque les indigènes n'avaient jamais été soumis à la juridiction du tribunal. Il ne restait donc que la législation impériale telle qu'elle est contenue dans « The Pacific Islanders' Protection Acts, 1872 and 1875 ». Ces « Acts » renferment des prescriptions purement et simplement pour prévenir les enlèvements ou autres délits connexes ; ils n'établissent aucune règle de détail quant aux conditions de recrutement, à part celle que l'indigène doit donner lui-même son consentement, et celle que le capitaine de tout navire anglais désirant transporter des travailleurs indigènes doit obtenir une licence et signer un engagement de 500 L. Les dits « Acts » ne réglementent en aucune façon les conditions concernant l'emploi des indigènes.

» 10. La situation aux Nouvelles-Hébrides a donc jusqu'ici été la suivante : Les citoyens français ont été régis par des règlements français relativement aux indigènes qu'ils faisaient travailler pour eux ; les sujets anglais n'ont été, dans la pratique, soumis à aucun contrôle

légal; les Européens autres que les Anglais et les Français paraissent avoir joui d'une liberté entière et sans restrictions dans leurs relations avec les indigènes qu'ils employaient.

» 11. Le gouvernement de Sa Majesté aime à croire qu'en fait, les travailleurs indigènes ont, en général, été bien traités par leurs employeurs, mais il était évidemment impossible, en établissant les bases d'un nouveau régime, de laisser les conditions de travail aussi complètement à la discrétion des employeurs individuels. Les clauses relatives au travail contenues dans la convention du 20 octobre dernier constituent le premier pas dans l'introduction de la loi et du bon ordre dans les relations entre les colons européens, en général, et les indigènes qu'ils emploient. La convention laisse au gouvernement de Sa Majesté et à celui de la France, respectivement, le droit d'édicter des prescriptions particulières en ce qui concerne leurs nationaux et les indigènes employés par ceux-ci; mais, pour la première fois, elle pose des principes identiques liant les personnes des deux nationalités et pourvoit à l'application de ces principes aux Européens qui ne sont ni sujets anglais ni citoyens français.

» 12. La commission anglo-française de février dernier, quand elle a abordé les conditions du travail, et le gouvernement de Sa Majesté, quand il les a examinées, se sont trouvés en présence de deux difficultés: D'abord, le défaut de temps rendait impossible l'insertion dans la convention de règlements aussi étudiés dans le détail que ceux qui existent dans quelques colonies, et, ensuite, même si ces règlements avaient pu y trouver place, il aurait été problématique d'essayer de les mettre en vigueur, au moins pendant quelque temps, dans un pays où, en fait, toute l'organisation administrative restait encore à créer. Nécessairement donc, la convention laisse place à l'élaboration de beaucoup de mesures de détail. Il appartiendra au haut commissaire et au commissaire-résident, en usant des pouvoirs que la convention leur confère, de suppléer aux prescriptions de celle-ci, quand on aura fait l'expérience de l'application du nouveau système et que l'administration de l'Archipel sera devenue plus complète et plus effective.

» 13. Il y a, cependant, quelques points spéciaux sur lesquels je désire appeler immédiatement votre attention.

» 14. Aux termes de l'article XXXI de la convention un permis de vous ou du commissaire-résident est nécessaire avant qu'aucun bâtiment naviguant sous pavillon britannique puisse se livrer au recrutement des travailleurs indigènes. Vous aurez soin, naturellement, de ne pas délivrer de permis pour un navire sans vous être assuré que le capitaine est un homme de bonne moralité dans lequel on peut avoir confiance pour diriger ses opérations en conformité complète avec l'esprit et le texte de la convention. En particulier, il faudra veiller à ce qu'aucun indigène ne soit autorisé actuellement à recruter et à engager des travailleurs. Vous devrez évidemment n'accorder de licences que sous les conditions que vous jugerez convenable d'imposer et il sera indubitablement désirable, comme vous l'avez vous-même proposé, d'exiger que les bâtiments anglais autorisés à recruter au delà d'un certain nombre d'indigènes reçoivent à leur bord un agent du gouvernement pour surveiller les opérations.

» 15. L'article XXXIII prescrit que les enfants ne soient engagés que s'ils ont un certain minimum de taille, à fixer conjointement par les deux commissaires-résidents. Cette clause fut rédigée ainsi parce qu'il a semblé, comme vous le comprenez certainement, qu'en raison de la difficulté de fixer ou de déterminer l'âge des indigènes, qu'eux-mêmes souvent ne connaissent pas, une limite d'âge aurait été inutile à établir. Si, par exemple, on avait dit : « Aucun enfant au-dessous de l'âge de 14 ans ne sera engagé », il aurait été impossible, dans des cas particuliers, de déterminer si le règlement avait été, ou non, enfreint. Si l'on avait dit : « Les indigènes ne pourront être engagés que s'ils ont tel minimum de taille, etc. », il aurait pu en résulter l'interdiction d'employer des individus en état de travailler et désireux de s'engager.

» 16. On n'a jamais eu, naturellement, l'intention de permettre l'emploi d'enfants très jeunes ; et vous donnerez au capitaine Rason l'instruction, lorsqu'il fixera avec son collègue français le minimum de taille requis, de l'établir de manière à exclure absolument l'engagement des enfants de cet âge et à donner l'assurance qu'on n'engagera que les indigènes qui sont d'un âge suffisant pour être employés.

» 17. Si, lorsque la convention entrera en vigueur, on constate que les chefs de tribus, mentionnés à l'article XXXIII sont hors d'état d'engager leur responsabilité quant à l'engagement des femmes non mariées, vous étudierez, bien entendu, quels seraient les autres engagements possibles et vous me ferez un rapport à ce sujet. L'application des dispositions de cet article exigera le plus grand soin et la plus grande circonspection, dans l'intérêt des femmes et des enfants qui en sont l'objet.

» 18. Le gouvernement de Sa Majesté désire que le commissaire-résident et les agents sous ses ordres pour la surveillance du travail apportent la plus grande attention en sanctionnant les prolongations de durée des engagements à titre de punition pour infractions à la discipline en vertu des articles XLII, XLVIII et XLIX, et refusent leur approbation à toute mesure de ce genre tant qu'ils n'auront pas été édifiés sur les circonstances de chaque cas.

» 19. L'article XLV défend aux employeurs d'exiger de leurs engagés un travail de nuit. Il interdit aussi de faire travailler le dimanche, excepté pour des travaux domestiques ou pour les soins à donner aux animaux. Ces prescriptions n'ont, naturellement, pas pour but de fixer ou même de suggérer la durée convenable du travail de jour, mais de faire cesser l'existence possible d'abus. Le gouvernement de Sa Majesté a appris qu'en fait les engagés, aux Nouvelles-Hébrides, travaillent le plus souvent de 6 à 10 heures du matin et de 3 à 7 heures du soir ; les inspecteurs du travail doivent donc veiller à ce que les indigènes ne soient pas forcés de travailler à des heures inusitées et inutiles, ou pendant un temps d'une longueur excessive.

» 20. Le taux des salaires mentionné à l'article XLVI (4), savoir 10 shillings par mois, a été adopté parce qu'il paraît que c'est là le taux usuel dans l'Archipel pour les travailleurs recrutés récemment. Si le taux des salaires s'élevait sensiblement, vous auriez à me signa-



ler le fait dans un rapport, afin que le gouvernement de Sa Majesté examine s'il y a lieu de faire des démarches en vue de la modification de la clause en question.

» 21. L'article XLIX interdit la désertion et défend de donner asile aux déserteurs. Vous savez que, parfois, il est né des difficultés de ce fait qu'un colon d'une nationalité engageait les travailleurs employés par un colon d'une autre nationalité à désertir de chez leur employeur, ou bien les recevait après leur désertion. La clause de cet article est destinée à prévenir le retour de ces difficultés. Tout abus de ce genre doit être empêché par l'exercice des pouvoirs conférés aux agents du gouvernement, qui auront à s'assurer qu'on ne refuse pas à un travailleur la permission de quitter son employeur, s'il y a de bonnes raisons pour la lui accorder.

» 22. L'article LI doit être entendu, non comme obligeant un travailleur à rentrer chez lui contre sa volonté, mais comme obligeant son employeur à lui fournir un passage gratuit, s'il désire y rentrer. Les prescriptions de l'article LI impliquent clairement cette interprétation, et il est à peine nécessaire de dire que la commission mixte, qui a dressé le projet de la convention de février 1906, n'a jamais eu l'intention de rendre le rapatriement obligatoire pour le travailleur — mesure qui aurait été absurde, puisque rien n'aurait pu empêcher un travailleur, renvoyé chez lui contre son gré, de revenir de suite, libre de tout engagement, à l'île où il travaillait précédemment.

» 23. En vertu de l'article LIV, le haut commissaire, le commissaire-résident et leurs subordonnés sont investis d'un large pouvoir de contrôle, qui, réuni au pouvoir législatif qui leur est conféré par l'article VII et au droit qu'ils ont de refuser des permis de recrutement, leur permettra de compléter par des règlements locaux les dispositions de la convention. Des questions telles que celles du logement dont seront pourvus les travailleurs indigènes, de la quantité de nourriture qu'il sera nécessaire de leur fournir, et les autres détails semblables devront naturellement être réglementés sur place, et je vous serai obligé de vouloir bien, après avoir consulté le commissaire-résident, de me faire le plus tôt possible un rapport sur les prescriptions qu'on considérerait comme nécessaires pour compléter la convention sur les points ci-dessus.

» 24. Vous avez dû apprendre par le paragraphe 50 de ma dépêche du 16 novembre dernier au gouverneur général de l'Australie, que le gouvernement de Sa Majesté désirait qu'il y ait des agents devant lesquels les indigènes qui doivent être employés par des sujets anglais comparaissent avant leur embarquement. Ce sera la fonction de ces agents de s'assurer si chaque indigène comprend parfaitement l'engagement auquel il se soumet et si les recruteurs ont rempli toutes les formalités qui leur seront imposées. Il semble possible, et certainement il serait désirable, de désigner dans chaque île ou district un résident de bonne réputation pour remplir ces fonctions.

» 25. En vertu de cette organisation, il est essentiel de constituer un corps d'agents pour inspecter les travailleurs engagés par des employeurs anglais, pour enquêter sur leurs plaintes et, d'une façon gé-



nérale, pour assurer la pleine exécution des prescriptions de la convention. Le gouvernement de Sa Majesté regarde comme très important que le système d'inspection soit entièrement à la hauteur de sa tâche, et je serais heureux d'avoir le plus tôt possible un rapport de vous sur ce sujet, avec l'indication du nombre des inspecteurs du travail que vous jugerez nécessaire d'employer et du traitement que vous proposerez de leur allouer.

» 26. Parmi les questions se rapportant à l'Ouest du Pacifique, je me propose d'examiner avec les premiers ministres d'Australie et de la Nouzelle-Zélande, pendant leur prochaine visite à Londres, celles soulevées par les dispositions de la convention concernant le travail indigène, et il est donc possible que j'aie de nouvelles instructions à vous adresser après avoir consulté M. Deakin et sir J. Ward.

» 27. Le gouvernement de Sa Majesté sait que, dans l'état présent de l'Archipel, il doit encore s'écouler un peu de temps avant que l'administration puisse arriver à son plein fonctionnement et produire toute l'efficacité que le gouvernement de Sa Majesté désire en obtenir. Les explications et les instructions contenues dans cette dépêche vous permettront de prendre, j'en ai la conviction, toutes les mesures préliminaires possibles pour introduire le nouveau système de réglementation des relations entre employeurs et travailleurs et j'ai seulement à vous demander, en conclusion, de veiller soigneusement à l'application de ce système quand il sera mis en vigueur, et de me donner des informations complètes sur son application, afin d'y apporter des améliorations au fur et à mesure qu'on acquerra de l'expérience et que l'administration de l'Archipel augmentera en efficacité.

» J'ai, etc.

»(Signé.) ELGIN. »

### N° 3. — The Earl of Elgin to High commissioner Sir E. im Thurn.

(Traduction ci-dessous.)

*The Earl of Elgin to High Commissioner sir E. im Thurn :*

» *Downing Street, June 17, 1907.*

» SIR,

» Since my despatch of the 21st March was written, His Majesty's Government have had an opportunity of discussing with the Prime Minister of the Commonwealth of Australia the provisions of the Anglo-French Convention of the 20th October last respecting the New Hebrides, and I have now to convey to you further instructions on one or two points.

» 2. In deference to Mr. Deakin's views, His Majesty's Government would have been prepared to agree with the French Govern-

ment to prohibit altogether the recruiting of natives of the New Hebrides for service outside the Group, *i.e.*, for New Caledonia and Fiji. It has been ascertained, however, that the French Government are not prepared to accept such a proposal, but they would be willing to impose further restrictions on such recruiting to the effect that females shall not be recruited unless accompanying or joining their fathers or husbands, nor males apparently under the age of 15 years unless accompanying or joining their fathers. This latter restriction was proposed *ex majore cautela*, though as a matter of fact the limit of height to be fixed under Article XXXIII (2) of the Convention would by itself preclude in all or almost all cases the recruiting of natives apparently between the ages of 12 and 15, and the recruiting for Fiji of natives below the age 12 is already forbidden under Ordinance No. 21 of 1888.

» 3. These are the additional restrictions to which the French Government would be willing to agree; but neither that Government nor His Majesty's Government are precluded from separately imposing such conditions as they may think fit on the issue of licences to vessels sailing under the French or British flag and recruiting for a French or British Colony respectively. The French Government are, as they have always been, and must remain, solely responsible for the conditions which govern recruiting under the French flag for service in New Caledonia; and His Majesty's Government remain similarly responsible for recruiting for service in Fiji.

» 4. You will naturally refrain from issuing to vessels sailing under the British flag licences to recruit for places outside the Group except for Fidji, and in issuing any such licences you will provide that no females shall be recruited for service, nor males apparently under the age of 15 years (this latter restriction being of course in addition to the limit of height to be fixed under Article XXXIII (2) of the Convention, and not in substitution for it); and, further, that any labourer recruiting for service in Fiji may, if he so desires, take with him a wife and their children at the expense of the employer. Women and children other than members of the families of labourers recruited should not be allowed to accompany natives.

» 5. I shall be glad if you will consider and report to me what alterations (if any) will be required, by reason of the above instructions, in the Fiji Ordinance No. 21 of 1888 and the amending Ordinances, under which recruiting from the New Hebrides for service in Fiji has been and is conducted.

» 6. It has been represented to me that the safeguards contained in Article XXXIII of the Convention may prove insufficient to prevent the recruiting of females nominally for ordinary pursuits but in fact for immoral purposes, and that the engagement of females should only be permitted when they accompany their husbands. There are difficulties in dealing with this matter, owing to the facts that natives of the New Hebrides have three or four wives, who are exchanged whenever it pleases the men and that women frequently enlist in order to escape from the brutal treatment which they receive in their own villages. In these circumstances, I should be glad to learn

whether you would recommend the adoption of the suggestion made to me, or whether you think it inadvisable to impose further restrictions on the recruiting of females for service within the Group. I have already instructed you to exercise the greatest care and circumspection in the administration of the Article.

» 7. I have also instructed you that the labour inspectors to be appointed should take care that labourers are not compelled to work unduly long hours during the day. This is especially necessary, I am informed, for the hot season. If by experience you find any difficulty in this matter, it will of course be possible to prescribe any necessary restrictions of hours as a condition of the issue of a recruiting licence. But the prevention of this kind of abuse must in practice depend more on adequate inspection and control than on formal Regulations.

» 8. In the 24th paragraph of my despatch of the 21st March, I expressed the desire of His Majesty's Government that there should be officers before whom natives to be employed by British subjects should be taken prior to embarkation, and that if possible there should be at least one such officer in each island. These officers will of course take the utmost care to see that the rates of wages specified in the contracts of service are fair and reasonable, having regard to the rates current in the New Hebrides.

» 9. If it is impracticable to take newly recruited labourers before these officers prior to embarkation on the recruiting vessel, this should at least be done before the vessel leaves the island where the labourers are recruited.

» 10. I shall be glad if you will favour me with your views and those of the Resident Commissioner on the question of the conditions which are to govern the liability of employers to return labourers to their homes (if the latter desire to be returned) upon the expiration of their indentures. It would seem reasonable to fix a period within which the labourer must exercise his right after the termination of his indenture, and to require the employer to deposit with the Government a sum sufficient to cover the expense of the labourer's ultimate return, unless the latter is returned to his home by the employer immediately after the expiration of the contract.

» 11. It has been suggested to me that the provisions in Article LV of the Convention with regard to short engagements, etc., may possibly require further definition. I shall be glad if you and Captain Rason will consider the point and report to me in due course. You are at liberty, if you think fit, to communicate with your French colleague with a view to the issue of a Joint Regulation under Article VII of the Convention.

» 12. His Majesty's Government have ascertained that the French Government are prepared to agree to the modification of Article LI(4), a provision which, as you are aware, His Majesty's Government would have taken steps to amend before the signature of the Convention if circumstances had not arisen appearing to call for immediate action and to render it inexpedient to delay that signature by further negotiation with the French Government.

» 13. With these instructions and those already given in my previous despatch, you will, I trust, be in a position to carry out the provisions of the Convention with regard to native labourers in the manner which His Majesty's Government desire. I have already asked you to keep a careful watch over the system and inform me fully of its working.

» 14. It has been suggested to me that the provisions of the Convention with regard to the supply of arms, ammunition, and liquor to natives require some attention, and I shall be glad of any observations on the subject which you may desire to offer. In this connection I may refer you to paragraph 55 of my despatch of the 16th November last to the Governor-General of Australia, printed on pp. 53-66 of the Parliamentary Paper Cd. 3288 of 1907. I need hardly say that any measures calculated to reinforce the prohibition of the supply of arms, ammunition, and liquor to natives will command the full approval of His Majesty's Government.

» 15. They are approaching the French Government with a view to the prohibition of the importation into the New Hebrides of opium in any form in which it can be used for smoking. I stated in my telegram of the 4th October and despatch of the 16th November to Lord Northcote that His Majesty's Government were prepared for their part to accept this proposal. I am informed that opium smoking is at present unknown among the natives of the New Hebrides; but it may be well to take precautions against the appearance of the practice.

» I have, etc.

» (Signed.) ELGIN. »

---

(Traduction.)

N° 3. — **Le comte d'Elgin au Haut commissaire sir E. im Thurn**

» *Downing Street, le 17 juin 1907.*

» MONSIEUR,

» 1. Depuis l'envoi de ma dépêche du 21 mars, le gouvernement de Sa Majesté a eu l'occasion de discuter avec le premier ministre du Commonwealth d'Australie les dispositions de la convention anglo-française du 20 octobre 1906 relative aux Nouvelles-Hébrides, et j'ai maintenant de nouvelles instructions à vous adresser sur un ou deux points.

» 2. Déférant aux vues de M. Deakin, le gouvernement de Sa Majesté aurait été disposé à s'entendre avec le gouvernement français pour interdire absolument aux indigènes des Nouvelles-Hébrides de travailler hors de l'Archipel, c'est-à-dire en Nouvelle-Calédonie et à Fiji. On a été informé, cependant, que le gouvernement français



n'était pas disposé à accepter cette proposition, mais qu'il consentait à imposer de nouvelles conditions pour ce recrutement, à l'effet que les femmes ne puissent être recrutées, à moins qu'elles n'accompagnent ou ne rejoignent leur père ou leur mari, non plus que les individus du sexe masculin d'un âge apparent inférieur à 15 ans, à moins qu'ils n'accompagnent ou ne rejoignent leur père. Cette dernière restriction était proposée *ex majore cautela*, quoiqu'en fait le minimum de taille à exiger en vertu de l'article XXXIII (2) de la convention dût, par elle-même, empêcher, dans tous ou presque tous les cas, le recrutement des indigènes d'un âge apparent entre 12 et 15 ans, et que le recrutement pour Fiji d'indigènes au-dessous de l'âge de 12 ans fût déjà défendu par l'ordonnance n° 21 de 1888.

» 3. Telles sont les restrictions additionnelles auxquelles le gouvernement français serait disposé à adhérer ; mais, ni ce gouvernement, ni celui de Sa Majesté ne sont privés du droit d'imposer séparément les conditions qui leur paraîtraient convenables lors de la délivrance de permis aux vaisseaux naviguant sous le pavillon français ou anglais et faisant le recrutement respectivement pour une colonie française ou anglaise. Le gouvernement français est, comme il l'a toujours été et comme il doit le rester, seul responsable des conditions qui réglementent le recrutement sous pavillon français pour le service en Nouvelle-Calédonie ; et le gouvernement de Sa Majesté reste semblablement responsable du recrutement pour le service à Fiji.

» 4. Vous vous absteniez naturellement de délivrer aux bâtiments naviguant sous pavillon anglais des licences de recrutement pour des endroits situés hors de l'Archipel, à l'exception de Fiji, et, en délivrant ces dernières licences, vous veillerez à ce qu'on ne recrute pas de femmes pour le travail, ni de garçons d'un âge apparent inférieur à 15 ans (cette dernière restriction étant, bien entendu, en addition à la limite de taille exigée en vertu de l'article XXXIII (2) de la convention, et non en substitution de celle-ci) ; vous veillerez ensuite à ce que le recrutement de tout travailleur pour Fiji comprenne, au gré de ce dernier, sa femme et ses enfants, aux frais de l'employeur. On ne devra pas permettre à des femmes et à des enfants autres que ceux qui font partie de la famille des travailleurs d'accompagner les indigènes.

» 5. Je vous serai obligé d'examiner, pour en faire l'objet d'un rapport, quelles modifications (s'il en existe) il serait nécessaire d'apporter, en raison des instructions ci-dessus, à l'ordonnance de Fiji n° 21 de 1888 et aux ordonnances qui l'ont complétée, en vertu desquelles le recrutement aux Nouvelles-Hébrides pour Fiji se pratiquait et se fait encore actuellement.

» 6. On m'a représenté que les mesures de protection mentionnées à l'article XXXIII de la convention pouvaient être insuffisantes pour empêcher le recrutement de femmes, en apparence pour un but ordinaire, mais en réalité pour un but immoral, et que l'engagement des femmes ne devrait être autorisé que lorsqu'elles accompagnent leurs maris. Il y a des difficultés à traiter cette matière, par la raison que les indigènes des Nouvelles-Hébrides ont trois ou quatre femmes, dont ils font l'échange quand cela plaît aux hommes, et aussi parce

que des femmes s'engagent fréquemment dans le but d'échapper au traitement brutal dont elles sont l'objet dans leur propre village. Dans cet état de choses, je serai heureux de savoir si vous recommanderiez l'adoption de la mesure qui m'a été suggérée, ou si vous jugeriez inopportun d'imposer de nouvelles restrictions au recrutement des femmes destinées à servir dans l'intérieur de l'Archipel. Déjà, je vous ai recommandé d'apporter beaucoup d'attention et de circonspection dans l'application de cet article.

» 7. Je vous ai également invité à nommer des inspecteurs du travail qui veilleraient à ce que les travailleurs ne fussent pas forcés de travailler indûment trop longtemps pendant la journée. Cela est spécialement nécessaire, m'a-t-on dit, pendant la saison chaude. Si l'expérience vous fait reconnaître quelque difficulté dans cette matière, il sera, bien entendu, possible de prescrire toutes les restrictions nécessaires dans le temps de travail, comme condition de la délivrance des permis de recrutement. Mais, pour prévenir ce genre d'abus, il faut, en pratique, compter plus sur une inspection sérieuse et un contrôle sévère, que sur des règlements formalistes.

» 8. Dans le 24<sup>e</sup> paragraphe de ma dépêche du 21 mars, je vous ai exprimé le désir du gouvernement de Sa Majesté qu'il y ait des agents devant lesquels les indigènes engagés par des sujets anglais seraient conduits avant leur embarquement, et qu'il y ait, s'il était possible, au moins un agent de ce genre dans chaque île. Ces agents veilleront, naturellement, avec le plus grand soin, à ce que le taux des salaires spécifiés dans les contrats de service soit juste et raisonnable, eu égard au taux courant dans les Nouvelles-Hébrides.

» 9. S'il est impraticable de conduire les travailleurs nouvellement recrutés devant ces agents avant l'embarquement sur le navire recruteur, il faudrait au moins que cette présentation fût faite avant que le navire ne quitte l'île où les travailleurs ont été recrutés.

» 10. Je serais heureux si vous vouliez bien me communiquer vos vues et celles du commissaire-résident sur la question des conditions qui doivent réglementer l'obligation des employeurs de rapatrier les travailleurs (si ceux-ci désirent être rapatriés) à l'expiration de leurs engagements. Il semblerait raisonnable de fixer une période pendant laquelle le travailleur devrait pouvoir exercer son droit, après l'expiration de son engagement, et d'exiger de l'employeur le dépôt entre les mains du gouvernement d'une somme suffisante pour couvrir les frais de rapatriement subséquent du travailleur, à moins que ce dernier ne soit rapatrié par l'employeur immédiatement après l'expiration du contrat.

» 11. On m'a suggéré que les prescriptions de l'article LV de la convention relatives aux engagements de courte durée exigeraient, éventuellement, une nouvelle définition. Je serais heureux que vous et le capitaine Rason examiniez ce point et me fassiez un rapport en temps utile. Vous êtes libre, si vous le jugez convenable, de vous mettre en rapport avec votre collègue français à l'effet d'édicter un règlement mixte en conformité avec l'article VII de la convention.

» 12. Le gouvernement de Sa Majesté a appris que le gouverne-

ment français était disposé à consentir à la modification de l'article LI (4). Comme vous le savez, le gouvernement de Sa Majesté aurait fait des démarches pour amender cette disposition avant la signature de la convention, si les circonstances n'avaient pas paru exiger une action immédiate et rendre inopportun tout retard apporté à la dite signature par de nouvelles négociations avec le gouvernement français.

» 13. Grâce aux présentes instructions et à celles déjà données dans ma précédente dépêche, vous serez, j'en ai la confiance, en situation de mettre en œuvre les prescriptions de la convention relatives aux travailleurs indigènes dans le sens qui répond aux désirs du gouvernement de Sa Majesté. Je vous ai déjà demandé de veiller soigneusement à l'application du nouveau régime et de me tenir exactement au courant de ses résultats.

» 14. On a attiré mon attention sur les prescriptions de la convention relatives à la fourniture d'armes, de munitions et de boissons alcooliques aux indigènes, et je vous serais reconnaissant de toutes les observations que vous désireriez me soumettre à ce sujet. A cette occasion, je puis vous renvoyer au paragraphe 55 de ma dépêche du 16 novembre dernier au gouverneur général d'Australie, imprimée aux pages 53 à 66 du Bulletin Parlementaire C.d. 3288 de 1907. J'ai à peine besoin de vous dire que toutes les mesures destinées à renforcer l'interdiction de fournitures d'armes, munitions et alcool aux indigènes recevront la pleine approbation du gouvernement de Sa Majesté.

» 15. On fait campagne auprès du gouvernement français dans le but de faire interdire l'importation, aux Nouvelles-Hébrides, de l'opium sous toutes les formes où il peut servir à fumer. J'ai fait connaître dans mon télégramme du 4 octobre et dans ma dépêche du 19 novembre à lord Northcote que le gouvernement de Sa Majesté était disposé, pour sa part, à accepter cette proposition. Je suis informé que l'usage de l'opium pour fumer est, pour le moment, inconnu parmi les indigènes des Nouvelles-Hébrides ; mais il peut être bon de prendre des précautions contre l'apparition de cette pratique.

» Je suis, etc.

» (Signé) ELGIN. »

## GRANDE-BRETAGNE — CHINE

### Convention concernant le Tibet

(Signé le 27 avril 1906, échange des ratifications le 23 juillet 1904)

(Texte original) (1)

Whereas His Majesty the King of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of China are sincerely desirous to maintain and

(1) Voir traduction française ci-dessous, p. 238.

perpetuate the relations of friendship and good understanding which now exist between their respective Empires;

And whereas the refusal of Tibet to recognise the validity of or to carry into full effect the provisions of the Anglo-Chinese Convention of March 17 1890 and Regulations of December 5th 1893 placed the British Government under the necessity of taking steps to secure their rights and interests under the said Convention and Regulations;

And whereas a Convention of ten articles was signed at Lhasa on September 7th 1904 on behalf of Great Britain and Tibet, and was ratified by the Viceroy and Governor-General of India on behalf of Great Britain on November 11th, 1904, a declaration on behalf of Great Britain modifying its terms under certain conditions being appended thereto;

His Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of China have resolved to conclude a Convention on this subject and have for this purpose named Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of Great Britain and Ireland :

Sir Ernest Mason Satow, Knight Grand Cross of the Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, His said Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of China ;

and His Majesty the Emperor of China :

His Excellency Tong Shoa-yi, His said Majesty's High Commissioner Plenipotentiary and a Vice-Président of the Board of Foreign Affairs ;

who having communicated to each other their respective full powers and finding them to be in good and true form have agreed upon and concluded the following Convention in six articles :

#### Article I.

The Convention concluded on September 7th 1904 by Great Britain and Tibet, the texts of which in English and Chinese are attached to the present Convention as an annexe, is hereby confirmed, subject to the modification stated in the declaration appended thereto, and both of the High Contracting Parties engage to take at all times steps as may be necessary to secure the due fulfilment of the terms specified therein.

#### Article II.

The Government of Great Britain engages not to annex Tibetan territory or to interfere in the administration of Tibet. The Government of China also undertakes not to permit any other foreign State to interfere with the territory or internal administration of Tibet.

#### Article III.

The concessions which are mentioned in Article 9 (*d*) of the Convention concluded on September 7th 1904 by Great Britain and Tibet



are denied to any state or to the subject of any state other than China, but it has been arranged with China that at the trade marts specified in Article 2 of the aforesaid Convention Great Britain shall be entitled to lay down telegraph lines connecting with India.

#### Article IV.

The provisions of the Anglo-Chinese Convention of 1890 and Regulations of 1893 shall, subject to the terms of this present Convention and annexe thereto, remain in full force.

#### Article V.

The English and Chinese texts of the present Convention have been carefully compared and found to correspond but in the event of there being any difference between them the English text shall be authoritative.

#### Article VI.

This Convention shall be ratified by the Sovereigns of both countries and ratifications shall be exchanged at London within three months after the date of signature by the Plenipotentiaries of both Powers.

In token whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Convention, four copies in English and four in Chinese.

Done at Peking this twenty-seventh day of April, one thousand nine hundred and six, being the fourth day of the fourth month of the thirty-second year of the reign of Kuang-hsü.

(L. S.) ERNEST SATOW.

*(Signature and Seal of the Chinese  
Plenipotentiary.)*

### ANNEXE

#### **Convention entre la Grande-Bretagne et la Chine**

(7 septembre 1904)

*Convention between the Governments of Great Britain and Tibet signed at Lhasa on the 7th September 1904.*

*Déclaration signed by His Excellency the Viceroy and Governor-General of India on behalf of the British Government and appended to the ratified Convention of the 7th September 1904.*

*Convention between the Governments of Great Britain and Tibet.**(Signed also in Chinese.)*

Whereas doubts and difficulties have arisen as to the meaning and validity of the Anglo-Chinese Convention of 1890, and the Trade Regulations of 1893, and as to the liabilities of the Tibetan Government under these agreements; and Whereas recent occurrences have tended towards a disturbance of the relations of friendship and good understanding which have existed between the British Government and the Government of Tibet; and Whereas it is desirable to restore peace and amicable relations, and to resolve and determine the doubts and difficulties as aforesaid, the said Governments have resolved to conclude a Convention with these objects, and the following articles have been agreed upon by Colonel F. E. Younghusband, C.I.E., in virtue of full powers vested in him by His Britannic Majesty's Government and on behalf of that said Government, and Lo-Sang Gyal-Tsen, the Ga-den Ti-Rimpoche, and the representatives of the Council, of the three monasteries, Se-ra, Dre-pung and Ga-den, and of the ecclesiastical and lay officials of the National Assembly on behalf of the Government of Tibet.

## I.

The Government of Tibet engages to respect the Anglo-Chinese Convention of 1890 and to recognise the frontier between Sikkim and Tibet, as defined in Article I of the said Convention, and to erect boundary pillars accordingly.

## II.

The Tibetan Government undertakes to open forthwith trade marts to which all British and Tibetan subjects shall have free right of access at Gyantse and Gartok, as well as at Yatung.

The Regulations applicable to the trade mart at Yatung, under the Anglo-Chinese Agreement of 1893, shall, subject to such amendments as may hereafter be agreed upon by common consent between the British and Tibetan Governments, apply to the marts above mentioned.

In addition to establishing trade marts at the places mentioned, the Tibetan Government undertakes to place no restrictions on the trade by existings routes, and to consider the question of establishing fresh trade marts under similar conditions if development of trade requires it.

## III.

The question of the amendment of the Regulations of 1893 is reserved for separate consideration, and the Tibetan Government

undertakes to appoint fully authorized delegates to negotiate with representatives of the British Government as to the details of the amendments required.

#### IV.

The Tibetan Government undertakes to levy no dues of any kind other than those provided for in the tariff to be mutually agreed upon.

#### V.

The Tibetan Government undertakes to keep the roads to Gyantse and Gartok from the frontier clear of all obstruction and in a state of repair suited to the need of the trade, and to establish at Yatung, Gyantse, and Gartok, and at each of the other trade marts that may hereafter be established, a Tibetan Agent who shall receive from the British Agent appointed to watch over British trade at the marts in question any letter which the latter may desire to send to the Tibetan or to the Chinese authorities. The Tibetan Agent shall also be responsible for the due delivery of such communications and for the transmission of replies.

#### VI.

As an indemnity to the British Government for the expense incurred in the despatch of armed troops to Lhasa, to exact reparation for breaches of treaty obligations, and for the insults offered to and attacks upon the British Commissioner and his following and escort, the Tibetan Government engages to pay a sum of pounds five hundred thousand ... equivalent to rupees seventy-five-lakhs — to British Government.

The indemnity shall be payable at such place as the British Government may from time to time, after due notice, indicate whether in Tibet or in the British districts of Darjeeling or Jalpaiguri, in seventy-five annual instalments of rupees one lakh each on the 1st January in each year, beginning from the 1st January 1906.

#### VII.

As security for the payment of the above-mentioned indemnity, and for the fulfilment of the provisions relative to trade marts specified in Articles II, III, IV and V, the British Government shall continue to occupy the Chumbi valley until the indemnity has been paid and until the trade marts have been effectively opened for three years, whichever date may be the later.

#### VIII.

The Tibetan Government agrees to raze all forts and fortifications and remove all armaments which might impede the course of free

communication between the British frontier and the towns of Gyantse and Lhasa.

## IX.

The Government of Tibet engages that, without the previous consent of the British Government

a) no portion of Tibetan territory shall be ceded, sold, leased, mortgaged or otherwise given for occupation, to any Foreign Power;

b) no such Power shall be permitted to intervene in Thibetan affairs;

c) no Representatives or Agents of any Foreign Power shall be admitted to Tibet;

d) no concessions for railways, roads, telegraphs, mining or other rights, shall be granted to any Foreign Power, or to the subject of any Foreign Power. In the event of consent to such concessions being granted, similar or equivalent concessions shall be granted to the British Government;

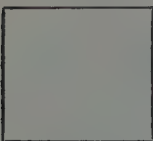
e) no Tibetan revenues, whether in kind or in cash, shall be pledged or assigned to any Foreign Power, or to the subject of any Foreign Power.

## X.

In witness whereof the negotiators have signed the same, and affixed the unto the seals of their arms.

Done in quintuplicate at Lhasa, this 7th day of September in the year of our Lord one thousand nine hundred and four, corresponding with the Tibetan date, the 27th day of the seventh month of the Wood Dragon year.

Tibet Frontier



Commission.

Seal of British  
Commissioner.

F. E. YOUNGHUSBAND, Col.,  
*British Commissioner.*



Seal of the Dalai  
Lama, affixed  
by the Ga-den  
Ti-Rimpoche.



Seal of  
Council.



Seal of the  
Dre-pung  
Monastery.



Seal of Sera  
Monastery.



Seal of  
Ga-den  
Monastery.



Seal of National  
Assembly.



In proceeding to the signature of the Convention, dated this day, the representatives of Great Britain and Tibet declare that the English text shall be binding.

Tibet Frontier



Commission.  
Seal of British  
Commissioner.

F. E. YOUNGHUSBAND, *Col.*,  
*British Commissioner.*



Seal of the Dalai  
Lama, affixed  
by the Ga-den  
Ti-Rimpoche.



Seal of  
Council.



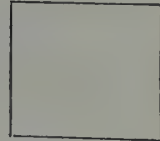
Seal of the  
Dre-pung  
Monastery.



Seal of Sera  
Monastery.



Seal of  
Ga-den  
Monastery.



Seal of National  
Assembly.

AMPTHILL,  
*Viceroy and Governor-General of India.*

This Convention was ratified by the Viceroy and Governor-General of India in Council at Simla on the eventh day of November, A.D., one thousand nine hundred and four.

S. M. FRASER,  
*Secretary to the Government of India,  
Foreign Department.*

*Declaration signed by his Excellency the Viceroy and Governor-General of India and appended to the ratified Convention of 7th September 1904.*

His Excellency the Viceroy and Governor-General of India having ratified the Convention which was concluded at Lhasa on 7th September 1904 by Colonel Younghusband, C.I.E., British Commissioner for Tibet Frontier Matters, on behalf of His Britannic Majesty's Government; and by Lo-Sang Gyal-Tsen, the Ga-den Ti-Rimpoche, and the representatives of the Council, of the three monasteries Sera, Dre-pung, and Ga-den, and of the ecclesiastical and lay officials of the National Assembly, on behalf of the Government of Tibet, is pleased

to direct as an act of grace that the sum of money which the Tibetan Government have bound themselves under the terms of Article VI of the said Convention to pay to His Majesty's Government as an indemnity for the expenses incurred by the latter in connection with the despatch of armed forces to Lhasa, be reduced from Rs. 75,000,000 to Rs. 25,000,000; and to declare that the British occupation of the Chumbi valley shall cease after the due payment of three annual instalments of the said indemnity as fixed by the said Article, provided, however, that the trade marts as stipulated in Article II of the Convention shall have been effectively opened for three years as provided in Article VI of the Convention; and that, in the meantime, the Tibetans shall have faithfully complied with the terms of the said Convention in all other respects.

AMPTHILL,

*Viceroy and Governor-General of India.*

---

This declaration was signed by the Viceroy and Governor-General of India in Council at Simla on the eleventh day of November, A.D., one thousand nine hundred and four.

S. M. FRASER,

*Secretary to the Government of India,*

*Foreign Department.*

---

## GRANDE-BRETAGNE — CHINE

### **Convention concernant le Tibet**

Signée le 27 avril 1906. Echange de ratifications, à Londres, le 23 juillet 1906

Attendu que S. M. le roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, empereur de l'Inde, et S. M. l'empereur de Chine sont sincèrement désireux de maintenir et perpétuer les relations d'amitié et de cordiale entente qui existent actuellement entre leurs empires respectifs,;

Et attendu que le refus du Tibet de reconnaître la validité des prescriptions de la convention anglo-chinoise du 17 mars 1890 et des règlements du 5 décembre 1893 ou de leur faire porter leurs pleins effets, a placé le gouvernement britannique dans la nécessité de faire

des démarches pour faire valoir leurs droits et leurs intérêts spécifiés dans la dite convention et les dits règlements.

Et attendu qu'une convention en dix articles a été signée à Lhasa le 17 septembre 1904, entre la Grande-Bretagne et le Tibet, et a été ratifiée par le vice-roi et gouverneur général de l'Inde pour la Grande-Bretagne, le 11 novembre 1904, une déclaration de la Grande-Bretagne modifiant ses termes sous certaines conditions y a été annexée ;

Sa Majesté britannique et S. M. l'empereur de Chine ont résolu de conclure une convention à ce sujet et, dans ce but, ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande :

Sir Ernest Mason Satow, chevalier grand-croix du très distingué Ordre de Saint-Michel et Saint-Gorge, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de S. M. l'empereur de Chine ;

et S. M. l'empereur de Chine :

Son Excellence Tong-Shoa-yi, ministre plénipotentiaire et vice-président au département des affaires étrangères ;

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus de la convention suivante composée de six articles :

### Article I.

La convention conclue le 7 septembre 1904 par la Grande-Bretagne et le Tibet, dont les textes anglais et chinois sont annexés à la présente convention, est confirmée, sous réserves des modifications contenues dans la déclaration ci-jointe ; les deux hautes parties contractantes s'engagent à prendre les mesures qui seraient nécessaires pour assurer toujours la complète exécution des stipulations y contenues.

### Article II.

Le gouvernement de la Grande-Bretagne s'engage de ne pas annexer le territoire tibétain et de ne pas s'immiscer dans l'administration du Tibet. Le gouvernement chinois s'engage, de son côté, à ne pas permettre à un autre Etat étranger d'occuper le territoire du Tibet ou d'intervenir dans son administration intérieure.

### Article III.

Les concessions qui sont mentionnées dans l'article 9 (d) de la convention conclue le 7 septembre 1904 par la Grande-Bretagne et le Tibet, ne seront accordées à aucun autre Etat ou sujet d'un autre Etat que la Chine, mais il a été entendu avec la Chine que, quant aux arrangements commerciaux spécifiés dans l'article 2 de la susdite convention, la Grande-Bretagne sera autorisée à établir des lignes télégraphiques communiquant avec l'Inde.

## Article IV.

Les prescriptions de la convention anglo-chinoise de 1890 et les règlements de 1893, resteront en vigueur, en ce qui concerne les termes de la présente convention et de ses annexes.

## Article V.

Les textes anglais et chinois de la présente convention ont été minutieusement comparés et trouvés conformes, mais dans le cas où il y aurait des différences d'interprétation entre eux, le texte anglais fera foi.

## Article VI.

Cette convention sera ratifiée par les souverains des deux pays et les ratifications seront échangées à Londres dans un délai de trois mois après la date de sa signature par les plénipotentiaires des deux pays.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention en quatre exemplaires anglais et quatre exemplaires chinois, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Pékin, le 27 avril 1906, le 4<sup>e</sup> jour du 4<sup>e</sup> mois de la 32<sup>e</sup> année du règne de Kuang-hsü.

(L. S.) Ernest SATOW,

*(Signature et sceau du plénipotentiaire  
chinois.)*

---

ANNEXE**Convention entre la Grande-Bretagne et le Tibet**

Signée à Lhasa le 7 septembre 1904

*Déclaration signée par Son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde pour le gouvernement britannique, jointe à la convention ratifiée le 7 septembre 1904.*

---

*Convention entre les gouvernements de la Grande-Bretagne et du Tibet.*

*(Signée également en chinois.)*

Attendu que des doutes et des difficultés se sont élevées relativement au sens, à l'interprétation et à la validité de la convention anglo-



chinoise de 1890 et du règlement de commerce de 1893, ainsi que ce qui concerne les obligations du gouvernement tibétain résultant de ces accords ;

Attendu que des événements récents ont amené un certain trouble dans les relations d'amitié et de bonne entente qui existaient entre le gouvernement britannique et le gouvernement du Tibet ;

Attendu qu'il est désirable de rétablir la paix et les relations cordiales, de résoudre les difficultés et de déterminer les malentendus en question, les gouvernements susnommés ont résolu de conclure une convention à cet effet. En conséquence, les articles suivants ont été acceptés, d'une part, par le colonel F. E. Younghusband C.I.E., en vertu des pleins pouvoirs dont il a été investi par le gouvernement de Sa Majesté britannique et au nom du gouvernement ; et, d'autre part, par Lo Sang Gyal Tsen be Ga-den Ti-Rimpoche, et par les représentants du conseil des trois ministères, Se-ra, Dre-pung et Ga-den, et les dignitaires ecclésiastiques et laïques de l'assemblée nationale, au nom du gouvernement du Tibet.

### I.

Le gouvernement du Tibet s'engage à respecter la convention anglo-chinoise de 1890 et de reconnaître la frontière entre Sikkim et le Tibet ainsi qu'elle est définie dans l'article I de la dite convention, et d'ériger des poteaux le long de la susdite frontière.

### II.

Le gouvernement tibétain s'engage à ouvrir dans l'avenir des marchés de commerce à Gyantse et Gartok, ainsi qu'à Yatung, où les sujets anglais et tibétains auront le droit de libre accès.

Les règlements édictés pour les marchés commerciaux de Yatung, ainsi qu'il est dit dans l'arrangement anglo-chinois de 1893, seront également applicables aux marchés susnommés ; ils pourront être soumis à telles modifications qui seraient consenties dans la suite d'un commun accord par la Grande-Bretagne et le Tibet.

En même temps qu'il ouvrira les marchés de commerce aux places mentionnées, le gouvernement tibétain s'engage à ne mettre aucun empêchement au commerce sur les routes existantes et à examiner la question de la création, aux mêmes conditions, de nouveaux marchés commerciaux si le développement du commerce l'exige.

### III.

La question de l'amendement des règlements de 1893 est réservée pour un examen séparé, et le gouvernement tibétain s'engage à nommer des délégués munis de pleins pouvoirs afin de négocier avec les représentants du gouvernement britannique les détails des amendements demandés.

## IV.

Le gouvernement tibétain s'engage à ne pas lever d'autres droits que ceux prévus dans le tarif convenu d'un commun accord.

## V.

Le gouvernement tibétain s'engage à entretenir libres de toute entrave à la circulation les routes menant de la frontière à Gyantse et Gartok, dans un état répondant aux besoins du commerce et d'avoir à Yatung, Yantoé et Gartok, ainsi que dans chacun des marchés commerciaux qui pourraient être établis dans la suite, un agent tibétain qui aura pour mission de recevoir de l'agent britannique, chargé de surveiller le commerce britannique dans les marchés en question, toutes lettres que ce dernier désirera envoyer au gouvernement tibétain ou aux autorités chinoises. L'agent tibétain sera également responsable de la due délivrance de ces communications et de la transmission des réponses.

## VI.

Le gouvernement tibétain s'engage à payer au gouvernement britannique, comme indemnité des dépenses encourues du chef de l'envoi de troupes à Lhasa, ainsi qu'à titre de réparation d'insultes faites au commissaire britannique, ainsi que d'attaques perpétrées contre sa personne, sa suite et son escorte : une somme de 500,000 livres équivalant à soixante-quinze lakhs de roupies (7,500,000).

L'indemnité sera payable, après dû avis, à telle place que le gouvernement britannique indiquera en son lieu et temps, soit en Tibet, soit dans les districts britanniques de Darjeeling ou Jalpaiguri, en soixante-quinze versements annuels d'un lakh de roupies chacun, tous les 1<sup>er</sup> janvier, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1906.

## VII.

Comme garantie du paiement de la susdite indemnité et de l'exécution des prescriptions relatives aux marchés de commerce mentionnés dans les articles II, III, IV et V, le gouvernement britannique continuera l'occupation de la vallée du Chumbi jusqu'à ce que l'indemnité ait été payée et que les marchés de commerce aient été ouverts effectivement pendant trois ans, à quelque date qu'ait eu lieu l'ouverture effective.

## VIII.

Le gouvernement tibétain s'engage à raser toutes les forteresses et fortifications et à déplacer tous les armements qui pourraient empê-

cher la libre communication entre la frontière britannique et les villes de Gyantse et de Lhasa.

Le gouvernement tibétain s'engage :

a) à ne pas céder, vendre, louer, hypothéquer ou permettre l'occupation, de quelque nature qu'elle soit, à aucune autre puissance étrangère, d'une portion du territoire tibétain;

b) à ne pas permettre à une autre puissance d'intervenir dans les affaires tibétaines;

c) à ne pas admettre dans le Tibet des représentants ou des agents d'aucune puissance étrangère;

d) n'accorder aucune concession pour l'exploitation de chemins de fer, de routes, de télégraphes, mines ou autres concessions, à une puissance étrangère ou aux sujets des dites puissances. Si telles concessions venaient à être accordées, de semblables ou d'équivalentes concessions seront accordées au gouvernement britannique;

e) à ne pas concéder ou engager des revenus tibétains payables en nature ou en espèces, à une puissance étrangère ou aux sujets d'une puissance étrangère.

## X.

En foi de quoi les négociateurs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceaux de leurs armes.

Fait à Lhasa en cinq exemplaires le 17 septembre mille neuf cent quatre, correspondant à la date tibétaine du 27<sup>e</sup> jour du 7<sup>e</sup> mois de l'année du Dragon de Bois.

(Signatures.)

En procédant à la signature de la convention en date de ce jour, les représentants de la Grande-Bretagne et du Tibet déclarent que le texte anglais fera seul foi.

AMPTHILL,  
*Vice-Roi et Gouverneur Général  
de l'Inde.*

Cette convention a été ratifiée par le vice-roi, gouverneur général de l'Inde, en son conseil à Simla, le 11 novembre mille neuf cent quatre.

S. M. FRASER,  
*Secrétaire du gouvernement de l'Inde,  
Département  
des affaires étrangères.*

*Déclaration signée par Son Excellence le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde, jointe à la convention ratifiée le 7 septembre 1904.*

Son Excellence le vice-roi et gouverneur général de l'Inde ayant ratifié la convention conclue à Lhasa le 7 septembre 1904 par le colonel Younghusband C.I.E., commissionnaire britannique des affaires de la frontière du Tibet pour le gouvernement de Sa Majesté britannique, et par Lo-Sang Gyal-Tsen, le Gaden Ti-Rimpoche et les représentants du conseil des trois monastères Sera, Drepung et Gaden, et par les dignitaires ecclésiastiques et laïques de l'assemblée nationale pour le gouvernement du Tibet, s'est plu à accorder, comme un acte de grâce ce qui suit : la somme que le gouvernement du Tibet s'est engagé à payer au gouvernement de Sa Majesté dans les termes de l'article VI de la dite convention, à titre d'indemnité des dépenses encourues par le gouvernement britannique par suite de l'envoi des troupes à Lhasa, sera réduite de 75,00,000 Rs à 25,00,000 Rs ; il a bien voulu également déclarer que l'occupation britannique de la vallée du Chumbi cessera après dû paiement des trois versements annuels de cette indemnité, ainsi qu'elle est fixée dans le dit article, pourvu, toutefois, que les marchés de commerce mentionnés dans l'article II de cette convention aient été ouverts effectivement pendant trois ans comme il est prévu dans l'article VI de la convention ; et que, en même temps, les Tibétains aient, à tous les points de vue et fidèlement, rempli les stipulations de la présente convention.

AMPTHILL,

*Vice-roi et Gouverneur général  
de l'Inde.*

---

Cette déclaration a été signée par le vice-roi et gouverneur général de l'Inde en son conseil à Simla, le 11 novembre, mille neuf cent quatre.

S. M. FRASER,

*Secrétaire du gouvernement de l'Inde,  
Département  
des affaires étrangères.*

---



**Convention commerciale signée le 20 avril 1908, à Calcutta, entre le plénipotentiaire britannique d'une part et les plénipotentiaires chinois et tibétains d'autre part.**

---

Dans son numéro du 20 mai 1908, la *Gazette of India* a publié « le texte complet des règlements commerciaux relatifs au Tibet, à l'exclusion du préambule et des formules techniques (technicalities) ». Nous en donnons ci-après la traduction :

**« RÈGLEMENTS COMMERCIAUX**

» 1. — Les règlements commerciaux de 1893 resteront en vigueur pour autant qu'ils ne sont pas incompatibles avec ces règlements.

» 2. — Les endroits (places) suivants formeront le marché de Gyantze et seront compris à l'intérieur de ses limites » suivent ici des détails locaux).

Puis le règlement continue ainsi :

« Comme on éprouve des difficultés à obtenir des maisons et des magasins convenables dans (at) quelques-uns des marchés, il est convenu que les sujets britanniques pourront aussi prendre des terrains à bail pour construire des maisons et des magasins en ces marchés, l'emplacement (the locality) pour ces sites à bâtir devant être déterminé spécialement, pour chaque marché, par les autorités chinoises et tibétaines (agissant) en consultation avec l'agent commercial britannique. Les agents commerciaux britanniques et les sujets britanniques ne construiront pas de maisons et de magasins excepté sur ces emplacements et cet arrangement ne doit, en aucune manière, être considéré comme portant préjudice à l'administration exercée sur ces emplacements par les autorités chinoises et tibétaines, ou au droit des sujets britanniques de louer des maisons et des magasins en dehors de ces emplacements, soit pour leur convenance personnelle, ou pour le logement de leurs marchandises.

» Les sujets britanniques désirant prendre à bail des sites à bâtir doivent adresser, par l'intermédiaire de l'agent commercial britannique, une demande à l'office municipal du marché, afin d'obtenir un permis de louer à bail. Le montant de la rente, ou la période ou les conditions du bail doivent alors être réglés d'une manière amicale par le preneur (lessee) et par les propriétaires eux-mêmes.

» Dans le cas de désaccord entre le propriétaire et le preneur à bail quant au montant de la rente, à la période ou aux conditions du bail, l'affaire sera réglée par les autorités chinoises et tibétaines (agissant) en consultation avec l'agent commercial britannique. Après que le bail aura été réglé, les sites des terrains seront vérifiés par les officiers chinois et tibétains de l'office municipal conjointement avec l'agent commercial britannique. Aucune construction ne devra être commen-

cée par le preneur sur un terrain avant que l'office municipal ne lui ait délivré un permis de bâtir, mais il est convenu qu'il n'y aura pas de délais vexatoires dans la délivrance des permis dont il s'agit.

#### » LES AGENTS COMMERCIAUX

» 3. L'administration des marchés commerciaux continuera de relever (shall remain with) des fonctionnaires tibétains, sous la surveillance et la direction des fonctionnaires chinois. Les agents commerciaux aux marchés et les officiers de la frontière (frontier officers) devront être d'un rang convenable et devront entretenir les uns avec les autres des rapports personnels et de correspondance dans des conditions de respect mutuel et de traitement amical. Les questions qui ne pourront être décidées par un accord entre les agents commerciaux et les autorités locales devront être soumises, pour règlement, au gouvernement des Indes et aux hautes autorités tibétaines à Lhassa. La teneur d'un rapport fait (à ce sujet) par le gouvernement de l'Inde devra être communiquée au résident impérial chinois à Lhassa. Les questions qui ne pourront pas être décidées par un accord entre le gouvernement de l'Inde et les hautes autorités tibétaines à Lhassa, devront, conformément aux termes de la convention signée à Pékin en 1906, être soumises, pour être réglées, aux gouvernements de Grande-Bretagne et de Chine.

» 4. — Dans les cas où des disputes s'élèveront, sur les marchés, entre les sujets britanniques et des personnes de nationalités chinoise et tibétaine, il y aura lieu à enquête et à règlement par voie de conférence personnelle entre l'agent britannique au marché le plus prochain, et les autorités tibétaines de la cour judiciaire établie en ce marché, cette conférence personnelle ayant pour objet de vérifier les faits et de faire justice. Là où il y aura divergence de vues, la loi du pays auquel appartiendra le défendeur devra être prise pour guide dans chacune de ces affaires mixtes.

» Le fonctionnaire ou les fonctionnaires de la nationalité du défendeur présideront le procès, le fonctionnaire ou les fonctionnaires de la nationalité du plaignant assistant simplement (aux débats) pour suivre le cours du procès. Toutes les questions relatives à des droits, qu'il s'agisse des biens ou des personnes, qui pourront s'élever entre des sujets britanniques, seront soumises à la juridiction des autorités britanniques. Les sujets britanniques qui viendront à commettre un crime sur les marchés ou sur les routes conduisant aux marchés seront remis par les autorités locales à l'agent commercial britannique au marché le plus voisin du théâtre du crime ou délit (offence) pour être poursuivis et punis conformément aux lois de l'Inde : mais ces sujets britanniques ne seront l'objet, de la part des autorités locales, d'aucun mauvais traitement en dehors de la contrainte (restraint) nécessaire. Les sujets chinois et tibétains qui pourront s'être rendus coupables d'un acte criminel quelconque à l'égard de sujets britanniques sur les marchés ou sur les routes qui y conduisent devront être arrêtés et punis par les autorités chinoises et tibétaines conformément à la loi. La justice sera équitablement et impartialement administrée des deux

côtés. S'il arrive que des sujets chinois ou tibétains portent une plainte criminelle contre un sujet britannique devant l'agent commercial britannique, les autorités tibétaines et chinoises auront le droit d'envoyer un représentant ou des représentants pour suivre (watch) le cours du procès devant le tribunal de l'agent commercial britannique. De même, dans les cas où un sujet britannique a des raisons de porter plainte contre un sujet chinois ou tibétain devant le tribunal (institué) sur le marché, l'agent commercial britannique aura le droit d'envoyer un représentant au tribunal pour suivre le cours du procès.

#### » DROITS D'EXTERRITORIALITÉ

» 5. — Les autorités tibétaines, se conformant en cela à l'esprit des instructions du gouvernement de Pékin, ayant un vif désir de réformer le système judiciaire au Tibet et de le mettre d'accord avec ceux des nations occidentales, la Grande-Bretagne convient qu'elle abandonnera ses droits d'exterritorialité au Tibet lorsque les droits de cette nature seront abandonnés en Chine, et lorsqu'il sera établi à sa satisfaction que l'état des lois tibétaines et les dispositions prises pour leur administration et d'autres considérations lui donneront les garanties requises pour agir ainsi.

» 6. — Après le retrait des troupes britanniques, tous les bâtiments de halte (rest house), au nombre de onze, construits par la Grande-Bretagne sur les routes conduisant de la frontière indienne à Gyantze seront repris par la Chine pour le coût original et loués au gouvernement de l'Inde à un taux raisonnable. Une moitié de chacun de ces bâtiments de halte sera réservée à l'usage des fonctionnaires britanniques employés à l'inspection et à l'entretien des lignes télégraphiques entre les marchés et la frontière, et pour le remisage (storage) de leur matériel. Mais les bâtiments de halte devront autrement être disponibles pour l'occupation par des fonctionnaires britanniques, chinois et tibétains, de caractère respectable, qui pourront se rendre aux marchés ou en venir. La Grande-Bretagne sera prête à examiner le transfert à la Chine des lignes télégraphiques de la frontière indienne à Gyantze, quand les lignes télégraphiques de Chine atteindront ce marché, et, en attendant, les messages chinois et tibétains seront dûment reçus et transmis par la ligne construite par le gouvernement de l'Inde. En attendant, également, la Chine sera responsable de la protection à assurer aux lignes télégraphiques entre les marchés et la frontière indienne. Et il est convenu que toutes les personnes endommageant les lignes ou entravant (interfering) en quelque manière leur fonctionnement, ou l'action des fonctionnaires employés à l'inspection ou à l'entretien de ces lignes, seront aussitôt sévèrement punies par les autorités locales.

#### » LITIGES EN JUSTICE

» 7. — Dans les litiges en justice impliquant des affaires de dettes résultant d'emprunts, de faillite commerciale ou de banqueroute, les autorités compétentes devront donner audience et prendre les mesures

nécessaires pour contraindre au paiement; mais si le débiteur plaide la pauvreté et se déclare sans ressources, les autorités compétentes ne seront pas tenues reponsables des dites dettes, ni aucune propriété publique ou officielle ne devra être saisie (*distrained*) afin de couvrir ces dettes.

» 8. — Les agents commerciaux britanniques aux divers marchés commerciaux actuellement établis ou qui seront établis par la suite au Tibet pourront prendre des arrangements pour le transport (*carriage*) et la transmission de leurs correspondances (*posts*) de et pour la frontière de l'Inde.

» Les courriers employés au transport de ces correspondances recevront toute l'assistance possible de la part des autorités locales dans les districts qu'ils traverseront, et la même protection devra leur être accordée qu'aux personnes employées à transporter les dépêches des autorités tibétaines. Lorsque des arrangements efficaces auront été institué (*made*) par la Chine au Tibet relativement à l'organisation d'un service postal, la question de l'abolition des courriers des agents commerciaux sera prise en considération par la Grande-Bretagne et la Chine. Il ne sera pas posé de restrictions quelconques à l'emploi par des fonctionnaires et négociants britanniques de sujets chinois et tibétains pour un rôle quelconque non contraire aux lois (*in any lawful capacity*). Les personnes ainsi employées ne devront être exposées à des molestations d'aucune sorte, ni souffrir aucune perte des droits civils qui pouvaient leur être acquis; mais ils ne devront être exemptés d'aucune taxation légitime. S'ils se rendent coupables d'un acte criminel quelconque, ils devront être traités par les autorités locales conformément à la loi, sans aucune tentative, de la part de leur employeur, de les abriter ou de les cacher.

» 9. — Les fonctionnaires et sujets britanniques, aussi bien que les marchandises se rendant vers les marchés commerciaux, ne doivent pas s'écarter (*must adhere to*) de la route commerciale depuis la frontière de l'Inde. Ils ne doivent pas, sans permission, s'avancer au delà des marchés ou jusqu'à Gyantze, passer par aucune route à l'intérieur du Tibet: mais les indigènes de la frontière indienne qui dès à présent ont, en vertu de l'usage, fait du commerce et résidé au Tibet ailleurs qu'aux marchés seront libres de continuer leur commerce conformément à la pratique existante. Mais quand ils se trouveront faire du commerce ou résider dans ces conditions, ils resteront, comme jusqu'à présent, soumis (*amenable*) à la juridiction locale.

» 10. — Dans les cas où des fonctionnaires ou des négociants en route allant dans l'Inde ou au Tibet ou en venant, subiraient des vols d'espèces ou de marchandises publiques ou privées, ils devront aussitôt faire un rapport aux fonctionnaires de police, qui prendront immédiatement des mesures pour arrêter les voleurs et les livrer aux autorités locales. Les autorités locales les feront immédiatement comparaître en justice et auront aussi à recouvrer et à restituer les biens volés; mais si les voleurs fuient et se sauvent en des endroits sis hors de la juridiction et de l'influence du Tibet et ne peuvent être arrêtés, la police et les autorités locales ne seront pas tenues responsables de telles pertes.



## » PRODUITS DANGEREUX

» 11. — Dans l'intérêt de la sécurité publique, les réservoirs ou magasins de pétrole ou de tous autres combustibles ou produits dangereux doivent être placés, dans les marchés, loin des endroits habités. Les marchands britanniques ou indiens désirant construire des réservoirs ou magasins de cette nature ne pourront mettre à exécution leur projet tant qu'ils n'auront pas formé, comme il est prévu dans le règlement 2, une requête en vue d'obtenir un emplacement approprié.

» 12. — Les sujets britanniques seront libres de traiter les affaires en nature ou en argent, de vendre leurs marchandises à tous ceux à qui il leur plaira, de louer des moyens de transports de toute espèce, et de conduire en général leurs transactions d'affaires en conformité avec l'usage local, et sans être soumis à quelque restriction vexatoire ou exaction oppressive que ce soit. Le devoir de la police et des autorités locales étant de procurer une protection efficace, à tout moment, aux personnes et aux biens des sujets britanniques sur les marchés, et le long des routes conduisant aux marchés, la Chine s'engage à prendre (arrange) des mesures de police effectives aux marchés. La Grande-Bretagne se déclare prête, une fois ces dispositions devenues un fait accompli, à retirer les gardes des agents commerciaux aux marchés et de ne pas maintenir de troupes au Tibet, de façon à écarter toute cause de soupçon et de trouble parmi les habitants. Les autorités chinoises n'empêcheront pas les agents commerciaux britanniques d'entretenir des rapports personnels et de correspondre avec les fonctionnaires tibétains et la population du pays. Les sujets tibétains faisant du commerce, voyagent ou résidant dans l'Inde recevront des avantages égaux à ceux accordés par ce règlement aux sujets britanniques au Tibet.

» 13. — Les présents règlements seront en vigueur pendant une période de dix ans à compter de la date de la signature par les deux plénipotentiaires aussi bien que par le délégué tibétain. Mais si aucune demande de révision n'est faite d'un côté, ni de l'autre, dans les six mois qui suivront la fin des dix premières années, les règlements resteront alors en vigueur pour une nouvelle période de dix ans à partir de la fin des dix premières années, et il en sera de même à la fin de chaque période successive de dix ans.

» 14. — Les textes anglais, chinois et tibétain des présents règlements ont été collationnés avec soin, et dans le cas où des questions quelconques s'élèveraient au sujet de l'interprétation de ces règlements, le sens tel qu'il est exprimé dans le texte anglais sera tenu être le sens correct.

» 15. — Les ratifications des présents règlements par la main de Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande et de Sa Majesté l'empereur chinois, respectivement, seront échangées à Londres et à Pékin dans un délai de six mois à partir de la date de la signature.

(Traduction du *Mémorial diplomatique*, 1908, p. 520 et suiv.)



## CHRONIQUE

---

# LA CONSTITUTION EN TURQUIE

---

### I. — MOUVEMENT JEUNE-TURC EN MACÉDOINE

---

*Note remise le 12 juillet aux consuls européens à Monastir, par le comité directeur du parti jeune-turc (Ligue ottomane d'union et de progrès) :*

« Le parti des jeunes-turcs, constitué sous le nom de Ligue ottomane d'union et de progrès, ayant constaté que des bruits malveillants ont été mis en circulation par des agents de propagande intéressés à semer la discorde et la méfiance entre les divers éléments de l'empire, croit de son devoir de porter à votre connaissance les explications suivantes sur le but humanitaire et libéral de ses revendications :

» 1° Le but final et principal que la Ligue poursuit est d'obtenir l'application franche et sincère de la Constitution de 1876.

» Les consuls étrangers en Macédoine sont sûrement mieux convaincus que tout le monde que la mauvaise situation politique de l'empire ottoman réside uniquement dans le régime actuel de despotisme, favoritisme et corruption. Qu'on laisse enfin triompher la vérité!...

» 2° La Ligue déclare solennellement qu'elle n'est nullement hostile aux non-musulmans et qu'au contraire la réalisation du régime constitutionnel implique la garantie de la vie, de l'honneur et des biens de tous les peuples de la Turquie, sans distinction de race ni de religion.

» 3° Si la Ligue fait parfois usage des moyens énergiques, ce n'est que dans les cas extrêmes, lorsqu'il s'agit de punir les ennemis acharnés de la liberté, dans des cas qu'on doit considérer comme des cas de légitime défense.

» 4° Nous évitons l'effusion inutile du sang ; c'est assez de sang que les malheureux peuples de Turquie ont versé à cause de la politique machiavélique du gouvernement. Il est même à craindre que, cette fois aussi, le gouvernement de la Vieille-Turquie ne fasse pro-

voquer un massacre entre musulmans et non-musulmans afin de rejeter ensuite la responsabilité sur notre parti.

» 5° Le corps des combattants, loin d'attaquer les villages, les défendront contre l'incursion des bandes du dehors et prêcheront la bonne entente et la fraternité entre les nations.

» 6° Pour donner encore une preuve du manque de scrupules du gouvernement, il suffit de citer le fait très récent suivant : « Chemsî » pacha, dans le but d'entraîner sa garde personnelle, composée de » bachi-bouzouks, lui avait fait voir dans l'incident de Resna une » insurrection serbe ! »

— Une nouvelle proclamation du commandant Niazi bey, qui paraît être le chef effectif du mouvement jeune-turc, indique que ce mouvement n'est pas seulement constitutionnel et réformiste, mais aussi nationaliste ottoman.

Niazi, en effet, vient d'adresser aux habitants bulgares, grecs et serbes des villages du district d'Ochrida un appel, dans lequel il invite la population chrétienne à renoncer à ses anciennes tendances séparatistes, à travailler pour son propre pays et non pour des Etats étrangers.

« Ce pays, dit-il, nous appartient, et tant qu'un Turc vivra, nous ne permettrons pas que personne autre que des Turcs y fassent la loi.

» L'un des buts poursuivis par l'organisation jeune-turc est aussi de donner à chaque nationalité, à chaque religion la liberté, à la condition de renoncer aux aspirations passées, qui ont créé l'état de choses actuel. »

Niazi invite les bandes de toutes nationalités à se faire connaître à lui, afin de s'entendre avec lui en vue d'une action commune.

« Si les bandes s'y refusent, dit-il, elles devront quitter immédiatement ce pays, et, si elles y revenaient sans que les habitants du village nous le fassent savoir, nous pendrions tous les notables.

» Je ferai pendre, sans pitié, tous ceux qui ne se soumettront pas après avoir eu connaissance de cet appel. »

*Texte des instructions données par le comité directeur de Salonique à tous les comités.* Ces instructions furent télégraphiées à tous les sous-comités de l'intérieur :

« Ne négligez pas de faire faire sur les places publiques des démonstrations en l'honneur de la liberté. Il n'est pas nécessaire de prendre de précautions. Les maréchaux et les inspecteurs militaires font partout des démonstrations contre l'ancien état de choses. Des télégrammes pleuvent de Constantinople et de tous les vilayets à l'adresse de l'association ottomane Union et Progrès. Respectez les étrangers. Travaillez beaucoup pour attirer l'amitié et la sympathie des chrétiens. Lancez télégrammes officiels à l'adresse : Siège de l'association Union et Progrès, Salonique. Faites publier des proclamations et des manifestes au nom de la Société pour augmenter l'enthousiasme dans l'intérieur.

D<sup>r</sup> NAZIM,

fondateur de l'Union et Progrès  
et inspecteur des succursales d'Anatolie. »



*23 juillet 1908.* — Des proclamations du parti jeune-turc ont été affichées à Salonique.

Monastir est au pouvoir des jeunes-turcs.

Le maréchal Osman Ismail pacha a été enlevé pendant la nuit de mercredi à jeudi, à une heure du matin, et dirigé, sans avoir d'ailleurs subi de mauvais traitements, sur Okhrida, pour être soumis à la surveillance du major Niazi.

On a également saisi sa correspondance et ses tables de chiffres.

Deux mille soldats de la garnison de Monastir se sont joints aux insurgés.

A Guergueli, la Constitution a été proclamée. Le konak est occupé par les insurgés. Le caïmacan a été obligé, ainsi que les autorités, de jurer fidélité à la Constitution.

A Serrès, à Elassona, à Serfidji et Grevena, les troupes ont adhéré au mouvement.

*23 juillet.* — Le Conseil des ministres, sous la présidence du nouveau grand-vizir Saïd, fut convoqué au palais avec la mission de trouver une solution à la situation.

Dans l'intervalle, le palais reçut un télégramme de Monastir disant que la population en masse s'était jointe aux mécontents et demandait la Constitution.

A Salonique, des orateurs civils et militaires haranguaient la population sur la place publique, engageant le peuple à proclamer la Constitution en présence de la police et de la gendarmerie assistant impassibles.

Le Conseil des ministres délibéra toute la journée et une grande partie de la nuit et finit par convaincre le sultan que le seul remède était d'octroyer la Constitution, toute mesure coercitive devant être exclue, puisque les soldats faisaient défection et que le mouvement pouvait entraîner toute l'armée. Le sultan céda.

*24 juillet.* — Le sultan a pris un iradé qui ordonne la convocation d'une Chambre des députés dans les formes prévues par la Constitution de 1876.

Un télégramme-circulaire a été envoyé à tous les vilayets et mutesarifats, les invitant à faire procéder aux élections suivant les prescriptions constitutionnelles.

*28 juillet.* — En présence du cheik-ul-islam, le sultan a prêté, sur le Coran, le serment de fidélité à la Constitution.

Le serment a été enregistré ensuite aux bureaux du cheik-ul-islam.

---

## I

## CONSTITUTION OTTOMANE

PROMULGUÉE LE 7 ZILHIDJÉ 1293 (11/23 DÉCEMBRE 1876)

## DE D'EMPIRE OTTOMAN

Article premier. — L'Empire ottoman comprend les contrées et possessions actuelles et les provinces privilégiées.

Il forme un tout indivisible dont aucune partie ne peut jamais être détachée pour quelque motif que ce soit.

Art. 2. — Constantinople est la capitale de l'Empire ottoman.

Cette ville ne possède, à l'exclusion des autres villes de l'Empire, aucun privilège ni immunité qui lui soit propre.

Art. 3. — La souveraineté ottomane qui réunit dans la personne du souverain le kalifat suprême de l'islamisme, appartient à l'ainé des princes de la dynastie d'Osman, conformément aux règles établies *ab antiquo*.

Art. 4. — Sa Majesté le Sultan est, à titre de kalife suprême, le protecteur de la religion musulmane.

Il est le souverain et le padishah de tous les Ottomans.

Art. 5. — S. M. le sultan est irresponsable; sa personne est sacrée.

Art. 6. — La liberté des membres de la dynastie impériale ottomane, leurs biens personnels, immobiliers et mobiliers, leur liste civile pendant toute leur vie sont sous la garantie de tous.

Art. 7. — S. M. le sultan compte au nombre de ses droits souverains les prérogatives suivantes :

Il nomme et révoque les ministres et confère les grades, les fonctions et les insignes de ses ordres; il donne l'investiture aux chefs des provinces privilégiées dans les formes déterminées par les privilèges qui leur ont été concédés; il fait frapper la monnaie; son nom est prononcé dans les mosquées pendant la prière publique; il conclut les traités avec les puissances; il déclare la guerre; il fait la paix; il commande les armées de terre et de mer; il ordonne les mouvements militaires; il fait exécuter les dispositions du Chéri (loi sacrée) et des lois; il fait les règlements d'administration publique; il remet ou commue les peines prononcées par les tribunaux criminels; il convoque et proroge l'assemblée générale; il dissout, s'il le juge nécessaire, la Chambre des députés, sauf à faire procéder à la réélection des députés.

## DU DROIT PUBLIC DES OTTOMANS

Art. 8. — Tous les sujets de l'Empire sont indistinctement appelés Ottomans, quelle que soit la religion qu'ils professent.

La qualité d'Ottoman s'acquiert et se perd suivant les cas spécifiés par la loi.

Art. 9. — Tous les Ottomans jouissent de la liberté individuelle, à la condition de ne pas porter atteinte à la liberté d'autrui.

Art. 10. — La liberté individuelle est absolument inviolable.

Nul ne peut, sous aucun prétexte, subir une peine quelconque, que dans les cas déterminés par la loi et suivant les formes qu'elle prescrit.

Art. 11. — L'islamisme est la religion d'Etat.

Tout en sauvegardant ce principe, l'Etat protège le libre exercice de tous les cultes reconnus dans l'Empire et maintient les privilèges religieux accordés aux diverses communautés, à la condition qu'il ne soit pas porté atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs.

Art. 12. — La presse est libre dans les limites tracées par la loi.

Art. 13. — Les Ottomans ont la faculté de former des associations commerciales, industrielles ou agricoles, dans les limites déterminées par les lois et les règlements.

Art. 14. — Une ou plusieurs personnes appartenant à la nationalité ottomane ont le droit de présenter des pétitions à l'autorité compétente au sujet d'infractions aux lois ou règlements, commises soit à leur préjudice personnel, soit au préjudice de l'intérêt public, et pourront également adresser, sous forme de réclamation, des pétitions signées, à l'Assemblée générale ottomane, pour se plaindre de la conduite des fonctionnaires ou employés de l'Etat.

Art. 15. — L'enseignement est libre.

Chaque Ottoman peut faire des cours publics ou privés, à la condition de se conformer aux lois.

Art. 16. — Toutes les écoles sont placées sous la surveillance de l'Etat.

Il sera avisé aux moyens propres à unifier et à régulariser l'enseignement donné à tous les Ottomans, mais il ne pourra pas être porté atteinte à l'enseignement religieux des diverses communautés.

Art. 17. — Tous les Ottomans sont égaux devant la loi.

Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs envers le pays, sans préjudice de ce qui concerne la religion.

Art. 18. — L'admission aux fonctions publiques a pour condition la connaissance du turc, qui est la langue officielle de l'Etat.

Art. 19. — Tous les Ottomans sont admis aux fonctions publiques suivant leurs aptitudes, leur mérite et leur capacité.

Art. 20. — L'assiette et la répartition des impôts s'établissent, conformément aux lois et aux règlements spéciaux, en proportion de la fortune de chaque contribuable.

Art. 21. — La propriété immobilière et mobilière, régulièrement établie, est garantie.

Aucune expropriation ne peut avoir lieu que pour cause d'utilité publique dûment constatée et contre le paiement préalable, conformément à la loi, de la valeur de l'immeuble à exproprier.

Art. 22. — Le domicile est inviolable.

L'autorité ne peut pénétrer de force dans le domicile de qui que ce soit, que dans les cas déterminés par la loi.

Art. 23. — Nul ne peut être astreint à comparaître devant un tribunal autre que le tribunal compétent, suivant la loi de procédure qui sera édictée.

Art. 24. — La confiscation des biens, la corvée et le djérimé (exaction sous forme de pénalité pécuniaire) sont prohibés.

Toutefois, les contributions levées légalement en temps de guerre et les mesures nécessitées par l'état de guerre sont exceptées de cette disposition.

Art. 25. — Aucune somme d'argent ne peut être perçue, à titre d'impôt ou de taxe ou sous toute autre dénomination qu'en vertu d'une loi.

Art. 26. — La torture et la question, sous toutes les formes, sont complètement et absolument prohibées.

#### DES MINISTRES

Art. 27. — S. M. le sultan investit de la charge de grand vézir et de celle de cheik-ul-islam les personnages que sa haute confiance croit devoir y appeler.

La nomination des autres ministres a lieu par iradé (ordonnance) impérial.

Art. 28. — Le Conseil des ministres se réunit sous la présidence du grand vézir.

Les attributions du Conseil des ministres comprennent toutes les affaires importantes, intérieures ou extérieures, de l'Etat.

Celles de ses délibérations qui doivent être soumises à la sanction de S. M. le sultan sont rendues exécutoires par iradé impérial.

Art. 29. — Chaque chef de département ministériel administre, dans la limite de ses attributions, les affaires qui ressortissent à son département.

Pour celles qui dépassent cette limite, il en réfère au grand vézir.

Le grand vézir donne suite aux rapports qui lui sont adressés par les chefs des divers départements, soit en les déférant, s'il y a lieu, au Conseil des ministres et ensuite en les présentant à la sanction impériale, soit, dans le cas contraire, en statuant lui-même ou en les soumettant à la décision de S. M. le sultan.

Un règlement spécial déterminera ces diverses catégories d'affaires pour chaque département ministériel.

Art. 30. — Les ministres sont responsables des faits ou des actes de leur gestion.

Art. 31. — Si un ou plusieurs membres de la Chambre des députés veulent porter plainte contre un ministre, en raison de sa responsabilité et à l'occasion de faits dont la Chambre a le droit de connaître, la demande contenant la plainte est remise au président, qui la renvoie, dans les trois jours, au bureau chargé, en vertu du règlement intérieur, d'examiner la plainte et de décider s'il y a lieu de la soumettre aux délibérations de la Chambre.



La décision du bureau est prise, à la majorité des voix, après que les renseignements nécessaires ont été obtenus et que des explications ont été fournies par le ministre en cause.

Si le bureau est d'avis de soumettre la plainte à la Chambre, le rapport constatant cette décision est lu en séance publique et la Chambre, après avoir entendu les explications du ministre en cause, appelé à assister à la séance, ou de son délégué, vote à la majorité absolue des deux tiers des voix, sur les conclusions du rapport.

En cas d'adoption de ces conclusions, une adresse, demandant la mise en jugement du ministre en cause, est transmise au grand vézir qui la soumet à la sanction de S. M. le sultan et le renvoi devant la Haute Cour a lieu en vertu d'un iradé impérial.

Art. 32. Une loi spéciale déterminera la procédure à suivre pour le jugement des ministres.

Art. 33. — Il n'existe aucune différence entre les ministres et les particuliers en ce qui concerne les procès privés et qui sont en dehors de leurs fonctions.

Les procès de ce genre sont déférés à la juridiction ordinaire.

Art. 34. — Le ministre dont la mise en jugement a été prononcée par la Chambre d'accusation de la Haute Cour est suspendu de ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait été déchargé de l'accusation portée contre lui.

Art. 35. — En cas de rejet, par un vote motivé de la Chambre des députés, d'un projet de loi pour l'adoption duquel le ministre croit devoir insister, S. M. le Sultan ordonne la dissolution de la Chambre, à charge de réélection des députés dans le délai fixé par la loi.

Art. 36. — En cas de nécessité urgente, si l'Assemblée générale n'est pas réunie, le ministre peut prendre des dispositions en vue de prémunir l'Etat contre un danger ou de sauvegarder la sécurité publique.

Ces dispositions, sanctionnées par iradé impérial, ont provisoirement force de loi, si elles ne sont pas contraires à la Constitution.

Elles doivent être soumises à l'Assemblée générale dès que celle-ci est réunie.

Art. 37. — Chaque ministre a le droit d'assister aux séances du Sénat et de la Chambre des députés ou de s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur de son département.

Il a également le droit d'être entendu avant tout membre de la Chambre qui aurait demandé la parole.

Art. 38. — Lorsque, à la suite d'une décision prise à la majorité des voix, un ministre est invité à se rendre à la Chambre des députés pour fournir des explications, il est tenu de répondre aux questions qui lui sont adressées, soit en se présentant personnellement, soit en déléguant un fonctionnaire supérieur de son département.

## DES FONCTIONNAIRES PUBLICS

Art. 39. — Toutes les nominations aux diverses fonctions publiques auront lieu conformément aux règlements qui détermineront les conditions de mérite et de capacité exigées pour l'admission aux emplois de l'Etat.

Tout fonctionnaire nommé dans ces conditions ne pourra être révoqué ou changé :

S'il n'est pas prouvé que sa conduite justifie légalement sa révocation ;

S'il n'a pas donné sa démission, ou bien encore si sa révocation n'est pas jugée indispensable par le gouvernement.

Les fonctionnaires qui auront fait preuve de bonne conduite et d'honnêteté, ainsi que ceux dont la mise en disponibilité aura été jugée indispensable par le gouvernement, auront droit, soit à l'avancement, soit à la pension de retraite, soit au traitement de disponibilité, conformément aux dispositions qui seront déterminées par un règlement spécial.

Chaque fonctionnaire est responsable dans la limite de ses attributions.

Art. 41. — Tout fonctionnaire est tenu de respecter son supérieur ; mais l'obéissance n'est due qu'aux ordres donnés dans les limites tracées par la loi.

Pour les actes contraires à la loi, le fait d'avoir obéi à un supérieur ne peut dégager la responsabilité du fonctionnaire qui les a exécutés.

## DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Art. 42. — L'Assemblée générale se compose des deux Chambres : la Chambre des seigneurs ou Sénat et la Chambre des députés.

Art. 43. — Les deux Chambres se réunissent le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année ; l'ouverture a lieu par iradé impérial.

La clôture, fixée au 1<sup>er</sup> mars suivant, a également lieu en vertu d'un iradé impérial.

Aucune des deux Chambres ne peut se réunir hors le temps de session de l'autre Chambre.

Art. 44. — S. M. le sultan peut, suivant l'exigence des circonstances, avancer l'époque de l'ouverture et abréger ou prolonger la session.

Art. 45. — La solennité de l'ouverture a lieu en présence de S. M. le sultan, soit en personne, soit représenté par le grand vézir et en présence des ministres et des membres des deux Chambres.

Il est donné lecture d'un discours impérial exposant la situation intérieure de l'Empire et l'état de ses relations extérieures, dans le cours de l'année écoulée, et indiquant les mesures dont l'adoption, pour l'année suivante, est jugée nécessaire.

Art. 46. — Tous les membres de l'Assemblée générale prêtent le serment d'être fidèles à S. M. le sultan et à la patrie, d'observer la Constitution, de remplir le mandat qui leur est confié et de s'abstenir de tout acte contraire à leurs devoirs.

La prestation de serment a lieu, pour les nouveaux membres, à l'ouverture de la session, en présence du grand vézir et, après l'ouverture, en présence de leurs présidents respectifs, et en séance publique de la Chambre dont ils font partie.

Art. 47. — Les membres de l'Assemblée générale sont libres dans l'émission de leurs opinions ou de leurs votes.

Aucun d'eux ne peut être lié par des instructions ou promesses, ni influencé par des menaces.

Il ne peut être poursuivi pour les opinions ou les votes émis par lui au cours des délibérations de la Chambre dont il fait partie, à moins qu'il n'ait contrevenu au règlement intérieur de cette Chambre, auquel cas les dispositions édictées par le règlement lui sont appliquées.

Art. 48. — Tout membre de l'Assemblée générale qui, à la majorité absolue des deux tiers de la Chambre dont il fait partie, est accusé de trahison, de tentative de violation de la Constitution ou de concussion, ou qui a été frappé légalement d'une condamnation à l'emprisonnement ou à l'exil, est déchu de sa qualité de sénateur ou de député.

Le jugement et l'application de la peine appartiennent au tribunal compétent.

Art. 49. — Chaque membre de l'Assemblée générale émet son vote en personne. Il a le droit de s'abstenir au moment du vote.

Art. 50. — Nul ne peut être à la fois membre des deux Chambres.

Art. 51. — Aucune délibération ne peut avoir lieu, dans l'une ou l'autre Chambre, qu'autant que la moitié plus un de ses membres se trouvent réunis.

Hors les cas où la majorité des deux tiers est requise, toute résolution est prise à la majorité absolue des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 52. — Toute pétition relative à des intérêts privés, présentée à l'une ou l'autre Chambre, est rejetée si les recherches auxquelles elle donne lieu ont eu pour résultat de constater que le pétitionnaire ne s'est pas adressé en premier lieu aux fonctionnaires publics que la demande concerne ou à l'autorité de laquelle relève ces fonctionnaires.

Art. 53. — L'initiative de la proposition d'une loi ou de la modification d'une loi existante appartient au ministère.

Le Sénat et la Chambre des députés peuvent aussi demander une nouvelle loi ou la modification d'une loi existante sur des matières comprises dans leurs attributions.

Dans ce dernier cas, la demande est soumise par le grand vézir à S. M. le sultan et, s'il y a lieu, le Conseil d'Etat est chargé, en vertu d'un iradé impérial, de préparer le projet de loi qui fait l'objet de la proposition, sur les renseignements et éclaircissements fournis par les départements compétents.

Art. 54. — Les projets de loi élaborés par le Conseil d'Etat sont soumis, en premier lieu, à la Chambre des députés et, en second lieu, au Sénat.

Ces projets n'ont force de loi que si, après avoir été adoptés par les deux Chambres, ils sont sanctionnés par iradé impérial.

Tout projet de loi définitivement rejeté par l'une des deux Chambres ne peut être soumis à une nouvelle délibération dans le cours de la même session.

Art. 55. — Un projet de loi n'est pas considéré comme adopté s'il n'a été voté successivement par la Chambre des députés et le Sénat, à la majorité des voix, article par article, et si l'ensemble du projet n'a réuni la majorité des voix dans chacune des deux Chambres.

Art. 56. — A l'exception des ministres, de leurs délégués et des fonctionnaires convoqués par une invitation spéciale, nul ne peut être introduit dans l'une ou l'autre Chambre, ni admis à faire une communication quelconque, soit qu'il se présente en son nom, soit comme représentant une groupe d'individus.

Art. 57. — Les délibérations des Chambres ont lieu en langue turque.

Les projets sont imprimés et distribués avant le jour fixé pour la discussion.

Art. 58. — Les votes sont émis : par appel nominal, par des signes de manifestation extérieure, ou par voie de scrutin secret.

Le vote au scrutin secret est subordonné à une décision de la Chambre, prise à la majorité des membres présents.

Art. 59. — La police intérieure de chaque Chambre est exercée par son président.

## DU SÉNAT

Art. 60. — Le président et les membres du Senat sont nommés directement par S. M. le sultan.

Le nombre des sénateurs ne peut excéder le tiers des membres de la Chambre des députés.

Art. 61. — Pour pouvoir être nommé sénateur, il faut :

S'être rendu, par ses actes, digne de la confiance publique ou avoir rendu des services signalés à l'Etat ;

Etre âgé de quarante ans.

Art. 62. — Les sénateurs sont nommés à vie.

La dignité de sénateur peut être conférée aux personnages en disponibilité ayant exercé les fonctions de ministre, gouverneur général (vali), commandant de corps d'armée, cazasker (grand-juge), ambassadeur ou ministre plénipotentiaire, patriarche, khakhambachi (grand-rabbin), aux généraux de division des armées de terre et de mer, et, en général, aux personnes réunissant les conditions requises.

Les membres du Sénat, appelés, sur la demande, à d'autres fonctions, perdent leur qualité de sénateur.



Art. 63. — Le traitement de sénateur est fixé à la somme mensuelle de dix mille piastres.

Le sénateur qui reçoit du Trésor un traitement ou des allocations à un autre titre n'a droit qu'au complément, si leur montant est inférieur à dix mille piastres.

Si ce chiffre est égal ou supérieur au traitement de sénateur, il continue à en toucher le montant.

Art. 64. — Le Sénat examine les projets de loi ou de budget qui lui sont transmis par la Chambre des députés.

Si, dans le cours de l'examen d'un projet de loi, le Sénat relève une disposition contraire aux droits souverains de S. M. le sultan, à la liberté, à la Constitution, à l'intégrité territoriale de l'Empire, à la sûreté intérieure du pays, à l'intérêt de la défense de la patrie, ou aux bonnes mœurs, il le rejette définitivement par un vote motivé, ou il le renvoie, accompagné de ses observations, à la Chambre des députés, en demandant qu'il soit amendé ou modifié dans le sens de ces observations.

Les projets de loi adoptés par le Sénat sont revêtus de son approbation et transmis au grand vézir.

Le Sénat examine les pétitions qui lui sont présentées; il transmet au grand vézir celles de ces pétitions qu'il croit mériter ce renvoi, en les accompagnant de ses observations.

#### DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Art. 65. — Le nombre des députés est fixé à raison d'un député sur cinquante mille individus du sexe masculin appartenant à la nationalité ottomane.

Art. 66. — L'élection a lieu au scrutin secret. Le mode d'élection sera déterminé par une loi spéciale.

Art. 67. — Le mandat de député est incompatible avec les fonctions publiques, à l'exception de celles de ministre.

Tout autre fonctionnaire public, élu à la députation, est libre de l'accepter ou de la refuser, mais, en cas d'acceptation, il doit résigner ses fonctions.

Art. 68. — Ne peuvent être élus députés :

- 1° Ceux qui n'appartiennent pas à la nationalité ottomane;
- 2° Ceux qui, en vertu du règlement spécial en vigueur, jouissent des immunités attachées au service étranger qu'ils exercent;
- 3° Ceux qui ne connaissent pas le turc;
- 4° Ceux qui n'ont pas l'âge de trente ans révolus;
- 5° Les gens attachés au service d'un particulier;
- 6° Les faillis non réhabilités;
- 7° Ceux qui sont notoirement décondamnés par leur conduite;
- 8° Les individus qui ont été frappés d'interdiction judiciaire, tant que cette interdiction n'est pas levée;

9° Ceux qui ne jouissent pas de leurs droits civils ;

10° Ceux qui prétendent appartenir à une nation étrangère.

Après l'expiration de la première période de quatre années, l'une des conditions de l'éligibilité à la députation sera de savoir lire le turc et, autant que possible, écrire dans cette langue.

Art. 69. — Les élections générales des députés ont lieu tous les quatre ans. Le mandat de chaque député ne dure que quatre ans, mais il est rééligible.

Art. 70. — Les élections générales commencent, au plus tard, quatre mois avant le 1<sup>er</sup> novembre, qui est la date fixée pour la réunion de la Chambre.

Art. 71. — Chaque membre de la Chambre des députés représente l'universalité des Ottomans et non exclusivement la circonscription qui l'a nommé.

Art. 72. — Les électeurs sont tenus de choisir leurs députés parmi les habitants de la province à laquelle ils appartiennent.

Art. 73. — En cas de dissolution de la Chambre par iradé impérial, les élections générales doivent commencer en temps nécessaire pour que la Chambre puisse se réunir à nouveau, au plus tard, dans les six mois de la date de la dissolution.

Art. 74. — En cas de décès, d'interdiction judiciaire, d'absence prolongée, de perte de la qualité de député résultant d'une condamnation ou de l'acceptation de fonctions publiques, il est procédé à un remplacement, conformément aux prescriptions de la loi électorale, et dans un délai tel que le nouveau député puisse exercer son mandat, au plus tard, dans la session suivante.

Art. 75. — Le mandat des députés élus pour remplir une place vacante ne dure que jusqu'aux prochaines élections générales.

Art. 76. — Il sera alloué par le Trésor à chaque député vingt mille piastres par session et ses frais de voyage pour l'aller et le retour.

Le chiffre de ces frais sera établi conformément aux dispositions du règlement qui régit les indemnités de route payées aux fonctionnaires civils de l'Etat, et calculé sur la base d'un traitement mensuel de cinq mille piastres.

Art. 77. — Le président et les deux vice-présidents de la Chambre des députés sont choisis, par S. M. le sultan, sur une liste de neuf candidats élus par la Chambre, à la majorité des voix, dont trois pour la présidence, et trois pour la première vice-présidence, et trois pour la deuxième vice-présidence.

La nomination du président et des vice-présidents a lieu par iradé impérial.

Art. 78. — Les séances de la Chambre des députés sont publiques.

Toutefois, la Chambre pourra se former en comité secret si la proposition en est faite par les ministres, ou par le président, ou par quinze membres, et si cette proposition est votée en comité secret.

Art. 79. — Aucun député ne peut, pendant la durée de la session, être arrêté ou poursuivi, sauf le cas de flagrant délit, que sur une décision prise par la majorité de la Chambre accordant l'autorisation de poursuivre.

Art. 80. — La Chambre des députés discute les projets de loi qui lui sont soumis.

Elle adopte, amende ou rejette les dispositions concernant les finances ou la Constitution.

Elle examine en détail les dépenses générales de l'Etat comprises dans la loi du budget et en arrête le montant avec les ministres.

Elle détermine également, d'accord avec les ministres, la nature, le montant et le mode de répartition et de réalisation des recettes destinées à faire face aux dépenses.

#### DU POUVOIR JUDICIAIRE

Art. 81. — Les juges, nommés conformément à la loi spéciale sur cette matière et munis du brevet d'investiture (bérat), sont inamovibles, mais ils peuvent donner leur démission.

L'avancement des juges dans l'ordre hiérarchique, leur déplacement, leur mise à la retraite, leur révocation en cas de condamnation judiciaire, sont soumis aux dispositions de la même loi.

Cette loi détermine les conditions et qualités requises pour exercer les fonctions de juge ou les autres fonctions de l'ordre judiciaire.

Art. 82. — Les audiences de tous les tribunaux sont publiques.

La publication des jugements est autorisée.

Toutefois, dans les cas spécifiés par la loi, le tribunal peut tenir audience à huis clos.

Art. 83. — Tout individu peut, dans l'intérêt de sa défense, faire usage, devant le tribunal des moyens permis par la loi.

Art. 84. — Aucun tribunal ne peut se refuser, sous quelque prétexte que ce soit, à juger une affaire qui est de sa compétence.

Il ne peut non plus en arrêter ou ajourner le jugement, après qu'il a commencé à procéder à l'examen ou à l'instruction, à moins qu'il n'y ait désistement de la part du demandeur.

Toutefois, en matière pénale, l'action publique continue à s'exercer conformément à la loi, dans le cas même où le demandeur s'est désisté.

Art. 85. — Chaque affaire est jugée par le tribunal auquel cette affaire ressortit.

Les procès entre les particuliers et l'Etat sont de la compétence des tribunaux ordinaires.

Art. 86. — Aucune ingérence ne peut être exercée dans les tribunaux.

Art. 87. — Les affaires concernant le Chéri sont jugées par les tribunaux du Chéri; le jugement des affaires civiles appartient aux tribunaux civils.

Art. 88. — Les diverses catégories de tribunaux, leur compétence, leurs attributions et les émoluments des juges sont réglés par les lois.

Art. 89. — En dehors des tribunaux ordinaires, il ne peut être institué, sous quelque dénomination que ce soit, de tribunaux extraordinaires, ni de commissions pour juger certaines affaires spéciales.

. Toutefois, l'arbitrage (takkin) et la nomination de muvella (juge-délégué) sont permis dans les formes déterminées par la loi.

Art. 90. — Aucun juge ne peut cumuler ses fonctions avec d'autres fonctions rétribuées par l'Etat.

Art. 91. — Il sera institué des procureurs impériaux chargés d'exercer l'action publique.

Leurs attributions et leur hiérarchie sont fixées par la loi.

#### DE LA HAUTE COUR

Art. 92. — La Haute Cour est formée de trente membres, dont dix sénateurs, dix conseillers d'Etat et dix membres choisis parmi les présidents et les membres de la Cour de cassation et de la Cour d'appel.

Tous les membres sont désignés par le sort.

La Haute Cour est convoquée, lorsqu'il y a lieu, par iradé impérial et se réunit à l'Hôtel du Sénat.

Ses attributions consistent à juger :

Les ministres ;

Le président et les membres de la Cour de cassation ;

Et toutes autres personnes accusées du crime de lèse-majesté ou d'attentat contre la sûreté de l'Etat.

Art. 93. — La Haute Cour se compose de deux Chambres : la Chambre d'accusation et la Chambre de jugement.

La Chambre d'accusation est formée de neuf membres désignés par le sort parmi les membres de la Haute Cour, dont trois sénateurs, trois conseillers d'Etat et trois membres de la Cour de cassation ou de la Cour d'appel.

Art. 94. — Le renvoi devant la Chambre de jugement est prononcé par la Chambre d'accusation, à la majorité des deux tiers de ses membres.

Les membres appartenant à la Chambre d'accusation ne peuvent prendre part aux délibérations de la Chambre de jugement.

Art. 95. — La Chambre de jugement est formée de vingt et un membres, dont sept sénateurs, sept conseillers d'Etat et sept membres de la Cour de cassation ou de la Cour d'appel.

Elle juge à la majorité des deux tiers de ses membres, et conformément aux lois en vigueur, les procès qui lui sont renvoyés par la Chambre d'accusation.

Ses jugements ne sont susceptibles ni d'appel ni de recours en cassation.

#### DES FINANCES

Art. 96. — Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi, réparti, ni perçu qu'en vertu d'une loi.



Art. 97. — Le budget contient les prévisions des recettes et des dépenses de l'Etat.

Les impôts au profit de l'Etat sont régis par cette loi quant à leur assiette, leur répartition et leur perception.

Art. 98. — L'examen et le vote par l'Assemblée générale de la loi du budget a lieu par articles.

Les tableaux annexes, comprenant le détail des recettes et des dépenses, sont divisés en sections, chapitres et articles, conformément au modèle défini par les règlements.

Ces tableaux sont votés par chapitres.

Art. 99. — Le projet de loi du budget est soumis à la Chambre des députés immédiatement après l'ouverture de la session, afin de rendre possible sa mise à exécution à partir du commencement de l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 100. — Aucune dépense extra-budgétaire ne peut être affectée sur les fonds de l'Etat qu'en vertu d'une loi.

Art. 101. — En cas d'urgence motivée par des circonstances extraordinaires, les ministres peuvent, pendant l'absence de l'Assemblée générale, créer, par iradé impérial, les ressources nécessaires et effectuer une dépense non prévue au budget, à la condition d'en saisir l'Assemblée générale par un projet de loi, au début de sa plus prochaine réunion.

Art. 102. — Le budget est voté pour un an; il n'a force de loi que pour l'année à laquelle il se rapporte.

Toutefois, si par suite de circonstances exceptionnelles, la Chambre des députés est dissoute avant le vote du budget, les ministres peuvent, par un arrêté pris en vertu d'un iradé impérial, appliquer le budget de l'année précédente jusqu'à la session prochaine, sans que l'application provisoire de ce budget puisse dépasser le terme d'une année.

Art. 103. — La loi de règlement définitif du budget indique le montant des recettes réalisées et des paiements effectués sur les revenus et les dépenses de l'année à laquelle elle se rapporte.

Sa forme et ses divisions doivent être les mêmes que celles du budget.

Art. 104. — Le projet de loi de règlement définitif est soumis à la Chambre des députés, au plus tard, dans le terme de quatre ans, à partir de la fin de l'année à laquelle il se rapporte.

Art. 105. — Il sera institué une Cour des comptes chargée de l'examen des opérations des comptables de finances, ainsi que des comptes annuels dressés par les divers départements ministériels.

Elle adressera chaque année à la Chambre des députés un rapport spécial comprenant le résultat de ses travaux, accompagné de ses observations.

A la fin de chaque trimestre, elle présentera à S. M. le sultan, par l'intermédiaire du grand vézir, un rapport contenant l'exposé de la situation financière.

Art. 106. — La Cour des comptes sera composée de douze membres inamovibles, nommés par iradé impérial.

Aucun d'eux ne pourra être révoqué sans que la proposition motivée de sa révocation ne soit approuvée par une décision de la Chambre des députés, prise à la majorité des voix.

Art. 107. — Les conditions et qualités exigées des membres de la Cour des comptes, le détail de leurs attributions, les règles applicables en cas de démission, de remplacement, d'avancement et de mise à la retraite, ainsi que l'organisation des bureaux de la Cour, seront déterminés par une loi spéciale.

#### DE L'ADMINISTRATION PROVINCIALE

Art. 108. — L'administration des provinces aura pour base le principe de la décentralisation.

Les détails de cette organisation seront fixés par une loi.

Art. 109. — Une loi spéciale réglera sur des bases plus larges l'élection des Conseils administratifs de province (vilayet), de district (sandjak) et de canton (kaza), ainsi que celle du Conseil général, qui se réunit annuellement au chef-lieu de chaque province.

Art. 110. — Les attributions du Conseil général provincial seront fixées par la même loi spéciale, et elles comprendront :

La faculté de délibérer sur les objets d'utilité publique, tels que l'établissement de voies de communications, l'organisation des caisses de crédit agricole, le développement de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, et la propagation de l'instruction publique ;

Le droit de porter plainte aux autorités compétentes pour obtenir le redressement des faits ou actes commis en contravention des lois et règlements, soit dans la répartition ou la perception des impôts, soit en toute autre matière.

Art. 111. — Il y aura dans chaque kaza un Conseil afférent à chacune des différentes communautés. Ce Conseil sera chargé de contrôler :

1° L'administration des revenus des immeubles ou des fonds vakoufs (fondations pieuses), dont la destination spéciale est fixée par les dispositions expresses des fondateurs ou par l'usage ;

2° L'emploi des fonds ou des biens affectés, par disposition testamentaire, à des actes de charité ou de bienfaisance ;

3° L'administration des fonds des orphelins, conformément au règlement spécial qui régit la matière.

Chaque Conseil sera composé de membres élus par la communauté qu'il représente, conformément aux règlements spéciaux à établir.

Ces Conseils relèveront les autorités locales et des Conseils généraux de province.

Art. 112. — Les affaires municipales seront administrées, à Constantinople et dans les provinces, par des Conseils municipaux élus.

L'organisation des Conseils municipaux, leurs attributions et le mode d'élection de leurs membres seront déterminés par une loi spéciale.

#### DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 113. — En cas de contestation de faits ou d'indices de nature à faire prévoir des troubles sur un point du territoire de l'Empire, le gouvernement impérial a le droit d'y proclamer l'état de siège.

Les effets de l'état de siège consistent dans la suspension temporaire des lois civiles.

Le mode d'administration des localités soumises au régime de l'état de siège sera réglé par une loi spéciale.

A S. M. le sultan appartient le pouvoir exclusif d'expulser du territoire de l'Empire ceux qui, à la suite d'informations dignes de confiance recueillies par l'administration de la police, sont reconnus comme portant atteinte à la sûreté de l'Etat.

Art. 114. — L'instruction primaire sera obligatoire pour tous les Ottomans.

Les détails d'application seront déterminés par une loi spéciale.

Art. 115. — Aucune disposition de la Constitution ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, être suspendue ou délaissée.

Art. 116. — En cas de nécessité, dûment constatée, la Constitution peut être modifiée dans quelques-unes de ses dispositions. Cette modification est subordonnée aux conditions suivantes :

Toute proposition de modification présentée soit par le ministère, soit par l'une ou l'autre Chambre, devra être soumise en premier lieu aux délibérations de la Chambre des députés ;

Si la proposition est approuvée à la majorité des deux tiers des membres de cette Chambre, elle est transmise au Sénat ;

Dans le cas où le Sénat adopterait également la modification proposée à la majorité des deux tiers des sénateurs, elle sera soumise à la sanction de S. M. le sultan ;

Si elle est sanctionnée par iradé impérial, elle aura force de loi ;

Toute disposition de la Constitution faisant l'objet d'une proposition de modification reste en vigueur jusqu'au moment où la proposition, après avoir subi l'épreuve des délibérations des Chambres, a été sanctionnée par iradé impérial.

Art. 117. — L'interprétation des lois appartient :

A la Cour de cassation, pour les lois civiles et pénales ;

Au Conseil d'Etat, pour les lois administratives ;

Et au Sénat, pour les dispositions de la Constitution.

Art. 118. — Toutes les dispositions des lois, règlements, us et coutumes actuellement en vigueur continueront d'être appliquées, tant qu'elles n'auront pas été modifiées ou abrogées par des lois ou règlements.

Art. 119. — L'instruction provisoire du 10 Chéval 1293 (16/28 octobre 1876), concernant l'Assemblée générale, cessera d'avoir son effet à partir de la clôture de la première session.

## III

## CIRCULAIRE DE SAVFET PACHA, MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AUX REPRESENTANTS DIPLOMATIQUES DE LA TURQUIE, PORTANT COMMUNICATION DE LA CONSTITUTION (1)

... « Je ne crois pas nécessaire d'appeler votre attention sur chacun des chapitres qui composent la Constitution ; la clarté et la précision qui ont présidé à leur rédaction rendent tout commentaire et toute explication superflus.

» Les réflexions que je crois utile de vous soumettre doivent particulièrement porter, d'une part sur l'ensemble de ses dispositions et, d'autre part, sur le caractère des garanties d'exécution que ces dispositions trouvent dans la Constitution elle-même.

» Vous remarquerez que la Constitution démontre clairement que les institutions nouvelles, bien loin d'avoir un caractère théocratique, établissent nettement qu'aucune prescription religieuse n'entrave l'application des réformes et l'établissement d'un ordre de chose judiciaire et administratif conforme aux besoins du pays et aux principes du droit moderne. C'est ainsi que tombe cette croyance, malheureusement trop répandue, d'après laquelle le *Chéri* serait incompatible avec les nouvelles institutions. Il ne faut pas oublier, en effet, que Son Altesse le Cheik-ul-Islam et tous les grands dignitaires du *Chéri* ont pris part à l'élaboration et à la discussion de la Constitution et qu'il est, non pas seulement inadmissible, mais absolument impossible, que ces gardiens autorisés de la loi sacrée aient laissé insérer une seule clause qui pût y porter atteinte.

» Les principes généraux de liberté et d'égalité proclamés en tête de la Constitution et qui sont empruntés au droit public européen le plus libéral, constituent la base véritable de notre grande réforme et toutes les dispositions qui suivent en sont, en quelque sorte, le développement naturel. La définition des principales prérogatives de la souveraineté était le complément nécessaire de cette déclaration de principes et l'heureuse pensée de placer les droits de la dynastie impériale sous la sauvegarde de tous forme une disposition qui, sans doute, servira à convaincre l'Europe du caractère vraiment démocratique de l'état social ottoman. C'est le père qui, tout en conviant ses enfants à participer à l'administration de leurs propres intérêts, se confie à leur amour et à leur fidélité.

» Les dispositions de la Constitution qui fondent un corps législatif normal et régulier, sous la forme de deux Chambres, avec la dénomination d'Assemblée générale, sont naturellement celles qui attireront plus particulièrement l'attention des cabinets européens et vous devrez vous appliquer à faire ressortir à leurs yeux les garanties de



bonne administration financière qui résulteront de la discussion publique et du vote rigoureusement obligatoire de toutes les lois de finances et notamment du budget des recettes et des dépenses.

» Il n'y a, à cet égard, aucune réserve et le pays, par l'organe de ses représentants, se trouve désormais investi du plus efficace et du plus absolu des pouvoirs, de celui qui commande tous les autres, c'est-à-dire du pouvoir de créer les ressources de l'Etat, d'en régler les dispositions et d'en contrôler l'emploi. A ce sujet, vous ne manquerez pas de faire remarquer avec quel soin la Cour des comptes a été entourée de garanties d'indépendance et d'impartialité. Non seulement ses membres sont, comme tous les magistrats de l'ordre judiciaire, déclarés inamovibles, mais encore aucun d'eux ne pourra être révoqué, même pour les causes les plus graves, qu'avec l'assentiment de la Chambre des députés.

» L'administration des provinces, qui, dans les circonstances actuelles sollicite plus spécialement l'attention de l'Europe, n'est et ne pouvait être définie dans la Constitution que sous la forme d'un programme général et d'une sorte de déclaration de principes. Des lois organiques vont donner, sans aucun retard, à ce programme, sa forme définitive et son développement normal. Ce que proclame la Constitution, c'est un nouveau règlement, basé sur la plus large décentralisation administrative; c'est le principe de l'élection scrupuleusement appliqué à la formation de tous les Conseils des vilayets, des sandjaks et des cazas; c'est le développement simultané de l'autonomie des différentes communautés, y compris la communauté musulmane, pour la gestion de leurs intérêts généraux du pays; c'est enfin la création des Conseils municipaux élus, gérant les affaires de chaque commune de l'Empire.

» Après la lecture de ces dispositions libérales, on se demande quelles pourraient encore être les aspirations des populations des provinces qui n'auraient point été satisfaites et quelles garanties plus sérieuses et plus efficaces les puissances qui se sont préoccupées de leur sort pourraient encore demander au gouvernement impérial.

» Assurément, le scepticisme, même le plus enraciné, se trouvera désarmé; mais il n'est pas impossible qu'à tant d'autres éléments de critiques l'esprit de dénigrement systématique dont nous avons eu tant à nous plaindre en Europe se porte sur la question d'exécution et que l'on essaie de mettre en doute la mise en application rapide et rigoureuse des institutions nouvelles. A ceux qui, de bonne foi, paraîtraient tourner leurs préoccupations de ce côté, vous pouvez hardiment répondre que le fait suivra de près l'engagement et qu'indépendamment des résolutions énergiques du grand vèzir, dont les efforts constants ont été dirigés vers le but que nous venons d'atteindre, la nation tout entière est animée du même esprit et des mêmes sentiments et que c'est là la meilleure et la plus solide des garanties. Vous voudrez bien aussi, Monsieur le ....., dans le cas où il serait fait un rapprochement entre les promesses contenues dans les hatts impériaux antérieurs et les dispositions de la Constitution actuelle, relever et rétablir avec force et netteté la différence radicale qui existe entre ces deux ordres de faits, différence telle qu'elle repousse la pensée

même d'une comparaison. La Constitution n'est pas une promesse, c'est un acte réel et formel qui est devenu la propriété de tous les Ottomans et dont le développement ne pourrait être arrêté ou retardé que par la volonté de la nation elle-même, unie à celle du souverain. Cet acte définitif et solennel n'a pas été demandé par l'Europe, ni conseillé par elle.

» Le gouvernement impérial n'a donc pu avoir l'intention de donner satisfaction à des idées venues du dehors. Il n'a subi d'autre pression, d'autre influence, que celles de la raison et du patriotisme. C'est pourquoi nous demandons aujourd'hui que l'Europe ait confiance dans nos jeunes institutions et qu'elle y trouve la garantie complète des intérêts qu'elle s'était donné la tâche de sauvegarder. »

---

# LE LIVRE BLANC ALLEMAND

SUR LE

## M A R O C

---

(ANALYSE)

Le Livre blanc sur le Maroc qui a été distribué au Reichstag comprend 208 pages et est divisé en 14 chapitres, réservés chacun à une matière spéciale.

Le Livre a trait aux événements allant de septembre 1906 à avril 1908.

L'exposé débute en 1906 par l'action contre Raïssouli et la démonstration navale franco-espagnole.

Le 21 novembre, la France et l'Espagne ont chacune deux navires de guerre devant Tanger et M. Rosen mande de Berlin que des forces navales aussi importantes sont de nature à exciter la population.

Le 27 novembre, dans un entretien avec l'ambassadeur d'Espagne, M. de Tschirschky déclare que l'Allemagne est loin de vouloir juger les mesures franco-espagnoles, ses intérêts se bornant à la sécurité de la population européenne, à l'introduction pacifique des réformes et à la liberté du commerce.

Le 30 novembre, l'ambassadeur de France informe la chancellerie des dispositions prises par la France et l'Espagne d'après lesquelles un débarquement n'aurait lieu que si, « d'après l'avis des représentants, la présence du bâtiment devant Tanger ne suffisait pas au maintien de l'ordre » ; dans ce cas, on mettrait à terre 350 Français et autant d'Espagnols. M. de Tschirschky demanda quels étaient ces représentants de l'avis desquels dépendait le débarquement. L'ambassadeur répondit que, d'après son interprétation des instructions de son gouvernement, il s'agissait des représentants de la France et de l'Espagne. M. de Tschirschky répondit qu'à son avis le débarquement n'était pas compris dans le mandat d'Algésiras, qui ne visait que la création d'une troupe de police d'accord avec le Sultan et qu'il désirait une déclaration authentique du gouvernement français sur le point de savoir qui aurait à apprécier la position de la colonie française, des représentants de la France et de l'Espagne ou de ceux de tous les pays.

Le lendemain, la déclaration demandée est communiquée par les ambassadeurs de France et d'Espagne, les deux gouvernements y affirmant qu'ils agiront selon l'esprit de l'acte d'Algésiras.

Le 28 décembre, la forteresse de Raissouli est prise par la mahalla d'Adb el Aziz et le premier chapitre se termine par le départ des escadres, qui a lieu le 24 janvier 1907.

---

Le chapitre II est consacré à l'assassinat du docteur Mauchamp, à Marakech, qui a eu lieu le 23 mars. Le 26, le chargé d'affaires de France à Berlin avertit la chancellerie que, comme mesure de représailles, la France a décidé d'occuper Oujda jusqu'à ce qu'elle ait obtenu satisfaction. M. de Tschirschky répondit que c'était là une question qui ne regardait que la France et le Maroc. Le représentant de la France ayant constaté avec satisfaction l'unanimité du corps diplomatique à Tanger dans cette circonstance, le secrétaire d'État répondit qu'il était de l'intérêt de toutes les nations chrétiennes que de semblables excès fussent prévenus pour l'avenir. M. Pichon affirma en outre le caractère provisoire de cette occupation.

---

Le chapitre III est consacré à la répression de la contrebande des armes, à laquelle, d'après une note française, prennent part aussi des bateaux allemands. Le gouvernement allemand accepte la visite proposée par la France, sauf pour les navires des lignes régulières.

---

Le chapitre IV est consacré aux incidents de Casablanca. La nouvelle de l'assassinat des neuf Européens parvient le 31 juillet 1907 à Tanger. Le lendemain, le chargé d'affaires français informe la chancellerie de Berlin du départ du *Galilée*, et le 3 août, M. Pichon informe le prince Radolin des intentions de la France d'envoyer, d'accord avec l'Espagne, un corps de débarquement à Casablanca pour veiller à la sécurité des étrangers; il aura l'ordre d'organiser la police et de punir les coupables. Il n'était pas question d'entreprendre une expédition militaire, ni de pénétrer dans une mesure quelconque dans l'empire chérifien. Les événements marchent vite à Casablanca et le chargé d'affaires allemand à Tanger mande à son gouvernement que le 1<sup>er</sup> août le vice-consul de France à Casablanca a voulu, d'accord avec le commandant du *Galilée*, établir des postes pour protéger les consulats français, anglais, allemand et espagnol. Il y a renoncé sur l'observation des agents consulaires de ces nations, qui estimaient ces forces insuffisantes pour prévenir un massacre. Mais il ajouta que des mesures plus complètes étaient prêtes en cas de besoin. Le vice-consul de France, continue ce rapport, avait aussi réclamé du gouverneur de la ville que la rue conduisant au port fût purgée de la populace qui l'encombrait, ce qui fut partiellement exécuté. Les consuls étrangers étaient d'accord là-dessus. Une partie des Allemands s'embarquent sur le vapeur *Arcadia*, qui reste en rade.

Le 6 août, les soldats du *Galilée*, débarqués sur la demande des autorités marocaines pour protéger les consulats, sont accueillis à



coups de fusil. Le *Galilée* ouvre le feu pour purger les abords de la ville. Le 6, le *Du-Chayla* arrive et débarque à son tour des troupes ; et le prince de Radolin télégraphie à Berlin les informations officielles reçues du gouvernement français sur les événements et d'après lesquelles les troupes françaises, en arrivant à la porte de la Marine, que le pacha devait laisser ouverte, furent attaquées par la foule, parmi laquelle se trouvaient des réguliers marocains et que cinq hommes et un enseigne de vaisseau avaient été blessés.

Moulaï Amin, le commandant des troupes marocaines, avait ensuite fait enchaîner et livrer au consulat de France les soldats qui s'étaient associés à cet acte de rébellion, et il avait en même temps demandé au commandant de l'escadre française de canonner les tribus hostiles qui se trouvaient devant les murs de la ville et menaçaient de l'envahir.

Le 8 août, une note identique française et espagnole expose que les événements ont devancé les mesures projetées par suite de l'incapacité des autorités marocaines. Tout en affirmant de nouveau l'intégrité du Maroc et la souveraineté du Sultan, la note annonçait que des forces suffisantes seraient chargées du maintien de l'ordre et d'assurer la liberté du commerce à Casablanca, qu'une punition exemplaire serait infligée aux individus coupables des assassinats du 7, et qu'en même temps l'organisation de la police marcherait de pair avec ces mesures. M. de Tschirschy répondit à M. Cambon qu'en entreprenant de punir les coupables, de veiller à la sécurité des Européens menacés et de protéger le commerce, la France avait toutes les sympathies de l'Allemagne.

Des dépêches du ministre allemand à Tanger donnent de nombreux détails sur les combats de Casablanca. Des Askaris et des Kabyles ont pillé pendant le bombardement. La colonie allemande de Casablanca est d'avis que le commandant français aurait pu, sans danger pour les Européens, attendre pour débarquer qu'il eût à sa disposition des forces supérieures.

Le 9, une circulaire du ministre de France à Tanger annonce qu'au cours du débarquement deux matelots français ont été tués et plusieurs blessés. Les Espagnols ont un mort et plusieurs blessés.

Les documents qui terminent cet exposé historique concernent un entretien de M. Pichon et du prince Radolin, où celui-ci reçoit l'assurance que la France n'a d'autre but que de poursuivre et punir les meurtriers de ses nationaux.

Viennent ensuite des lettres apportant des renseignements sur la répercussion qu'eurent, sur d'autres points du Maroc, les événements de Casablanca. L'une de ces lettres, datée de Fez, raconte que si ces événements ont affecté le makhzen, il ne s'en montre cependant pas désespéré. S'inclinant devant le fait accompli, « débarrassé du souci de maintenir un semblant d'ordre à Casablanca, il a maintenant une excuse pour les troubles qui se produiront probablement dans le Sud. A Marakech, la situation est menaçant au point que des Européens sont partis pour la côte, sous la protection de Moulaï Hafid ».

L'Allemagne ne fait pas d'objection à une avance de la Banque d'Etat pour permettre à Abd el Aziz de se rendre à Rabat.

Au mois de septembre se produit la proposition française de créer dans les ports menacés une police provisoire sans soldats marocains. La réponse allemande au mémoire de M. Cambon en accuse réception et prend note du caractère provisoire et sans préjudice pour l'acte d'Algésiras de cette mesure. Elle ajoute :

« Le gouvernement reconnaît le droit de la France de poursuivre la réparation des événements de Casablanca et il n'a pas l'intention de soulever des difficultés au sujet de l'action que la France a entreprise à la suite de ces circonstances tout exceptionnelles. Il espère toutefois, et il désire que les graves dommages dont les commerçants étrangers ont souffert à Casablanca ne se reproduisent pas. Le gouvernement impérial attire en conséquent l'attention sur l'opinion émise par le ministre d'Allemagne à Tanger, d'après laquelle la création de corps de police, non prévus par l'acte d'Algésiras, pourrait, dans les circonstances actuelles, provoquer une attaque contre cette ville des tribus montagnardes et amener des dangers graves pour la vie et les biens des Européens, surtout si cette mesure n'était pas exécutée sous la protection de forces militaires suffisantes. Le même danger existe aussi pour les autres ports. »

Des explications subséquentes ont pour but de convaincre l'Allemagne et de dissiper des objections. Mais ces projets ne vinrent pas à exécution et, au lieu de cela, le ministre de France à Tanger s'entendit avec le ministre de la guerre marocain pour la création d'une milice de police marocaine provisoire à Tanger.

Le 12 mars dernier, M. Cambon informe M. de Schœn de l'envoi de 4,000 hommes de renfort à Casablanca.

Le secrétaire d'Etat répond qu'il en prend connaissance, tout en regrettant que la marche des événements ait obligé la France à cette mesure, et il prie le gouvernement français, dans le cas où il prendrait d'autres mesures et d'autres décisions, de tenir compte dans la mesure du possible, des intérêts commerciaux de l'Allemagne, qui ont déjà notablement souffert par les dispositions militaires précédentes, et de les préserver, dans la mesure du possible, de nouvelles pertes dans l'avenir. M. Cambon répondit que son gouvernement l'autorisait à en prendre l'engagement.

---

Le chapitre V s'occupe des réclamations adressées à l'Allemagne par les deux sultans.

Ce sont d'abord deux télégrammes datés d'octobre et émanant du vice-consul allemand à Rabat, M. Neudœrffer, dans lesquels celui-ci mande au ministre d'Allemagne à Tanger qu'il a été reçu par le sultan Abd el Aziz et le ministre des affaires étrangères marocain, et que ce dernier serait heureux d'avoir une entrevue avec M. Rosen. Les mêmes ouvertures sont faites par le Sultan, un peu plus tard, au capitaine Wolff.

Le Livre blanc fait remarquer que le ministre d'Allemagne n'a jamais répondu à ces avances et a ordonné à plusieurs reprises au vice-consul à Rabat d'observer une attitude passive.

Le 16 janvier, et toujours par l'intermédiaire du vice-consul Neu-dœrffer, Abd el Kerim ben Sliman fait mander à M. Rosen que le Sultan, en raison des déclarations qui lui ont été faites par l'Empereur, lors de sa venue à Tanger, espère que le gouvernement allemand va protester contre l'action des Français, qui est une violation de l'acte d'Algésiras.

M. Rosen fait remarquer qu'il ne comprend pas les motifs qui amènent cette démarche d'Abd el Aziz, celui-ci ayant invité les notables de Rabat et de Salé à ne pas se soulever contre les décisions du makhzen, si ce dernier implorait le secours des Français.

Le même jour, Moulaï Hafid fait demander à la légation d'Allemagne si l'action de la France est sanctionnée par un mandat des puissances, et en particulier par un mandat de l'Allemagne, et prie le gouvernement d'empêcher que la France ne se mêle de la querelle des deux frères, qui est une question intérieure marocaine. Moulaï Hafid affirme en outre qu'il est prêt à respecter les droits des étrangers au Maroc, au cas où il monterait sur le trône.

Le 21 janvier, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères envoie aux deux sultans une réponse conçue dans les mêmes termes. Il fait remarquer que la France a affirmé à plusieurs reprises son intention formelle de ne pas sortir des limites de la convention d'Algésiras; il déclare toutefois que si le gouvernement marocain croit avoir des preuves d'une violation de l'acte d'Algésiras par la France, il doit s'adresser aux puissances signataires qui ont leurs représentants à Tanger, l'Allemagne ne pouvant plus agir seule depuis l'entrée en vigueur de l'acte d'Algésiras.

Le gouvernement allemand est d'ailleurs décidé, ajoute la note, à communiquer sans retard au gouvernement français les vœux du gouvernement marocain. M. de Schœn avait ajouté à ce document diplomatique une note intéressant Abd el Aziz tout seul, et dans laquelle il faisait remarquer au Sultan que plusieurs de ses manifestes avaient amené le gouvernement impérial à croire qu'il approuvait l'action française.

M. de Schœn fit connaître à Paris la démarche des deux sultans et M. Pichon, ainsi que M. Clémenceau, assurèrent que la France retirerait ses troupes aussitôt que cela lui serait possible.

M. Pichon ajouta que la France n'avait pas d'idée de derrière la tête.

« Nous n'irons ni à Marakech ni à Fez. Je vous assure formellement que nous ne voulons pas de protectorat. »

M. Pichon se déclara très étonné de la démarche d'Abd el Aziz.

« La France, disait-il, sans toutefois, se mêler dans la querelle des deux frères, soutient Abd el Aziz dans l'intérêt des Européens parce que, étant le sultan légitime, il a encore un certain pouvoir. Tandis que Moulaï Hafid n'a été proclamé sultan qu'à la seule condition de ne pas respecter l'acte d'Algésiras. »

La démarche des deux sultans n'était, aux yeux de M. Pichon, qu'une tentative d'exciter l'Allemagne contre la France, tentative qui, à son avis, devait rester sans résultat.

Le 26 janvier, nouvelle démarche faite par le Sultan auprès du consul Neudœrffer pour décider M. Rosen à venir à Rabat, démarche à laquelle le ministre d'Allemagne ne répondit pas.

Le paragraphe se termine par le texte des lettres par lesquelles le vic-consul Neudœrffer invitait, au nom de Ben Sliman, M. Rosen à venir à Rabat.

---

Le chapitre VI est consacré aux indemnités de Casablanca.

Le 4 septembre 1907, M. de Tschirschky informe M. Cambon du mécontentement qui règne parmi les allemands de Casablanca, par suite des pertes subies, et le 10 septembre, le gouvernement fait savoir à son représentant à Tanger qu'il est disposé à faire une avance de 250,000 marks sur les indemnités à recevoir.

Le 11 novembre, la commission allemande fixe à 978,576 marks le montant de l'indemnité pour les négociants allemands.

Le 25 novembre, le ministre allemand à Tanger est autorisé à payer le quart de cette somme aux intéressés, et une correspondance entre la France et l'Allemagne établit que la commission internationale tiendra compte, dans la plus large mesure, des évaluations des commissions instituées déjà par les autres Etats et qui ont établi leurs évaluations sur les mêmes bases que celles adoptées par la commission internationale.

---

Le chapitre VII est consacré aux négociations relatives aux « allèges » (chalands) de Casablanca.

La Compagnie de navigation portugaise d'Oldenbourg se plaint que ses paquebots ne peuvent débarquer parce que les allèges sont utilisées par les autorités françaises. M. de Saint-Aulaire en fait part à l'amiral Philibert qui fait venir huit mahonnes de Gibraltar.

En septembre, nouvelle plainte. M. Rosen fait une démarche au nom des commerçants allemands auprès des autorités françaises. L'amiral Philibert fait répondre qu'il n'y a pas de personnel pour les barcasses, mais qu'il serait heureux de voir le capitaine de la Compagnie d'Oldenbourg pour lui faciliter ses opérations dans le port.

À Paris, M. de Radolin reçoit une note qui justifie l'emploi des barcasses et exprime le désir du gouvernement français de voir le trafic reprendre à Casablanca.

Après une nouvelle plainte, M. de ...ilberg, sous-secrétaire d'Etat, fait demander à Londres pour savoir si le gouvernement anglais a reçu des plaintes analogues. Sir Charles Hardinge répond qu'il lui semble qu'il sera suffisant d'attirer sur ce point l'attention du gouvernement français pour obtenir satisfaction.

Une réunion des représentants des puissances décide, sur ces entrefaites, d'inviter le gouvernement marocain à organiser un service de barcasses et d'allèges dans tous les ports du Maroc.

En février, les représentants de l'Allemagne reçoivent à Paris l'assurance que le gouvernement français va régler la question. Et le



10 mars, on annonce le départ de trois barcasses et l'envoi, quinze jours plus tard, de trois autres.

---

Le chapitre VIII s'occupe de la télégraphie sans fil.

En février 1907, on apprend qu'un consortium français a commencé à construire, dans une série de ports, des appareils de télégraphie sans fil.

Les négociants allemands manifestent leurs craintes que ces communications télégraphiques n'avantagent leurs concurrents français.

Les Français répandent le bruit que ce sont des moulins à vent.

En mars, le ministre allemand à Tanger fait remarquer qu'un monopole de télégraphie sans fil serait contraire à l'acte d'Algésiras, mais des négociations commencent en vue de l'internationalisation de cette entreprise.

Ces négociations ne donnent pas de résultat parce que les intéressés allemands ne trouvent pas les conditions de leur participation acceptables.

---

Le chapitre IX concerne le choix d'un ingénieur pour les travaux publics.

Les Allemands se prononcent pour une candidature belge, mais sans en faire une affaire politique.

Le corps diplomatique, qui a à se prononcer sur ce choix, se prononce en majorité pour un Français.

Les représentants de l'Allemagne, de la Belgique et de la Hollande s'abstiennent.

L'ingénieur adjoint, un Espagnol, qui était seul candidat à ce poste, est élu à l'unanimité.

---

Le chapitre X concerne l'entrée au service du Maroc de deux anciens officiers allemands : MM. von Tschudi et Wolff.

Il est spécifié que M. von Tschudi ne représentera pas, comme son prédécesseur, la maison Krupp.

Le Sultan confie ensuite à ces deux conseillers techniques l'instruction militaire de 50 Askaris.

M. de Tschirschky déclare à ce sujet que la façon dont le Sultan emploie ces deux anciens officiers ne le regarde pas et que c'est d'ailleurs une fantaisie que de s'imaginer qu'on peut réorganiser à l'allemande l'armée du Sultan.

---

Le chapitre XI s'occupe de la question de la construction du port de Larache.

Une dépêche de M. Rosen du 16 octobre 1906 engage le gouvernement impérial à insister auprès de la maison Sager et Woerner pour qu'elle abaisse le montant de son devis des travaux du port de Larache, qui, dit-il, est trop élevé, étant donné la situation financière du Maroc.

La chancellerie répond qu'un fonctionnaire de la «Deutsche Bank» se rend à Tanger pour examiner le côté financier de la question.

M. Rosen télégraphie plus tard qu'il apprend par Mohammed el Torrès que les travaux de Casablanca et de Safi, concédés à des maisons françaises seront payés directement par le makhzen. Il demande qu'il en soit de même pour Larache.

Le 16 avril 1907, M. Rosen télégraphie que M. Regnault, ministre de France, lui a dit, au sujet des devis des travaux de Larache et du môle de Tanger, qu'ils ne devaient pas dépasser 3,600,000 francs, montant des travaux concédés aux maisons françaises à Casablanca et à Safi. M. Regnault se basait sur un memorandum du prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne à Paris, et d'après lequel les travaux devaient être également distribués.

M. Rosen télégraphie qu'il a répondu que les projets ne sont pas tous de même importance et que le gouvernement allemand a employé tous ses efforts pour faire réduire les devis allemands à cinq millions, mais qu'on ne peut rien faire au-dessous.

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères répond qu'il a déclaré à M. Cambon que la prétention de M. Regnault était insoutenable.

Le memorandum auquel il faisait allusion n'avait pas le sens que lui prêtait le ministre de France. Ce memorandum disait, ajoute le secrétaire d'Etat :

« Si d'une part l'Allemagne exécute les travaux du môle de Tanger et du port de Larache, la France d'autre part construira les môles de Casablanca et de Safi. Donc les avantages sont *également* distribués des deux côtés sans qu'il soit porté ombrage à la France. »

M. de Tschirschky dit que cela ne signifie pas qu'il doive y avoir égalité mathématique entre les travaux effectués par les deux pays.

M. de Schoen informe ensuite M. Rosen le 22 janvier 1908 qu'au sujet des bruits d'emprunt marocain que celui-ci lui a signalés, il avait informé l'ambassadeur de France du desir de l'Allemagne que, dans le montant du futur emprunt, il fût tenu compte du coût des travaux de Larache autant que de ceux de Safi et de Casablanca.

M. Cambon répondit qu'il informerait Paris et il alla communiquer la réponse française qui accédait au desir de l'Allemagne. Mais il faisait remarquer en même temps que, dans les conditions actuelles, on ne pouvait pas songer dans un avenir prochain à contracter un gros emprunt marocain et que le gouvernement français ne savait rien d'un projet de ce genre.

---

Le chapitre XII concerne la création d'un canal collecteur à Tanger rendu nécessaire par la construction d'un môle.

Le makhzen avait concédé les travaux à la maison allemande Renschhausen. A cette occasion s'élevèrent des protestations, et le conseil sanitaire chargea le capitaine du génie anglais Rooke d'élaborer un plan sur les bases duquel le makhzen pourrait traiter avec la maison Renschhausen.

La concession de la construction des égouts de Tanger à la maison allemande Renschhausen provoque à Berlin une certaine hésitation. M. Rosen fait remarquer que ces travaux sont liés à ceux du môle.

M. Regnault proteste contre la concession Renschhausen.

Le 19 avril, le chargé d'affaires d'Allemagne à Londres télégraphie que sir Edward Grey l'a fait appeler pour lui parler de la question des égouts. Sir Edward Grey pense que c'est une violation de l'acte d'Algésiras parce qu'il n'y a pas eu d'adjudication. Il ajoute qu'il ne veut pas soulever d'objection, mais qu'il croit devoir prévenir l'Allemagne.

Plus tard, M. de Tschirschky dit que l'attitude de M. Rosen est couverte par le conseil sanitaire de Tanger. Sir Edward Grey répond que le conseil sanitaire n'a pas le pouvoir de délier le makhzen des obligations de l'acte d'Algésiras. Finalement, la maison Renschhausen consent à un compromis.

Un rapport du ministre l'Allemagne à Tanger, daté du 7 mars, fait prévoir une entente avec la France si le projet du capitaine anglais est élargi de façon qu'il devienne praticable.

---

Le chapitre XIII est réservé aux documents diplomatiques concernant la création de la Banque d'Etat marocaine.

---

Le chapitre XIV, et qui est le dernier, reproduit les règlements prévus par l'acte d'Algésiras avec un exposé de leur composition. Ce sont les prescriptions relatives à la police, au commerce des armes, aux mesures d'expropriation, les prescriptions concernant l'importation des matières explosives, les recettes provenant des entrepôts de l'Etat.

---

# LE MAROC ET LES PUISSANCES

---

## OPINION D'UN AMÉRICAIN

---

L'opinion d'un Américain sur les relations des puissances, à l'occasion du Maroc, n'est peut-être pas sans intérêt pour des lecteurs européens. Il arrive souvent qu'on peut mieux juger du jeu des forces quand on n'est pas mêlé à leur action. C'est ce qui est le cas pour les Américains.

La question, au point de vue politique, est nettement d'ordre européen, et l'Amérique n'est nullement disposée à en faire une question mondiale. Si l'Amérique a envoyé des délégués à la Conférence d'Algésiras, ce fut sur l'invitation du Maroc, et cet envoi avait purement pour but de protéger les intérêts commerciaux des Etats-Unis au Maroc. Ces délégués ne firent, du reste, aucune tentative pour jouer un rôle dirigeant à la Conférence. Cette question avait un caractère éminemment politique et les délégués des Etats-Unis ne s'occupèrent guère de ce côté de la question. Toute autre attitude, d'ailleurs, de leur part, n'aurait guère correspondu aux sentiments du gouvernement et de la nation qu'ils représentaient.

Comme la plupart des questions politiques, celle du Maroc doit, pour être bien comprise, être étudiée historiquement. Il convient donc de porter notre attention sur la genèse de la question, dont la solution a menacé récemment d'engendrer une guerre générale européenne, et qui peut encore amener une effusion de sang, plus grande que ne le supposerait quelqu'un qui ne la jugerait que d'après l'importance du Maroc et de sa population. Quels sont donc les faits permettant de comprendre, au moins en partie, l'importance que les Etats européens attachent à la solution du problème marocain ?

Le Maroc a été, pendant des siècles, si je puis me permettre cette comparaison, le football que se renvoyaient les nations. Il fut conquis et gardé pendant un certain temps par l'Empire romain, et la plupart des progrès réalisés par le Maroc remontent à la période de la domination romaine. Ensuite, vint le flot de la puissance sarrasine qui engloutit le Maroc, traversa le détroit pour pénétrer en Espagne, et envahit une partie de la France, d'où il eût menacé toute l'Europe si Charles-Martel ne l'eût refoulé près de Tours. Alors survint une période de tranquillité relative dans l'histoire du Maroc, pendant un millier d'années, sous la domination des Maures. Mais, au XIX<sup>e</sup> siècle, la superficie des terres utilisables pour la colonisation européenne



se trouvant, en fait, épuisée, et le gouvernement marocain n'ayant ni la force ni le goût de s'ajuster au modèle adopté par le monde civilisé, il devint inévitable que l'attention dût se porter sur ce faubourg de l'Europe. Ce ne fut cependant que tout à la fin du siècle dernier que le problème atteignit sa période aiguë.

Comme symptôme de l'attention qu'il commence à attirer sur lui par suite de cette situation, notons l'envoi d'un ministre russe à Tanger à la fin du siècle dernier. L'objet de cet envoi provoqua naturellement des commentaires dans les cercles diplomatiques de l'Europe, car il n'est pas d'usage de créer une légation dans un pays tant que le gouvernement qui l'établit n'a pas, dans ce pays, un commerce ou des sujets à protéger. Dans le cas présent, le commerce de la Russie avec le Maroc n'était pas né encore, et même maintenant il ne serait pas suffisant pour payer les frais d'entretien de la légation; quand aux sujets russes au Maroc, il n'y en avait qu'un seul, et c'était un juif. En se rappelant l'excessive tendresse du gouvernement russe pour ses sujets juifs chez lui, il eût été surprenant que son extrême sollicitude pour la protection de cet unique juif au Maroc n'ait pas éveillé des soupçons à Londres. C'est ce qui eut lieu. Les Anglais, peu sentimentaux, n'étaient pas préparés à apprécier une manifestation si merveilleuse de sacrifice chevaleresque de la part du gouvernement russe. A cette époque-là, la Russie avait un goût beaucoup plus prononcé que maintenant pour la politique mondiale et le succès presque constant de sa diplomatie avait aiguisé son ambition dans ce sens. Et quoiqu'on ne supposât pas que la Russie eût l'intention de prendre pour elle tout ou partie du Maroc, on soupçonna qu'elle attendait, pour formuler ses revendications sur ce point, un *do ut des*, en vue de concessions à obtenir ailleurs.

La question marocaine appela ensuite forcément l'attention de l'Europe à l'occasion de la révolution ayant pour but de placer sur le trône un prétendant, Bou-Hamara. Si cette révolution avait été de longue durée, elle aurait, sans doute, abouti à des actes qui auraient obligé quelques-unes des puissances européennes à intervenir. Mais l'apaisement rapide de cette révolution retarda ce résultat. Cependant la menace d'une crise servit à corroborer le fait que la situation était délicate et qu'elle renfermait les éléments d'un composé très explosif, dont le maniement exigeait beaucoup de précaution et de prudence.

Convaincus que la faiblesse, la corruption ou l'imprudence du gouvernement marocain, ou bien des manifestations fanatiques des tribus pourraient à tout moment produire de force le résultat signalé plus haut, l'Angleterre et la France s'occupèrent de débayer le terrain. Cette opération préparatoire prit la forme d'un traité concédant à la France toute liberté d'action au Maroc, en compensation d'une concession semblable à l'Angleterre en Egypte. Les clauses importantes du traité, pour ce qui nous occupe actuellement sont les suivantes :

#### *Article II du traité du 8 avril 1904 (1)*

« De son côté, le gouvernement de Sa Majesté Britannique recon-

---

(1) *Archives Diplomatiques*, 1904, n° 4, page 414.

naît qu'il appartient à la France, notamment comme puissance limitrophe du Maroc sur une vaste étendue, de veiller à la tranquillité dans ce pays, et de lui prêter son assistance pour toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires dont il a besoin.

» Il déclare qu'il n'entravera pas l'action de la France à cet effet, sous réserve que cette action laissera intacts les droits dont, en vertu des traités, conventions et usages, la Grande-Bretagne jouit au Maroc, y compris le droit de cabotage entre les ports marocains dont bénéficient les navires anglais depuis 1901. »

Un peu plus tard, l'Espagne entra comme partie dans l'accord conclu entre la France et l'Angleterre. Ce fut pour répondre à cette *entente* que l'empereur Guillaume visita Tanger et assura le sultan du Maroc de la ferme et stable amitié qui existait entre les deux souverains, ajoutant qu'en dehors de cette question personnelle d'amitié, il était, dans la circonstance, déterminé à ne pas souffrir qu'aucune importante question dans la diplomatie de l'Europe fût traitée sans le consulter au préalable.

Ce salut fraternel faisait plutôt songer au cliquetis du fer qu'au roucoulement de la colombe.

A côté de ce langage de l'« Amiral de l'Atlantique », le télégramme à l'« Oncle Paul » n'était qu'un zéphyr d'été comparé à un cyclone du Kansas, et la fureur de l'orage tomba tout naturellement sur la tête de M. Delcassé, qui était principalement responsable d'avoir donné aux affaires une direction si désagréable à l'Empereur. Ce n'est plus maintenant un secret que la France eut alors à choisir entre la démission du ministre des affaires étrangères, avec l'acceptation d'une conférence, ou la guerre. M. Delcassé a reconnu récemment que tel était le dilemme. Se laisser ainsi malmener n'était nullement agréable à la France; mais entre des concessions et une guerre, pour laquelle elle n'était pas prête, elle donna la préférence aux concessions. D'abord elle renvoya son ministre des affaires étrangères; ensuite elle consentit à soumettre la question à une conférence internationale.

Il ne manque pas de preuves qu'au début, l'Allemagne avait l'intention de forcer la France à la guerre, mais que, eu égard à l'opinion publique du monde, elle a cru devoir se borner à esquisser une manœuvre diplomatique. Le fait que la Russie n'était pas alors en état de prêter aide à la France laisse supposer que l'Allemagne n'avait pas choisi au hasard le moment de résoudre de force la question.

Mon impression personnelle est que le but de l'Allemagne, en forçant la solution, n'était pas tant le désir de faire la guerre — bien qu'elle se souciait peu de la provoquer — que l'intention d'éprouver la force de l'entente anglo-française et s'il était possible, de la briser. Si elle y avait réussi, la France aurait été, en fait, isolée jusqu'au moment où la Russie serait redevenue une force active dans la diplomatie européenne. Il était évident pour l'Allemagne que la France gagnait plus aux résultats de la diplomatie de Delcassé qu'elle

n'avait perdu à la débâcle de la Russie dans l'Extrême-Orient, et, au point de vue allemand, il était à désirer que ce profit lui fût enlevé.

Quel que fût le principe en vertu duquel l'Allemagne manœuvrait, le plan germanique avorta. Elle n'a réussi ni à isoler la France ni à la lancer dans une guerre à un moment où l'autre membre de la Duplice ne pouvait être d'aucun secours. L'effet sur l'*entente* a été exactement le contraire de ce que l'Allemagne attendait. Loin de détruire l'*entente*, l'événement a cimenté l'amitié de l'Angleterre et de la France plus solidement que tout ce qui aurait pu être imaginé à cet effet. Il a fait de l'*entente* la pierre angulaire de la politique européenne de la Grande-Bretagne. L'attitude de la nation anglaise, à cet égard, a été bien définie par sir Edward Grey, dans ces termes :

1° La Grande-Bretagne ne contractera pas d'engagements et n'entrera pas en relations avec toute autre puissance dont l'alliance serait incompatible avec l'accord anglo-français ou lui serait préjudiciable; 2° nous ne ferons rien, dans nos relations avec l'Allemagne, qui puisse, en aucune façon, porter atteinte à nos bonnes relations actuelles avec la France; 3° les conditions de toute amélioration dans les relations anglo-allemandes doivent être que « les relations de l'Allemagne avec la France, dans toutes les matières qui rentrent dans l'accord anglo-français, soient justes et bonnes ».

La Conférence d'Algésiras n'a pas réglé la question marocaine. En fait, on ne supposait pas qu'elle le voulût. La conclusion à laquelle elle est arrivée n'était qu'un simple à-peu-près et a été comprise, en son temps, comme telle. Une police à deux n'a jamais opéré avec succès et probablement ne le fera jamais. Ce qu'il faut dans des situations de ce genre, c'est la promptitude dans l'action, et pour cela il faut qu'il n'y ait qu'une seule volonté. La Conférence a fait quelque chose de plus que de jeter un pont sur un abîme : elle a mis en pleine lumière que l'Allemagne n'était pas le seul arbitre des affaires européennes. Elle a fourni aussi une preuve évidente que la politique de M. Delcassé avait réussi, dans une certaine mesure, à isoler l'Allemagne et que même si celui-ci a pu être temporairement privé de ses fonctions officielles, les résultats de sa diplomatie se faisaient sentir, étant donné qu'ils reposaient sur de trop solides fondements pour être balayés par un souffle guerrier de la « trompette de la Wilhelmstrasse ».

Mais, après toute cette discussion diplomatique de la question marocaine, celle-ci reste entière, et, en toute franchise, elle est bien digne de considération. Il y a là un pays plus grand que la France ou l'Allemagne, ayant une situation stratégique et de grandes ressources minérales encore inexploitées. Le triangle au nord-ouest de l'Atlas s'étend sur une longueur de 300 milles le long de Méditerranée, et de 1,000 milles le long de l'Atlantique. Cet espace est protégé contre les vents et les ouragans de sable du désert et ouvert aux brises humides de la Méditerranée et de l'Atlantique. Son sol est fertile et son climat salubre. On peut faire facilement de ce territoire un jardin tropical de milliers de milles carrés d'étendue, au pied même de l'Europe.

Mais à quel usage ce vaste domaine sert-il maintenant? En fait,



il est gaspillé, quoique le Maroc ait une superficie plus grande d'un quart que l'Algérie et de beaucoup plus grandes ressources naturelles, son commerce est moindre d'un huitième de celui de l'Algérie, et, tandis que le commerce de celle-ci a augmenté de 25 p. c. pendant les dix dernières années, celui du Maroc est resté stationnaire. Porto-Rico, avec un territoire 60 fois moins grand, a un commerce trois fois plus grand, qui augmente de plus de 50 p. c. par décade.

Cependant, si le Maroc n'était stationnaire qu'au point de vue purement matériel, un changement ne s'imposerait pas. Mais son gouvernement ne fournit pas des garanties suffisantes pour la protection de la vie et de la propriété. Dans ces circonstances, une réorganisation, qu'elle vienne du dedans ou du dehors, devient une nécessité. Comme il semble que les Marocains manquent d'inclination et d'aptitude à fournir ces garanties essentielles à l'existence d'un Etat civilisé, sa reconstitution doit venir du dehors. Autant qu'il appert maintenant, la France semble être la puissance à laquelle la responsabilité de l'opération doit échoir.

Quoique tout le monde reconnaisse le fait que les conditions au Maroc sont intolérables, il n'en est pas moins vrai que, aussitôt que la France cessera de protéger simplement les ports de mer et entreprendra une politique effective de réorganisation, nous verrons immédiatement s'élever un ouragan de protestations contre l'oppression du faible par le fort, contre la politique d'accaparement territorial poursuivie par les puissances européennes en Afrique. Il n'y a pas de doute qu'une bonne partie de ces critiques sera fournie par la Wilhelmstrasse, mais il n'est pas probable que l'Allemagne mette d'obstacles plus graves que des critiques sur la route du progrès suivie par la France. Les intérêts germaniques dans le pays ne justifieraient pas qu'elle fasse davantage. Elle s'est servie de la question marocaine pour éprouver la force de l'entente, et, ayant eu satisfactions sur ce point, elle devrait se borner là. Tout au plus ajouter à ces critiques des dissertations et des sermons sur les droits sacrés du «self-government». A dire vrai, on pourrait s'abstenir d'examiner s'il y a lieu de parler d'un «self-government» dans un pays où pas même un millième de la population n'a voix au chapitre sur les questions du genre de gouvernement qui devrait lui être appliqué.

Sur cette question du droit sacré au «self-government», nous avons entendu dire bien des sottises. Cela est dû, en grande partie, au fait que beaucoup de gens regardent le «self-government» comme une fin au lieu d'un moyen, tandis que tout gouvernement n'est qu'un moyen pour arriver à une fin — celle d'assurer l'accomplissement des conditions qui rendent possible la réalisation d'une vie plus aisée. Savoir si une forme de gouvernement contribue plus que ne le ferait une autre à la réalisation de cette fin est une question de fait qui doit être examinée, non *in abstracto*, mais en particulier pour le pays auquel elle doit s'appliquer.

Aussi ne s'ensuit-il pas qu'une forme de gouvernement qui réussit dans un endroit, doive réussir dans un autre.

Quoi qu'il en soit, et quoi qu'il puisse en être des théories doctri-



nales sur les droits des Etats souverains, ces droits doivent être rendus conformes aux besoins nationaux et internationaux. Pour maintenir la première partie de cette proposition, il nous en a coûté la guerre civile, mais les résultats en ont justifié l'entreprise. J'ajoute aussi besoins internationaux, parce qu'il est seulement théorique de considérer un Etat comme n'ayant pas de relations avec les autres Etats. La logique des faits et les intérêts de l'humanité ont rendu impossible l'isolement d'une nation. Les rapports réciproques sont une partie de la vie des nations — une nécessité reconnue pour le plus haut développement de l'humanité. Afin, cependant, que ces rapports réciproques soient possibles, il faut que la vie et la propriété soient protégées. En conséquence, quand un gouvernement perd l'aptitude à remplir ce but primordial pour lequel les gouvernements ont été institués, il ne peut plus revendiquer aucun droit à l'existence.

Si la France, bon gré mal gré, accepte la responsabilité de substituer un gouvernement à l'anarchie qui existe actuellement au Maroc, la justification de son intervention sera fondée, en définitive, non sur des déclarations, non sur des précédents d'interventions analogues d'autres Etats dans d'autres lieux, non plus que sur un traité, mais sur la nécessité intrinsèque de la situation en elle-même.

De peur d'être accusé d'omission, en ne mentionnant pas l'Espagne comme associée dans l'œuvre à accomplir, je dois dire que, si les opérations vont au delà d'un blocus pacifique ou de la tâche, moins importante encore, de déterminer si le gouvernement d'Abd-el-Aziz ou celui de Moulay-Hafid est le gouvernement *de facto*, il faut espérer que l'Espagne ne sera qu'un associé purement nominal, car, lorsqu'il devient nécessaire de s'engager à fond dans une affaire, des opérations conjointes sont difficiles et une administration conjointe ne peut pas fonctionner.

Le but de la Conférence d'Algésiras, en comprenant l'Espagne dans l'affaire, de manière à donner à son action la forme d'une association, ne procédait pas cette conviction que le concours de l'Espagne augmenterait l'efficacité des forces policières, mais il avait pour objet de «sauver la face de l'Allemagne». En raison de ce fait que des administrations conjointes ont toujours été maladroites et au-dessous de leur tâche, il n'est pas vraisemblable que les signataires de la convention d'Algésiras insistent pour obtenir quelque chose de plus qu'une adhésion de pure forme aux dispositions de celle-ci. Ce serait, en vérité, de la politique mesquine que de donner à un Etat les embarras de l'exécution d'une tâche, dont les résultats bienfaisants doivent profiter à tout le monde civilisé. Pendant des années, le sort du Maroc, comme celui de la Turquie, a reposé, non sur sa propre force intrinsèque, non plus que sur ses revendications morales du droit de prolonger son existence, mais plutôt sur les jalousies des grandes puissances européennes.

Il y a quelque chose d'émouvant dans le spectacle des ruines chancelantes de l'Empire des Maures, autrefois si puissant. Au point de vue chronologique, le Maroc est un anachronisme, un débris du moyen âge à l'aurore du *XX<sup>e</sup>* siècle. Au point de vue politique, c'est un Etat

qu'on ne peut espérer voir se mettre à la hauteur de l'esprit du temps et de son milieu. La question de sa reconstitution est donc celle-ci : Comment, quand et par qui sera-t-elle faite ?

(S.) EDWIN MAXEY,

*Professeur*

*à l'université de Nebraska*

*(Etats-Unis).*